



THE INTERNATIONAL SECURITY SECTOR ADVISORY TEAM
THE GENEVA CENTRE FOR THE DEMOCRATIC CONTROL OF ARMED FORCES (DCAF)

RAPPORT FINAL CARTOGRAPHIE DU SOUTIEN DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE JUSTICE AU MALI

FÉVRIER 2017

CARTOGRAPHIE DU SOUTIEN DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE JUSTICE AU MALI

—

Rapport final - Février 2017

Table des matières

Résumé	i
Kurzdarstellung	iii
1. Introduction	1
2. Approche et méthodologie	1
2.1 Etapes.....	1
2.2 Champ de l'étude.....	2
2.3 Limites.....	3
3. Contexte de la RSS au Mali	4
3.1 Informations générales	4
3.2 Le retour à l'ordre constitutionnel et à la paix	4
3.3 La RSS avant l'Accord de paix.....	5
3.4 La RSS après l'Accord de paix.....	6
4. Principales observations	6
5. Cartographie du soutien de la communauté internationale	8
5.1 La primature et le CNRSS	9
5.2 Sécurité intérieure	10
5.2.1 Le ministère de la sécurité et de la protection civile	13
5.2.2 La police nationale	16
5.2.3 La gendarmerie nationale	19
5.2.4 La garde nationale.....	21

5.2.5 La protection civile.....	22
5.3 Justice.....	23
5.3.1 Le ministère de la justice et des droits de l’Homme.....	27
5.3.2 Les institutions judiciaires.....	29
5.3.3 Administration pénitentiaire	32
5.3.4 Bureaux d’assistance juridique	33
5.3.5 Aide aux victimes	34
5.3.6 Justice traditionnelle.....	35
5.3.7 Justice transitionnelle	35
5.4 Défense	36
5.4.1 Le ministère de la Défense et des Anciens Combattants.....	39
5.4.2 L’armée de terre	41
5.4.3 L’armée de l’air	43
5.4.4 Autres services interarmées	43
5.5 Décentralisation.....	43
5.6 Gestion des frontières.....	45
5.7 Organes de gouvernance et de contrôle (étatique et non-étatique)	48
5.7.1 Parlement.....	48
5.7.2 Le médiateur de la République	48
5.7.3 Le bureau du vérificateur général.....	48
5.7.4 Commission nationale des Droits de l’Homme.....	49
5.7.5 Organisations de la société civile	49
Annexes.....	53

Annexe 1 – Structure de la coordination entre les PTF et le Mali

Annexe 2 – Liste des projets financés par les PTF

Liste des abréviations

ACTS	Appui à la coopération transfrontalière au Sahel
AMM	Association des municipalités du Mali
APM	Association des policières du Mali
ARGA	Alliance pour refonder la gouvernance en Afrique
ASFC	Avocats sans frontières Canada
BAJJ	Bureau d'assistance juridique et judiciaire
CAAT	Cellule aéroportuaire anti-traffic
CCLS	Comités consultatifs locaux de sécurité
CCMR	Centre des relations civiles-militaires
CCS	Comités consultatifs de sécurité
CdC	Cadre de Concertation
CDS	Commission défense et sécurité
CECI	Centre d'étude et de coopération internationale
CGSP	Contrôle général des services publics
CI	Communauté internationale
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CMA	Coordination des mouvements de l'Azawad
CNRSS	Conseil national pour la RSS
CRSS	Commissariat à la RSS
CTB	Coopération technique belge
CVJR	Commission vérité, justice et réconciliation
DCAF	Centre genevois pour le contrôle démocratique des forces armées (Geneva Centre for the Democratic Control of Armed Forces)
DDG	Danish Demining Group
DDR	Désarmement, démobilisation, réinsertion
DGCT	Directeur général des collectivités territoriales
DNAJ	Direction Nationale des Affaires Judiciaires
ENAP	École nationale d'administration publique
EUTM	Mission de formation militaire de l'Union européenne (European Union Training Mission)
FAMA	Forces armées maliennes
FORSAT	Force spéciale anti-terroriste

FSI Forces de sécurité intérieures

GAFTAG Groupe de conseillers techniques des forces armées fédérales d'Allemagne

GAR-SI Groupes d'Action Rapides – Surveillance et Intervention

GIPN Groupe d'intervention de la police nationale

GIZ Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit

GPRSS Groupe de réflexion sur la réforme du secteur de la sécurité

GSB Groupe de suivi budgétaire

GT-JLCC Groupe thématique « justice et lutte contre la corruption »

GTIA Groupement tactique interarmes

ICITAP International Criminal Investigative Training Assistance Program, U.S. Department of Justice

IcSP Instrument contribuant à la sécurité et la paix (UE)

IDDH Institut danois des Droits de l'Homme

IGAS Inspection générale des armées et services

IMCR Comité de réflexion interministériel

IMRAP Institut malien de recherche et d'action pour la paix

INFJ Institut National de Formation Judiciaire

ISSAT Equipe internationale de conseil au secteur de la sécurité (International Security Sector Advisory Team)

JUPREC Justice prévention et réconciliation pour les femmes, mineurs et autres personnes affectées par la crise

LOPM Loi d'orientation et de programmation militaire

MADRE Ministère de la décentralisation, de la réforme de l'Etat

MAE Ministère des affaires étrangères

MAEDI Ministère français des affaires étrangères et du développement international

MAG Mines Advisory Group

MDAC Ministère de la Défense et des Anciens Combattants

MINUSMA Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali

MISAHÉL Mission de l'Union Africaine pour le Mali et le Sahel

MSPC Ministère de la sécurité et de la protection civile

MTAP Military Training Army Program

NDI National Democratic Institute

NED National Endowment for Democracy

OIM Organisation internationale pour les migrations
ONU Organisation des Nations Unies
ONUDC Office des Nations unies contre la drogue et le crime
OSC Organisations de la société civile
PADRE Programme d'appui à la décentralisation et à la réforme de l'Etat
PAEC Programme d'appui à l'état civil
PAJM Programme d'appui au secteur de la justice au Mali
PARSEC Programme d'appui au renforcement de la sécurité
PEA Plateforme d'échange et d'action
PGPSP Programme de gouvernance partagée de la sécurité et de la paix
PIGN Peloton d'intervention de la gendarmerie nationale
PNUD Programme des Nations Unies pour le développement
PTF Partenaires techniques et financiers
RH Ressources humaines
SGI Initiative pour la gouvernance du secteur de la sécurité (Security Governance Initiative)
SIDONIA Système informatique pour la gestion des opérations douanières
SILOG Système informatique pour la gestion logistique
SIPRI Stockholm International Peace Research Institute
SIRH Système informatique pour la gestion des ressources humaines
UA Union Africaine
UE Union européenne
UNPOL Police des Nations unies
WANEP West Africa Network for Peacebuilding
WILDAF Women in Law and Development in Africa

Résumé

Le Mali fait face à de nombreux défis pour assurer la paix et la sécurité sur son territoire. L'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger (Accord d'Alger), signé à Bamako le 15 mai et le 20 juin 2015, initie un certain nombre de chantiers pour la reconstruction du Mali dont la réforme du secteur de la sécurité (RSS), le processus de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR), la lutte contre le terrorisme et le crime organisé, la réconciliation et la justice. La communauté internationale (CI) s'est fortement mobilisée depuis le début de la crise en 2012 pour soutenir les efforts du Mali dans la gestion de la période de transition et ensuite pour la mise en œuvre de l'accord d'Alger. La CI est aujourd'hui plus que jamais présente et son appui financier ne cesse de progresser.

La présente étude a été sollicitée par le ministère des Affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne auprès du centre genevois pour le contrôle démocratique des forces armées (DCAF) et de sa division ISSAT (International Security Sector Advisory Team). Elle a pour objectif de donner une vue d'ensemble du soutien qu'apporte la CI en matière de sécurité et de justice au Mali, ceci afin de mieux coordonner les actions futures de l'Allemagne avec celles déjà en cours et à venir de la CI. Cette étude n'est donc pas une analyse des besoins, ni un état des lieux de la situation sécuritaire au Mali.

Au travers de ce travail, ont été successivement explorés les appuis apportés par la communauté internationale aux différents secteurs engagés dans le processus de RSS au Mali, c'est-à-dire la primature (dont le CNRSS), celui de la sécurité intérieure (ministère et forces), celui de la justice (ministère et autorités judiciaires), celui de la défense (ministère et forces), mais également les organes de gouvernance et de contrôle externe, (étatiques et non-étatiques). En raison de leur importance au Mali, les programmes et projets de soutien au processus de décentralisation (sur les questions de sécurité et de justice) et ceux concernant la gestion des frontières ont également été intégrés dans cette analyse. La méthodologie adoptée pour la présente étude a permis de regrouper l'information recueillie autour de quatre domaines clés, c'est-à-dire, le renforcement de la gestion des acteurs/institutions, les appuis apportés dans les domaines de la responsabilité/contrôle, des capacités (formations principalement) ou des infrastructures/équipements.

Les principales observations qui ressortent de cette étude sont les suivantes :

- L'appui de la CI est indéniablement nécessaire pour soutenir les efforts du Mali pour la reconstruction du pays dans les domaines de la justice et de la sécurité. Il existe toutefois des interrogations sur la capacité effective d'absorption de tous ces appuis par la partie malienne et ainsi du respect du principe d'appropriation nationale, fondamental en matière de RSS, notamment pour assurer une durabilité des actions entreprises.
- La période qui a directement suivi la crise de 2012 a été caractérisée par un soutien massif en matière de formation et de fourniture d'équipements au profit des forces de sécurité et de défense, laissant les questions de gouvernance et de gestion au second plan. Même si globalement la tendance reste la même, certains acteurs ont couplé leur actions avec des soutiens à plus long terme, plus stratégiques et plus politiques, intégrant des renforcements en matière de gestion et dans les domaines du leadership. Ces évolutions semblent de nature à

mieux assurer la durabilité des effets des actions conduites, même si les efforts consentis en termes de contrôle interne et de gouvernance pourraient être amplifiés.

- Actuellement, les soutiens apportés couvrent, globalement, l'ensemble des secteurs de la RSS. La CI à travers ses programmes et ses missions (UE, ONU, UA) soutient le Mali au niveau politique, stratégique, opérationnel et tactique. Il est difficile d'être plus complet. Par contre la tendance est de travailler en silo, chacun sur son domaine de compétence, en limitant l'approche transversale et les liens entre les différents secteurs.
- Le processus de RSS lui-même, bien que formellement initié par le pays depuis 2013, ne connaît pas encore de réelle avancée visible pour la sécurité humaine. Les structures nationales pour la gestion et le suivi de la RSS par exemple sont clairement définies sur le plan normatif mais pas encore opérationnelles. Certains blocages proviennent du fait que le Mali fait toujours face à une importante insécurité interne et à une instabilité politique, principalement dans le Nord et maintenant dans le Centre, et que les efforts du gouvernement sont principalement ciblés à cet effet.
- Les soutiens apportés se concentrent sur le plan géographique en grande partie sur Bamako, aux échelons ministériels et des sièges des administrations publiques ou dans les centres de formation, même si quelques-uns concernent les régions du Nord (opérations de la MINUSMA et de la France). La tendance actuelle est au déploiement progressif vers les zones sud, centre et est du pays.
- La coordination des soutiens de la CI reste un problème difficile à résoudre en raison notamment de l'ampleur des actions à mettre en place à cet effet, du manque de stratégie commune et de la volonté de certains acteurs de privilégier leur propre agenda au détriment des actions de concert. Ce déficit de coordination, dont beaucoup se plaignent, n'apparaît pas toutefois comme un élément dirimant pour limiter le champ ou l'ampleur des engagements.
- Il est important de noter que la CI soutient également de manière significative les OSC qui s'organisent au travers d'associations nationales ou internationales pour améliorer le contrôle sur le dispositif de sécurité mais également et surtout pour travailler sur le concept de « gouvernance partagée » de la sécurité. Les OSC tentent de rétablir les liens de confiance entre les FSI et la population et de faire comprendre que chaque acteur a un rôle à jouer pour améliorer la sécurité et la justice.
- L'Accord de paix est une référence essentielle en matière de RSS. Il a permis de relancer un certain nombre de chantiers importants en lien direct ou indirect avec celle-ci, comme les processus de DDR, la justice transitionnelle, la mise en place d'une police territoriale et de comités consultatifs locaux de sécurité (CCLS), la lutte contre le terrorisme. La CI soutient pleinement la mise en œuvre de cet Accord, mais des champs complets d'activités restent encore à combler ou à développer comme ceux relatifs au rétablissement de la confiance entre ex belligérants, ceux relatifs aux actions de lutte contre la montée de la radicalisation (exclusion sociale) et au soutien à une véritable décentralisation (en particulier en matière de justice et de sécurité), autant d'actions qui doivent rester en cohérence avec les capacités financières du pays ainsi qu'avec le rythme nationale de la mise en œuvre des réformes.

Kurzdarstellung

Mali steht vor zahlreichen Herausforderungen, um Frieden und Sicherheit in seinem Hoheitsgebiet zu gewährleisten. Das Abkommen für Frieden und Versöhnung in Mali (Algier-Abkommen), das aus dem Prozess von Algier hervorgegangen ist und am 15. Mai und 20. Juni 2015 in Bamako unterzeichnet wurde, initiiert eine Reihe von Projekten für den Wiederaufbau von Mali, unter anderem in den Bereichen Reform des Sicherheitssektors (SSR), Entwaffnung, Demobilisierung und Wiedereingliederung (DDR), Bekämpfung des Terrorismus und der organisierten Kriminalität, sowie Versöhnung und Gerechtigkeit. Die internationale Gemeinschaft hat sich seit Beginn der Krise im Jahr 2012 stark dafür eingesetzt die Bemühungen Malis, zur Gestaltung der Übergangszeit und anschliessend für die Umsetzung des Algier-Abkommens, zu unterstützen. Die internationale Gemeinschaft ist gegenwärtig mehr denn je aktiv, und ihre finanzielle Unterstützung erhöht sich kontinuierlich.

Diese Studie wurde durch das Auswärtige Amt der Bundesrepublik Deutschland an das Genfer Zentrum für die demokratische Kontrolle der Streitkräfte (DCAF) und dessen Abteilung ISSAT (International Security Sector Advisory Team) in Auftrag gegeben. Sie zielt darauf ab, einen Gesamtüberblick über die Unterstützung der internationalen Gemeinschaft in den Bereichen Sicherheit und Recht in Mali zu geben, um zukünftige Aktivitäten Deutschlands mit bereits bestehenden oder geplanten Beihilfen der internationalen Gemeinschaft besser zu koordinieren. Diese Studie ist weder eine Bedarfsanalyse noch eine Bestandsaufnahme der Sicherheitslage in Mali.

Durch die Studie wird der Leser aufgefordert die Unterstützung für die verschiedenen Bereiche, die am Prozess der SSR beteiligt sind, zu erkunden: Dienststellen des Premierministers (einschließlich CNRSS), innere Sicherheit (Ministerium und Sicherheitsdienste), Recht (Ministerium und Justizbehörden), Verteidigung (Ministerium und Streitkräfte), sowie die externen staatlichen und nicht-staatlichen Aufsichtsgremien, welche Verantwortung für die gute Gouvernanz des SSR-Prozesses haben. Auf Grund ihrer Bedeutung für Mali, wurden die Programme und Projekte zur Unterstützung des Dezentralisierungsprozesses (zu Fragen der Sicherheit und des Rechts) und in Bezug auf die Grenzverwaltung ebenfalls in diese Analyse einbezogen. Eingehend auf die von der internationalen Gemeinschaft geleistete und vorgesehene Art der Unterstützung, konsolidiert die für diese Studie angewendete Methodik (siehe Abschnitt 2) die gesammelten Informationen auf vier Schlüsselbereiche: die Stärkung der Verwaltungsakteure und –institutionen sowie die zur Verfügung gestellte Unterstützung in den Bereichen Rechenschaftspflicht, Ausbildungsförderung und Infrastrukturen beziehungsweise Ausrüstung.

Die wichtigsten Beobachtungen aus dieser Studie sind:

- Die Unterstützung der internationalen Gemeinschaft ist unbestreitbar notwendig, um die Bemühungen Malis zum Wiederaufbau der Bereiche Justiz und Sicherheit des Landes zu unterstützen. Allerdings gibt es Zweifel an der tatsächlichen Aufnahmefähigkeit all dieser Unterstützung durch die malische Seite und somit am Prinzip der nationalen

Eigenverantwortung, das grundlegend für jedwede Sicherheitssektorreform ist, vor allem um die Nachhaltigkeit der durchgeführten Aktionen zu gewährleisten.

- Der Zeitraum, der unmittelbar auf die Krise des Jahres 2012 folgte, war durch massive Unterstützung zur Ausbildung und jeglicher Art von Ausstattung für die Sicherheits- und Verteidigungskräfte geprägt. Dabei traten Gouvernanz- und Managementfragen in den Hintergrund. Obwohl insgesamt die Tendenz gleich bleibt, haben einige Akteure ihre Aktionen mit längerfristigerer, strategischerer und politischerer Unterstützung verknüpft, um so eine Stärkung in den Bereichen Verwaltung und Führung einzubeziehen. Diese Trends scheinen die Nachhaltigkeit der Wirkung der Maßnahmen besser zu gewährleisten, auch wenn Bemühungen in Bezug auf interne Kontrolle und Gouvernanz verstärkt werden könnten.
- Derzeit deckt die geleistete Unterstützung insgesamt das volle Spektrum der SSR in ihrer ganzheitlichen Definition ab. Die internationale Gemeinschaft unterstützt Mali durch ihre Programme und Missionen (EU, UN, AU) auf politischer, strategischer, operativer und taktischer Ebene. Kurzum, es scheint schwierig, noch umfassender zu agieren.
- Allerdings hat der SSR-Prozess selbst, obwohl formal seit 2013 durch das Land begonnen, noch keine realen Fortschritte für die Sicherheit der Bevölkerung erkennbar gemacht. Beispielsweise sind die nationalen Strukturen für die Verwaltung und Überwachung der SSR zwar klar normativ definiert, aber noch nicht funktionsfähig. Einige Blockaden rühren von der Tatsache her, dass Mali immer noch mit erheblicher innerer Unsicherheit und politischer Instabilität, vor allem im Norden, zurechtkommen muss.
- Die geleistete Unterstützung ist geographisch weitgehend auf Bamako konzentriert, auf Ebene der Ministerien, der Verwaltungssitze oder der Ausbildungszentren, gleichwohl einige Unterstützungsleistungen die nördlichen Regionen betreffen (Operationen der MINUSMA und Frankreichs). Gegenwärtig gibt es die Tendenz zu einer schrittweisen Bereitstellung von Unterstützung in den Regionen Süden, Zentrum und Osten des Landes.
- Die Koordinierung der Unterstützung von Seiten der internationalen Gemeinschaft bleibt ein schwer zu lösendes Problem, insbesondere wegen des Umfangs der zum Zweck der SSR einzurichtenden Maßnahmen, dem Fehlen einer gemeinsamen Strategie und dem Willen einiger Akteure ihre eigene Agenda zu Lasten konzertierter Aktionen zu privilegieren. Dieser Mangel an Koordinierung, der von vielen beklagt wird, scheint jedoch keine Auswirkungen auf den Umfang oder das Ausmaß des Engagements zu haben. Tendenziell wird im Silo-Denken verfahren, also nur im jeweiligen Zuständigkeitsbereich, und somit wird ein übergreifendes Konzept, beispielsweise für alle Instanzen der Strafgerichtsbarkeit, verhindert.
- Es ist wichtig zu beachten, dass die internationale Gemeinschaft auch deutlich zivilgesellschaftliche Organisationen, die in nationalen oder internationalen Verbänden organisiert sind, unterstützt, um die Kontrolle über die Sicherheitseinrichtungen zu verbessern und insbesondere auch um auf das Konzept der „gemeinsamen Gouvernanz“ von Sicherheit hinzuarbeiten. Zivilgesellschaftliche Organisationen versuchen das Vertrauen zwischen Diensten der inneren Sicherheit und der Bevölkerung wiederherzustellen und verständlich zu machen, dass jeder Akteur eine Rolle hat um Sicherheit und Justiz zu verbessern.

- Das Friedensabkommen ist eine wichtige Referenz für SSR. Es ermöglichte eine Reihe wichtiger Projekte wieder anzustossen, die in direktem oder indirektem Zusammenhang mit SSR stehen, wie etwa dem DDR-Prozess, der Übergangsjustiz, der Schaffung einer territorialen Polizei, den örtlichen beratenden Sicherheitsausschüssen (CCLS), sowie dem Kampf gegen den Terrorismus. Die internationale Gemeinschaft unterstützt vollumfänglich die Umsetzung dieses Abkommens, allerdings bleiben ganze Tätigkeitsbereiche noch zu füllen oder zu entwickeln, etwa diejenigen im Zusammenhang mit der Wiederherstellung des Vertrauens zwischen den ehemaligen Kriegsparteien, Aktionen gegen den Anstieg der Radikalisierung (soziale Ausgrenzung) und der Unterstützung für eine wirksame Dezentralisierung (vor allem in den Bereichen Justiz und Sicherheit). Alle diese Aktionen sollten mit der nationalen und lokalen finanziellen Leistungsfähigkeit sowie mit dem nationalen Rhythmus zur Umsetzung von Reformen vereinbar bleiben.

1. Introduction

Ce rapport est l'aboutissement d'un travail demandé par le ministère des Affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne au Centre genevois pour le contrôle démocratique des forces armées (DCAF) et sa division ISSAT (International Security Sector Advisory Team) afin de mener une cartographie du soutien de la communauté internationale (CI) en matière de sécurité et de justice au Mali. Un même travail a été demandé pour le Nigeria et fait l'objet d'un autre rapport également disponible sur le site web de l'ISSAT <http://issat.dcaf.ch/>. L'objectif principal est de donner aux acteurs allemands, mais également au reste de la CI et aux pays partenaires, une vue d'ensemble de la coopération internationale dans les deux domaines que sont la sécurité et la justice, afin de mieux coordonner l'action future de l'Allemagne avec le soutien déjà en cours et futur de l'ensemble de la CI. Cette étude n'est pas une analyse des besoins, ni un état des lieux de la situation sécuritaire au Mali.

Après une brève description des étapes du travail et de sa méthodologie, le rapport est structuré comme suit :

- La section 3 décrit le contexte général de la réforme du secteur de la sécurité (RSS) au Mali, pré et post crise de 2012, ainsi que les structures mises en place pour mener à bien les réformes dans le domaine de la sécurité et la justice.
- La section 4 donne un certain nombre d'observations que l'équipe a pu identifier suite à l'analyse du soutien de la CI.
- La section 5 détaille l'ensemble des programmes, projets, missions, soutiens apportés par la CI dans les différents secteurs en lien avec RSS, c'est-à-dire, l'action de la primature et du Conseil national pour la RSS (CNRSS), la sécurité intérieure, la justice, la défense, la décentralisation, la gestion des frontières et les organes de gouvernance et de contrôle (étatiques et non-étatiques).

Le rapport contient également deux annexes dont un bref résumé du système de coordination de l'aide internationale au Mali et un résumé du soutien de chaque bailleur de fonds dans le domaine de la sécurité et de la justice au Mali, incluant une liste de tous les programmes et projets répertoriés.

2. Approche et méthodologie

2.1 Etapes

L'étude s'est déroulée de septembre à décembre 2016. La méthodologie a été développée sur base de leçons identifiées précédemment au travers d'études similaires menées par le DCAF/ISSAT ainsi que des demandes spécifiques du ministère des Affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne. Les termes de références identifiaient certaines questions de recherches qui ont permis de construire le cadre méthodologique comme:

- Quels sont les bailleurs de fonds impliqués dans le soutien technique et financier dans le domaine de la sécurité et la justice au Mali ?

- Quelles sont les activités spécifiques soutenues par les bailleurs de fonds ?
- Quels sont les futurs domaines de soutien dans la programmation des bailleurs de fonds ?
- Comment se déroule la coordination dans les domaines de la sécurité et de la justice ?

La première étape de l'analyse documentaire a été d'identifier les institutions et organisations actives dans les secteurs de la sécurité et de la justice au Mali. La deuxième étape a consisté en une recherche de l'information sur les différents bailleurs de fonds qui soutiennent ces institutions. Les recherches se sont concentrées sur les appuis en cours et autant que possible sur les programmes à venir. L'équipe a utilisé la matrice des bailleurs de fonds réalisée par EUCAP Sahel Mali et la MINUSMA. Cette matrice est la base de l'inventaire des projets décrits en annexe 2.

En novembre 2016, l'équipe (composée de trois membres du DCAF/ISSAT et une personne du Ministère des affaires étrangères allemand) a mené une mission de terrain à Bamako de dix jours et a réalisé 43 entretiens avec plus de 60 interlocuteurs des ambassades des bailleurs de fonds, des agences de mise en œuvre de programmes, des missions de l'Union européenne (UE) et des Nations unies (NU) mais également des représentants des institutions régaliennes et des forces de sécurité et de défense maliennes, du parlement et des organisations de la société civile. Les entretiens étaient de type semi-structuré et les personnes rencontrées avaient reçu au préalable les questions qui allaient être abordées lors de l'entretien. Certaines personnes et organisations que l'équipe n'a pas pu rencontrer lors de la visite de terrain ont fait l'objet d'un suivi par email et téléphone.

Suite à la mission de terrain, l'équipe a analysé des documents de programmes additionnels reçus sur le terrain et a inclus l'information des entretiens dans ce rapport. Afin de s'assurer de l'intégrité et de l'exhaustivité de l'information collectée, l'équipe a envoyé individuellement aux bailleurs de fonds les sections détaillant leur soutien avant de rédiger la version finale de ce rapport. Une dernière validation des observations s'est faite sous forme d'une présentation à Berlin le 1^{er} février 2017.



2.2 Champ de l'étude

Le champ de l'étude est large et couvre l'ensemble du soutien de la CI qui a un lien de près ou de loin à la RSS. Ce soutien peut être apporté sous forme de programmes et projets bien définis avec un budget, des objectifs et des activités clairs (voir annexe 2 pour la liste de ces projets). Mais le soutien se fait également au travers d'autres modalités pas toujours évidentes à identifier comme par exemple l'appui « en opération » avec les Forces armées maliennes (FAMA), le conseil technique et stratégique aux ministères et force de sécurité et de défense, la fourniture d'équipement et les programmes de formation à l'étranger pour certains maliens. Ce type de soutien ne se retrouve donc pas dans une liste, mais est bien décrit dans les sections du rapport.

Afin de cartographier l'ensemble du soutien de la CI, le choix a été fait de structurer l'information tout d'abord par secteur, c'est-à-dire de décrire le soutien apporté à la primature (y compris le CNRSS), la sécurité intérieure, la justice, la défense, la gestion des frontières, la décentralisation et aux acteurs de gouvernance et de contrôle (étatique et non-étatique, y compris les organisations de la société civile (OSC)). Au sein de chaque secteur, le soutien est décrit pour chacun des principaux acteurs/institutions et selon qu'il s'agisse du soutien pour le renforcement :

- De la gestion des acteurs/institutions, c'est-à-dire, le soutien apporté au cadre légal, à l'élaboration des politiques, des stratégies, de plans d'action, à la gestion opérationnelle (RH, finance et logistique) des différentes institutions ;
- de leur responsabilité, c'est-à-dire le soutien fourni aux mécanismes de contrôle interne des institutions et des forces de sécurité et défense (tout ce qui concerne les mécanismes de contrôle externe se trouve dans la section spécifiquement dédiée aux organes de contrôles (étatiques ou non-étatiques)) ;
- de leurs capacités, c'est-à-dire l'ensemble du soutien apporté au travers de formations au niveau tactique, opérationnel et stratégique (le soutien aux écoles des forces de sécurité et de défense est également inclus dans cette section) ;
- de leurs infrastructures/équipements, c'est-à-dire le soutien technique et financier pour la construction, rénovation et réhabilitation des infrastructures ainsi que l'équipement non légal.

2.3 Limites

Une des limites importantes auxquelles l'équipe a dû faire face est le manque d'accès à de l'information détaillée sur les activités des programmes. L'information concernant les programmes RSS disponible sur internet ou sur demande plus explicite reste souvent très vague et ne rentre pas dans les détails. La plupart des documents détaillés comme les rapports intermédiaires et rapports d'évaluation ne sont en général pas disponible facilement et que très peu d'entre eux ont été communiqué à l'équipe. Les documents trouvés ou envoyés à l'équipe (principalement des documents de conception de projet) donnent uniquement un aperçu global du programme, des activités et des résultats souvent attendus et non pas spécialement réalisés.

Ce manque d'information détaillée a pu être partiellement comblé au travers des entretiens individuels pendant la visite de terrain. Néanmoins, le temps alloué pour chaque entretien (1h – 1h30) est trop court pour aborder toutes les activités des programmes. La plupart des programmes ont énormément d'activités avec parfois un montage de mise en œuvre compliqué, impliquant plusieurs acteurs se trouvant sur place ou à l'étranger. Les programmes régionaux, nombreux au Mali, rajoutent une certaine complexité qui est très difficile à appréhender en un seul entretien.

Même si l'équipe estime que le rapport identifie la grande majorité des programmes dans le domaine de la sécurité et la justice au Mali, il se peut que certains d'entre eux n'aient pas été répertoriés et analysés. De plus, il convient de souligner que certains bailleurs contactés n'ont pas voulu participer à cet exercice et l'information sur leur programme reste donc fortement limitée.

3. Contexte de la RSS au Mali

3.1 Informations générales

Situé au cœur de la région du Sahel, le Mali est confronté aujourd’hui à de nombreux défis en matière de paix et de sécurité, avec des conséquences majeures sur la stabilité régionale et la sécurité internationale. La volonté affichée du Président actuel, élu à l’issue de la crise de 2012, de construire un Etat démocratique fort et inclusif, efficace et responsable à l’égard de la population, bénéficiant d’une économie émergente¹, s’inscrit dans ce contexte difficile marqué par la persistance d’une grande insécurité interne due essentiellement à la poursuite d’attaques de nature terroriste sur l’ensemble du territoire.

Plusieurs décennies de mauvaise gouvernance ont fait naître des divisions internes au sein des communautés nationales, essentiellement cristallisées autour de la communauté touareg du nord du Mali qui a pris les armes quatre fois contre l’Etat central depuis l’indépendance du pays. Plusieurs tentatives de résolution de ces divergences, les différentes mesures de décentralisation mises en place n’ont jamais permis de résoudre les inégalités économiques et sociales entre le nord et le sud du pays.

Parallèlement, les choix hasardeux des autorités politiques ont généré une dégradation de l’outil de défense et de sécurité. Celui-ci s’est ainsi trouvé dans l’incapacité de s’opposer, début 2012, à l’intrusion en force au sein de son territoire de différents groupes djihadistes en provenance de la Libye, alliés de circonstance avec plusieurs tribus rebelles autochtones du nord. Cette situation a été à l’origine de la crise de 2012, marquée par un éphémère coup d’Etat et l’intervention de la communauté internationale pour repousser les envahisseurs qui tentaient de se diriger sur la capitale.

3.2 Le retour à l’ordre constitutionnel et à la paix²

Fort de l’appui sous différentes formes de la communauté internationale, le Mali a pu renouer avec l’ordre constitutionnel et la démocratie par le biais d’élections présidentielles et législatives organisées en 2013.

Quant au retour à la paix, initié par le gouvernement de transition, il a surtout été organisé par le gouvernement actuel, issu des élections de 2013, avec l’appui d’une médiation internationale. Un processus difficile de négociations de plusieurs mois a ainsi été engagé avec les différents groupes rebelles. Il a abouti à la signature le 15 mai et le 20 juin 2015 d’un Accord pour la paix et la réconciliation, pièce essentielle pour la reconstruction.

Cette nouvelle situation n’a pas pour autant assuré un retour total à la sécurité, des portions entières de territoire étant encore aujourd’hui sous la menace de certains groupes djihadistes. Toujours actifs sur le terrain, ils mènent des actions sporadiques, malgré une présence internationale forte au travers de la MINUSMA et des forces de l’opération française Barkhane. Par surcroit une partie du territoire est

¹ Tel qu’exprimé par le Président Ibrahim Boubacar Keita lors de son discours à la Nation le 20 janvier 2014.

² Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d’Alger (Accord d’Alger), signé à Bamako le 15 mai et le 20 juin 2015.

encore sous le contrôle de groupes rebelles, parties à l'accord, qui assurent toujours la sécurité et l'administration, dans la région de Kidal en particulier.

La signature de l'accord n'a pas résolu toutes les questions pendantes, notamment celle du manque de confiance entre les ex-belligérants ou entre les populations locales et l'Etat qui est longtemps resté absent dans les zones septentrionales.

L'Accord de paix reste toutefois une pièce incontournable pour un retour total à la paix. Il fixe des objectifs afin de répondre à d'importantes préoccupations qui ont joué un rôle central dans le déclenchement de la crise : la reconnaissance culturelle de l'Azawad, tout en maintenant l'unité et l'intégrité du pays; l'établissement d'un processus de paix et de réconciliation nationale ; des réformes multiples et simultanées visant à améliorer les structures de gouvernance, dans le sens d'une plus grande participation, d'une plus grande transparence et d'une meilleure efficacité institutionnelle³.

Sa mise en œuvre effective reste cependant particulièrement laborieuse, certaines parties à l'accord donnant le sentiment de tout faire pour en retarder les évolutions pourtant conjointement décidées. La communauté internationale manifeste de plus en plus son impatience, de même que la population, victime d'une importante insécurité surtout dans le centre et le nord du pays.

3.3 La RSS avant l'Accord de paix

Préalablement à la signature de l'Accord de paix, le gouvernement malien s'est engagé de sa propre initiative dans un processus ambitieux de refonte de son secteur de la sécurité. Toutefois, malgré un discours officiel séduisant, préconisant un processus commun et coordonné de RSS, la réalité s'est traduite par la mise en œuvre de mesures sectorielles et concomitantes, respectivement dirigées par le Ministère de la défense et des anciens combattants (MDAC) et par le Ministère de la sécurité et de la protection civile (MSPC).

Du côté de la Défense, le MDAC a annoncé en décembre 2013 le lancement d'un processus de réforme des forces armées, dans le but de les rendre plus respectueuses de l'ordre démocratique et plus efficaces dans leur mission de défense du territoire national. Il a en premier lieu mis considérablement l'accent sur la formation des membres des forces armées et les dotations en moyens et en équipements. Tout cela fut notamment rendu possible par l'adoption, en 2015, d'une loi de programmation militaire quinquennale (2015-2019). Le ministère a en outre reçu le soutien dans son entreprise de la mission de formation militaire de l'Union européenne (EUTM) de même que de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA). Ces missions internationales ont permis le développement des capacités opérationnelles des forces armées maliennes, tout en soutenant les positions maliennes dans les zones d'insécurité.

Concernant la sécurité intérieure, le MSPC a créé en novembre 2013 un Groupe de réflexion sur la réforme du secteur de la sécurité (GPRSS⁴), chargé de proposer un processus de refonte de l'appareil

³ Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, Chapitre 2, art. 5.

⁴ Arrêté n° 2013/4444/MS-SG du 22 novembre 2013 portant création du groupe de réflexion interdisciplinaire sur la réforme du secteur de la sécurité.

sécuritaire. Cet organisme a établi une vision nationale de la RSS et proposé la mise en place d'une structure institutionnelle pour le pilotage et la coordination du processus de RSS et d'une stratégie de mobilisation des ressources⁵, le CNRSS. Cet organisme, prévoyait notamment la mise en place de comités sectoriels.

Cependant, les dissensions politiques au plus haut niveau du gouvernement ont entravé l'opérationnalisation du CNRSS et des comités sectoriels rattachés⁶ et plus généralement la mise en place d'un processus de RSS holistique et global prescrit par le GPRSS. Une séparation de facto des programmes de réforme de la défense et de la sécurité en constitue l'élément tangible le plus évident.

De même que pour la défense, le ministère de la sécurité a reçu un important soutien de l'Union européenne au travers de la mission EUCAP Sahel Mali pour la modernisation de ses trois forces de sécurité intérieure.

3.4 La RSS après l'Accord de paix

L'Accord de paix confirme que les réformes liées à la sécurité sont et doivent rester une priorité nationale. Il prévoit une approche multidimensionnelle afin de réorganiser l'appareil sécuritaire national, non seulement pour le cantonnement des ex-belligérants des groupes rebelles, le désarmement, la démobilisation et la réintégration (DDR)⁷ de ces derniers, mais également à travers le déploiement des forces armées et des forces de sécurité⁸ sur l'intégralité du territoire et de leur réorganisation coordonnée du niveau central au niveau local⁹.

Il demande en outre le réajustement de certaines structures en y intégrant la présence des groupes du nord, de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) et de la Plateforme. Tel est le cas de l'organe national de coordination (CNRSS) qui a été refondu le 9 juin 2016 par un nouveau décret¹⁰.

En outre, l'Accord de paix définit clairement les domaines prioritaires en termes de RSS, notamment la réorganisation et le redéploiement des forces armées et de sécurité, la création d'une police territoriale, de comités consultatifs de sécurité au niveau local, la mise en place de capacités de protection civile gérées au niveau local, et un processus de réforme approfondi du système judiciaire.

4. Principales observations

Depuis le début de la crise de 2012, la communauté internationale s'est fortement mobilisée pour soutenir le Mali dans sa reconstruction en matière de sécurité et de justice. Certains bailleurs de fonds sont montés en puissance très rapidement et de manière très significative pour soutenir le secteur de la sécurité et de la justice. Cette tendance semble continuer avec une augmentation de budget et de nombres de projets pour l'année 2017. Par contre, ceci pose actuellement des questions sur la capacité

⁵ Décret N° 2014-0609/P-RM du 14 août 2014 portant création du Conseil National pour la Réforme du Secteur de la Sécurité.

⁶ Bien que le décret ait appelé tous les ministères intéressés à le faire, seul le MSPC a établi un comité sectoriel.

⁷ *Ibid.*, Chap. 8.

⁸ *Ibid.*, Chap. 9.

⁹ *Ibid.*, Chap. 10.

¹⁰ Décret N° 2016-0401/P-RM du 9 juin 2016 fixant le cadre institutionnel de la Réforme du Secteur de la Sécurité

d'absorption de la partie malienne et le respect de l'appropriation nationale, principe fondamental de la RSS pour assurer une durabilité du soutien. Il est par exemple parfois difficile de remplir les classes de formation et d'appliquer concrètement le cursus reçu. Il existe également un nombre important de stratégie, de plan d'actions, mais il est difficile de se rendre compte de la mise en œuvre réelle de ceux-ci.

La période qui a directement suivi la crise a été caractérisée par un soutien massif en termes de formation et d'équipement en tous genres pour les forces de sécurité et de défense. C'était une approche à court terme pour assurer un soutien direct et rapide à la reconstruction du Mali. Même si globalement la tendance reste la même, certains acteurs ont couplé leur actions avec un soutien à plus long terme, plus stratégique et plus politique. Ceci semble être plus adéquat pour assurer une durabilité des effets.

Actuellement, le soutien couvre, globalement, l'ensemble du spectre de la RSS dans sa définition holistique, allant du secteur de la sécurité intérieure dans toutes ses composantes, la défense, la justice, la gouvernance, le niveau stratégique, opérationnel et tactique, à l'implication de la société civile, du parlement et des différentes institutions étatiques ayant un rôle de contrôle et de suivi du rôle des institutions régaliennes. De manière moins directe, les processus de décentralisation et de gestion des frontières sont également bien intégrés dans le concept de la RSS au Mali et soutenus par la CI.

Néanmoins, le processus de RSS initié par le pays depuis 2013, réaffirmé par les Accords de Paix d'Alger en 2015, ne connaît pas encore de réelle avancée visible pour la sécurité humaine. Les structures nationales pour la gestion et le suivi de la RSS sont parfaitement décrites sur le papier, mais elles ne sont toujours pas opérationnelles. Certains blocages proviennent du fait que le Mali fait toujours face à une insécurité élevée et une instabilité politique, principalement dans le Nord. La Plateforme et la CMA sont censées être des parties prenantes à part entière au processus RSS mais l'identification de leur rôle et de leurs représentants prend du temps.

Tant bien que mal, la CI à travers ses programmes et ses missions (UE, ONU, Union africaine (UA)) soutient le Mali au niveau politique (mise en œuvre de l'Accord de paix), stratégique (loi de programmation, stratégies et plan d'actions des différents ministères régaliens), opérationnel (gestion des ressources humaines, finance et logistique, épine dorsale de toute structure étatique) et tactique (formations de base pour les militaires et les FSI, action de défense pour la restauration de la souveraineté sur l'ensemble du pays par la mission Barkhane et la MINUSMA). Il est difficile d'être plus complet dans le soutien. Mais par contre la tendance est de travailler en silo, chacun sur son domaine de compétence, en limitant l'approche transversale et les liens entre les différents secteurs.

Ce soutien se concentre sur le plan géographique en grande partie sur Bamako, aux échelons ministériels et des sièges d'administrations ou dans les centres de formation, même s'il se développe de plus en plus vers la zone centrale du pays (le nouveau mandat d'EUTM lui permet de mener des actions de formation dans les régions), le sud et l'est (principalement autour des zones frontières) et le nord (Tombouctou, Gao, Menaka).

L'appui de la CI se matérialise sous forme de projets, de conseils et d'assistances et même d'actions de substitution militaire et policière pour les actions d'interposition entre parties au conflit interne (MINUSMA) et de lutte contre le terrorisme international (opération militaire française).

La coordination du soutien de la CI reste problématique en raison de l'ampleur des actions à mettre en place à cet effet, du manque de stratégie commune et de la volonté de certains acteurs d'agir suivant leur propre agenda. Ce déficit de coordination dont beaucoup se plaignent n'est toutefois pas un élément dirimant pour limiter le champ ou l'ampleur des engagements.

Il est important de noter que la CI soutient également de manière significative les OSC qui s'organisent au travers d'associations nationales ou internationales pour améliorer le contrôle sur le dispositif de sécurité mais également et surtout pour travailler sur le concept de « gouvernance partagée » de la sécurité. Les OSC essayent de rétablir un lien de confiance entre les forces de sécurité intérieure (FSI) et la population et de faire comprendre que chaque acteur a un rôle à jouer pour améliorer la sécurité et la justice.

L'Accord de paix a relancé un certain nombre de chantiers importants en lien direct ou indirect avec la RSS, comme le processus de désarmement, démobilisation, réinsertion (DDR), la justice transitionnelle, la police territoriale et les comités consultatifs locaux de sécurité (CCLS), la lutte contre le terrorisme. La CI soutient pleinement la mise en œuvre de cet Accord, mais des champs d'activités restent encore à combler comme ceux relatifs au rétablissement de la confiance entre ex-belligérants, ceux relatifs aux actions de lutte contre la montée de la radicalisation (exclusion sociale) et au soutien à une véritable décentralisation (entre autres en matière de justice et de sécurité) en cohérence avec les capacités financières du pays ainsi qu'avec le rythme nationale de la mise en œuvre des réformes.

5. Cartographie du soutien de la communauté internationale

Cette partie du rapport décrit dans les détails le soutien de la CI en matière de sécurité intérieure, justice et défense, incluant le rôle de la primature (y compris le CNRSS), les aspects de décentralisation, la gestion des frontières, et le soutien aux organes de contrôle en allant du parlement aux OSC. Ce soutien peut se traduire par des programmes/projets avec une période et un budget bien défini financés par des bailleurs de fonds et mis en œuvre par des organismes divers et variés. Il se traduit également par la mise à disposition de personnels et de financements directement au profit de la partie malienne ou à travers des missions de maintien de la paix (UE, ONU, UA).

Comme expliqué dans la section méthodologie ci-dessus, chaque section tente de décrire l'appui aux différentes institutions maliennes en développant un aperçu général du soutien et ensuite, pour les acteurs principaux de la sécurité et de la justice, en catégorisant le soutien à différents niveaux, c'est-à-dire au niveau du management (cadre légal, des politiques et des stratégies, de la gestion opérationnelle et structurelle), de la responsabilité (contrôle interne), du renforcement des capacités (formation et école de formation), de l'infrastructure et de l'équipement. La description dans chaque section se concentre sur l'appui en cours et, dans la mesure du possible, sur le soutien futur.

5.1 La primature et le CNRSS

Le cadre institutionnel de la réforme du secteur de la sécurité (RSS) au Mali est fixé par la primature au travers du décret du 9 juin 2016 signé par le Président de la République, le Premier ministre ainsi que les autres ministres de la sécurité et de la protection civile, celui de la défense et des anciens combattants, celui de l'économie et des finances, celui de la justice et des droits de l'Homme, Garde des Sceaux et celui de la décentralisation, de la réforme de l'Etat et de l'administration territoriale.

Le décret mentionne que le cadre institutionnel de la réforme comprend un conseil national pour la RSS (CNRSS), un commissariat à la RSS (CRSS) et des comités consultatifs de sécurité (CCS) aux niveaux régional et local. Le CNRSS est placé sous l'autorité du Premier ministre. En novembre 2016, le CNRSS n'était pas encore tout à fait opérationnel et était dans l'attente de la nomination de l'intégralité des membres qui le constituent. Les représentants du gouvernement étaient déjà mobilisés, mais c'est seulement en février 2017, que les représentants de la Plateforme et de la CMA ont été formellement désignés. Actuellement, deux personnes y travaillent à temps plein, le Commissaire à la RSS et un chef du secrétariat. De plus, le commissariat à la RSS, actuellement installé dans les bâtiments du MSPC, ne dispose pas encore de locaux qui lui sont propres auprès de la primature. La MINUSMA envisagerait peut-être de fournir un soutien pour la rénovation de bâtiments qui serait mis à la disposition du CNRSS.

Globalement, il y a pour l'instant peu de soutien à la primature en matière de RSS. Les partenaires techniques et financiers (PTF) se concentrent principalement sur le soutien aux ministères sectoriels (sécurité intérieure, défense, etc...). Néanmoins cinq PTF soutiennent le CNRSS : la MINUSMA, l'UE (via la mission EUCAP), le Danemark, les Pays-Bas et les Etats-Unis.

Les Pays-Bas ont soutenu le CNRSS à travers leur programme de soutien à la réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité au Mali, mis en œuvre par le DCAF de 2013 à mars 2016. Ce programme a apporté un appui à la gestion et au lancement du processus de RSS à l'échelon du gouvernement. A cet effet un conseiller technique a été mis en place auprès du CNRSS. Des formations à la RSS ont été menées au cours de ce lancement.

Les Pays-Bas vont continuer à soutenir le CNRSS au travers d'un nouveau programme de renforcement de la gouvernance de la sécurité au Mali de 2 millions d'euros sur quatre ans (2017 à 2020). L'objectif est la poursuite du renforcement du cadre institutionnel du secteur de la sécurité et l'amélioration de sa supervision et de son suivi par l'exécutif, le pouvoir législatif et la société civile. Il sera mis en œuvre par le DCAF.

Le Danemark, dans le cadre de son programme Sahel, a également soutenu le renforcement des capacités du CNRSS par diverses formations mises en œuvre par le National Democratic Institute (NDI). NDI envisage un nouveau soutien pour la formation des membres du CNRSS après leur nomination.

Les Etats-Unis, au travers de leur programme, « Initiative pour la gouvernance du secteur de la sécurité : Security Governance Initiative » (SGI), soutiennent également la primature. Ils s'intéressent à la question

de la coordination interministérielle dans le domaine de la sécurité. Dans ce cadre, ils financent un programme d'études supérieures de deux ans, niveau maîtrise, au bénéfice de douze cadres maliens (appartenant aux ministères de la défense, de la justice, de la sécurité intérieure, des finances et des affaires étrangères) à la « Naval Postgraduate School » à Monterey (California) dans le domaine de la gestion stratégique de la sécurité nationale. Toujours dans ce domaine, SGI et NDI ont facilité l'organisation d'un atelier stratégique sur la coordination interministérielle à Bamako en juin 2016. Poursuivant ces efforts, SGI a engagé le Comité de réflexion interministériel (IMCR) du Mali dans une discussion soutenue par le document de stratégie sur la sécurité nationale du gouvernement du Mali. Par l'entremise du Centre des relations civiles-militaires (CCMR) du département de la Défense, la SGI a réuni 15 membres de la présidence et du IMCR à Monterey, en Californie, en janvier 2017 afin d'organiser les séminaires ou ateliers de coordination interministérielle en vue de la présentation du rapport final du Comité sur l'identification de structures et mécanismes qui permettront au gouvernement de coordonner et de gérer de manière optimale les efforts traitant des questions clefs de défense et de sécurité dans les différents ministères. Les Etats-Unis ont alloué 4.9 millions de dollars à cette initiative interministérielle. EUCAP Sahel Mali a également été sollicité en décembre 2016 pour aider dans l'étude des différents modèles-type de « Conseil national de sécurité ».

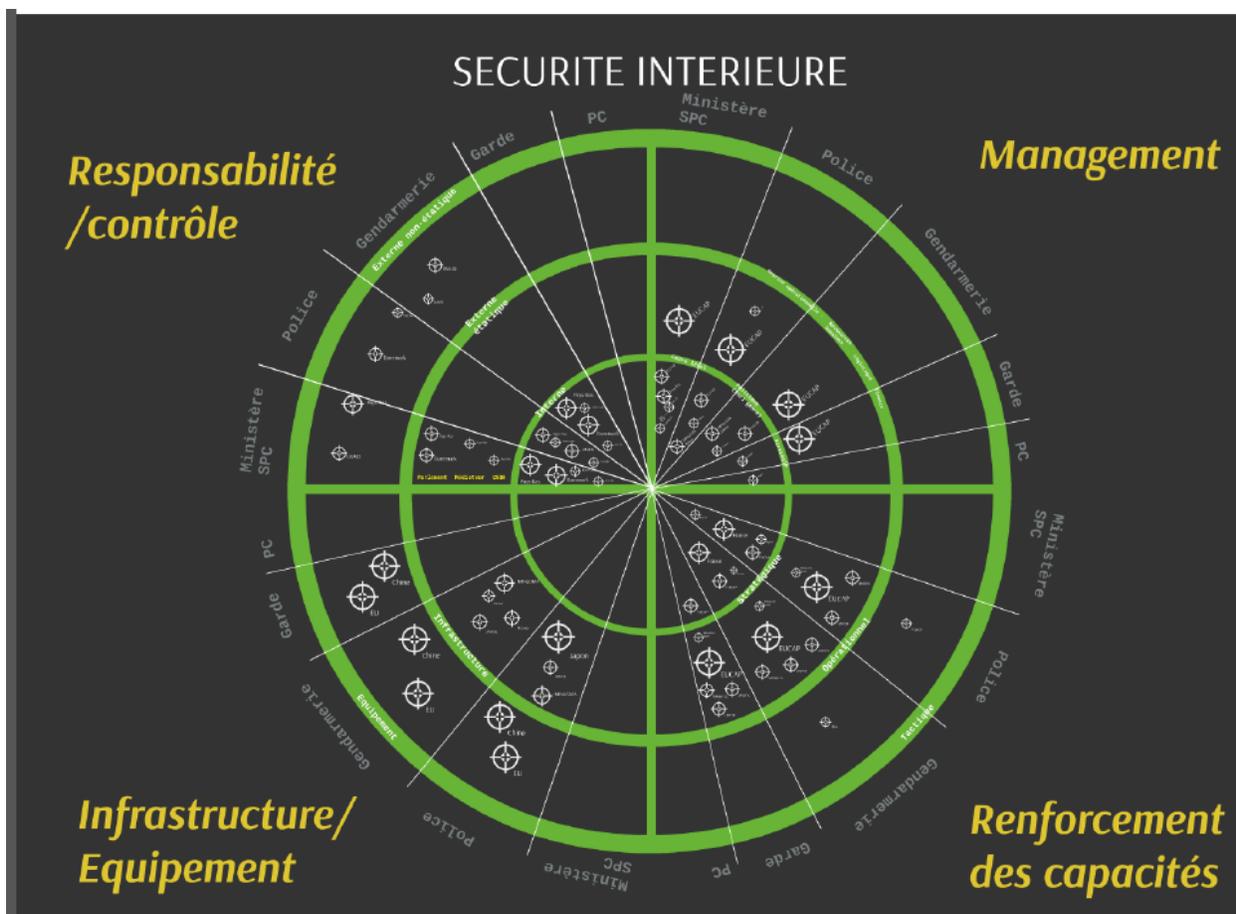
La Police des Nations unies (UNPOL) s'investit également en matière de conseil dans les travaux que conduit le CNRSS. Elle a fourni des commentaires sur le décret de création du cadre institutionnel de la RSS.

5.2 Sécurité intérieure

Aperçu général

La CI soutient de manière très significative le renforcement de sécurité intérieure au Mali. On y trouve plus de dix PTF dont les plus importants sont l'UE (EUCAP Sahel Mali et les projets gérés par la Délégation de l'UE), la France, les Pays-Bas, le Danemark, le Japon et les NU (UNPOL, Programme des Nations Unies pour le développement PNUD, Office des Nations unies contre la drogue et le crime ONUDC). Un aperçu général des différents types de soutien de la CI en matière de sécurité intérieure est représenté dans l'image ci-dessous. Chaque point du radar représente une activité soutenue par un PTF¹¹.

¹¹ La grosseur du point est relative à l'intensité de l'activité en termes financiers mais également en fonction du type d'activité, de sa durée, de l'effort fourni, etc. Ceci est basé sur une estimation de l'équipe suite à l'analyse des informations qualitatives et quantitatives de chaque activité. L'objectif de cette présentation est de montrer un aperçu global du soutien de la CI à tous les acteurs/institutions impliqués dans le renforcement de la sécurité intérieure. Le premier quart du radar représente le soutien au renforcement de la gestion des acteurs/institutions (renforcement du cadre légal, politiques, stratégies, de plans d'action, gestion opérationnelle RH, finance, logistique). Le deuxième quart représente le renforcement des capacités (l'ensemble du soutien apporté au travers de formations au niveau tactique et opérationnel, le soutien aux écoles des forces de sécurité et de défense). Le troisième quart représente le soutien aux infrastructures et équipements (le soutien technique et financier pour la construction, rénovation et réhabilitation des infrastructures ainsi que l'équipement non létal). Et le quatrième



Cette représentation est également disponible [en ligne](#) et permet de zoomer facilement pour obtenir plus de détails sur ce qui est soutenu et par qui.

Les appuis se traduisent principalement par de la formation aux forces de sécurité intérieure : police, gendarmerie et dans une moindre mesure la garde nationale. La force « oubliée » par la CI est la protection civile, qui ne reçoit quasiment aucun soutien. Par ailleurs, la CI soutien le MSPC au niveau stratégique, opérationnel (gestions des RH, finance et logistique) et sur les aspects de contrôle interne et d’amélioration de la gouvernance. Certains PTF comme le Japon et les NU financent la reconstruction et la rénovation des infrastructures des forces à travers l’ensemble du pays, ainsi que l’équipement en matériel de type non létal.

Il est intéressant de noter que la CI travaille beaucoup en partenariat avec les OSC sur des aspects de sécurité intérieure afin d’améliorer les relations entre les FSI et la population (voir la section 5.7 sur les OSC pour plus de détails). Le concept de « police de proximité » n’est néanmoins pas très développé mais certains PTF explorent ce domaine comme les Pays-Bas et le Japon. On note aussi des programmes très divers en matière de gestion et de sécurisation des frontières (voir la section 5.6 pour plus de

quart représente le renforcement de la responsabilité/contrôle des acteurs/institutions (le soutien fourni aux mécanismes de contrôle interne des institutions et des forces de sécurité et défense, les mécanismes de contrôle externe exercé par les organes de contrôle étatiques et non-étatiques).

détails). Ceux-ci impliquent bien évidemment les FSI, les douanes mais également les populations dans un souci global de renforcement de la sécurité et du développement économique dans les régions frontalières.

Aperçu géographique

Le soutien de la CI se fait principalement au niveau central, auprès du MSPC et aux QG des FSI basés à Bamako. Les formations sont principalement dispensées dans les écoles des FSI également implantées à Bamako même si la mission EUCAP Sahel Mali déploie depuis 2016 des formateurs et des conseillers pour des courtes missions dans les capitales régionales du sud. La réhabilitation des infrastructures et la fourniture d'équipements se fait en revanche dans les différentes régions du Mali et principalement au Nord. La région du Centre (Mopti-Gao) est peu soutenue par les efforts de la CI sauf par l'UE avec son Programme d'appui au renforcement de la sécurité (PARSEC) et certaines rénovations de commissariats par la MINUSMA. Les OSC couvrent par contre bien l'ensemble du territoire mais leurs actions de sensibilisation et de formation restent de petite ampleur par rapport aux besoins de rétablissements des liens entre FSI et population.

Coordination

La coordination du soutien à la sécurité intérieure est assurée par la Délégation de l'UE depuis peu. Une réunion s'est tenue en novembre 2016 avec la volonté de réitérer ceci de manière périodique. Il y a principalement un échange d'informations sur l'action de chaque PTF. Il n'y a néanmoins pas de stratégie commune de la CI pour assurer une meilleure complémentarité de ses actions.

Le gouvernement ne mène que très peu d'action pour assurer la coordination du soutien des PTF. Il existe une cellule de coordination de l'aide au sein du MSPC avec un conseiller technique pour assurer le travail.

Financement

Selon les informations récoltées sur le financement des projets/programmes présentées en annexe 3, l'UE est le principal partenaire, en termes financiers, qui appuie la réforme du secteur de la sécurité intérieure avec environ 90 millions d'euros engagés depuis 2013, soit 75% du montant total des projets/programmes dans ce domaine. L'intention est d'augmenter ce montant avec un budget plus important alloué à EUCAP Sahel Mali pour 2017 et d'élargir son mandat à la gestion des frontières et à la lutte contre le terrorisme. Le fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique est géré par l'UE et finance également de larges projets dont le PARSEC et le GAR-SI (Groupes d'action rapide – surveillance et intervention) (voir section sur la gestion des frontières) voire d'autres dans un avenir proche.

En termes financiers, la Chine est également un acteur important et a fourni de l'équipement aux FSI pour un montant de 10 millions d'euros en 2015. Depuis août 2014, les Etats-Unis ont consacré 3.7 million de dollars à l'amélioration de la gestion des ressources humaines de la police nationale. Parmi les autres PTF engagés auprès des FSI, on relève le Japon, les NU, les Pays-Bas, le Danemark et la France.

Soutiens futurs

On note aujourd'hui une tendance à l'accroissement de l'engagement de la CI en matière de sécurité intérieure. L'UE et les Pays-Bas par exemple prévoient de nouveaux projets et de nouveaux budgets pour l'année 2017 et 2018. L'Allemagne, jusqu'ici peu impliquée au niveau sécurité intérieure pense également à soutenir un plus grand nombre d'initiatives (entre autres par l'intermédiaire du PNUD ou par le renforcement de l'Etat de droit dans le Nord, prévu pour 2017).

5.2.1 Le ministère de la sécurité et de la protection civile

CADRE LÉGAL, POLITIQUE ET STRATÉGIE

Suivant son mandat, la mission civile EUCAP Sahel Mali assiste et conseille le MSPC dans la mise en œuvre de la réforme de la sécurité fixée par le gouvernement Malien. Depuis son lancement en janvier 2015, elle soutient en particulier le MSPC dans le domaine de la gestion des ressources humaines et de la politique de formation. Depuis 2016, elle a participé à la conception d'un programme de retour de l'Etat de droit dans les régions du centre du Mali, financé par le fond fiduciaire d'urgence pour l'Afrique de l'UE, et elle contribue au développement d'une loi de programmation relative à la sécurité et d'une nouvelle architecture interministérielle capable d'élaborer une future politique nationale de défense et de sécurité, Lorsque les commissions et le conseil national issues de l'Accord de paix et de réconciliation au Mali seront opérationnelles, EUCAP Sahel Mali les soutiendra pour réussir l'intégration des ex-rebelles dans les forces de sécurité et la réforme du secteur de la sécurité.

Les Pays-Bas ont soutenu le MSPC à travers leur programme de soutien à la réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité au Mali, mis en œuvre par le DCAF de 2013 à mars 2016. Le soutien a été apporté au niveau stratégique pour aider le ministère à mettre en œuvre le processus de réforme, à initier les mécanismes de coordination, à mieux comprendre la nature holistique de la RSS avec les autres ministères ainsi que les OSC. Le programme a également soutenu la création du comité sectoriel RSS au sein du ministère et a formé ses personnels ; il a également travaillé sur la stratégie du MSPC à cinq ans et sur ses plans opérationnels.

Le soutien des Pays-Bas au MSPC va continuer via son nouveau programme de renforcement de la gouvernance du secteur de la sécurité pour la période 2017-2020. Il consistera en un appui à la mise en œuvre de la stratégie du ministère principalement en ce qui concerne le concept de police de proximité, le renforcement de la capacité du ministère en matière de suivi-évaluation.

Le Danemark a financé en 2015 le DCAF pour effectuer la compilation et la diffusion de tous les textes légaux régissant le secteur de la sécurité intérieure. L'objectif était également d'identifier les manques et les incohérences dans la multitude de textes afin d'améliorer la cohérence de la base légale pour la sécurité intérieure.

L'UNODC, via un financement du Japon, a travaillé, en 2014 sur des projets de lois portant sur la création de deux directions au sein de ministère ; la première sur la lutte contre le terrorisme et la seconde sur la lutte contre la criminalité transnationale organisée, laquelle incluant les questions de trafic de drogues.

Le PNUD, en collaboration avec la Suisse, Norvège, le Luxembourg, l'Espagne et le DCAF, a soutenu un programme du MSPC, appelé le « Programme de gouvernance partagée de la sécurité et de la paix », (PGPSP), créé en 2008 et toujours actif en 2016. Ce programme a permis au MSPC de conduire une réflexion stratégique pour la mise en place d'un document cadre de politique de sécurité et de protection civile. Le programme a accompagné d'autres institutions ayant un rôle dans le domaine de la sécurité (défense, justice, assemblée nationale, etc.) et a ouvert un espace de dialogue avec les OSC pour parler de gouvernance partagée et de RSS.

La France et les Etats-Unis soutiennent la formation des forces spéciales anti-terroristes regroupées dans une nouvelle structure, la Force spéciale anti-terroriste (FORSAT). Elle est composée du peloton d'intervention de la gendarmerie nationale (PIGN) (formé par les Etats-Unis) et du groupe d'intervention de la police nationale (GIPN) (formé par la France et par la mise à disposition en 2017 d'un conseiller technique auprès du GIPN) ainsi que des forces spéciales de la garde nationale.

L'UE, via son programme PANORAMA mis en œuvre par Civipol, a financé la création d'un centre de commandement spécial au sein du MSPC pour diriger les opérations des forces spéciales anti-terroristes.

Les Etats-Unis ont organisé un séminaire et quatre ateliers en 2016 dans le domaine de la planification stratégique. Le séminaire eut lieu à Washington au début de l'année. Le MSPC était représenté.

GESTION OPÉRATIONNELLE

(RESSOURCES HUMAINES, LOGISTIQUE, FINANCE)

EUCAP Sahel Mali est un acteur important dans le soutien à l'amélioration de la gestion des ressources humaines dans le domaine couvert par le MSPC. La mission dispose d'une vingtaine de conseillers qui opèrent au sein du MSPC et des directions des trois forces de sécurité. Ils prodiguent du conseil à travers leurs contacts réguliers avec leurs interlocuteurs maliens chargés de la gestion des RH et de la formation (soutien à l'élaboration des textes législatifs et réglementaires, soutien au développement des plans et des programmes de recrutement et de formation, etc.). Au MSPC, EUCAP soutient également le développement d'un outil informatique de gestion des ressources humaines, de référentiels des emplois et d'une politique de recrutement des personnels basée sur les compétences.

RESPONSABILITÉ

Les Pays-Bas ont financé un audit de l'inspection du ministère et un plan d'action long terme, exécuté par le DCAF en 2015, afin de renforcer le contrôle interne du ministère et de mieux comprendre les actions à mener pour le renforcer. En 2017, les Pays-Bas comptent bien continuer leur soutien au ministère pour la mise en œuvre des recommandations de l'audit.

L'UE a prévu un appui aux mécanismes de contrôle interne au sein du Ministère de la Sécurité, dans le cadre du projet CORSEC, financé par l'Instrument contribuant la sécurité et la paix (IcSP) dont la mise en œuvre démarrera en 2017.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS (FORMATIONS ET ÉCOLE DE FORMATION)

EUCAP Sahel Mali donne des formations aux cadres supérieurs et subalternes des forces de sécurité intérieure (voir ci-dessous pour la police, gendarmerie et garde nationale). Certaines formations sont données conjointement avec les spécialistes de la police des Nations-Unies de la MINUSMA. En 2015, la Mission a prodigué des formations générales, de spécialistes et de formateurs à 725 cadres des FSI. En 2016, ils étaient 1221 à avoir reçu ces formations. La mission soutient également les académies de police et de gendarmerie (la garde nationale n'a pour l'instant pas d'académie).

L'UE a prévu, dans le cadre du projet CORSEC, financé par l'IcSP, un appui pour des formations à la gestion de crise et à la communication parmi les fonctionnaires du Ministère de la Sécurité dont la mise en œuvre démarrera en 2017.

Les Pays-Bas financent un programme sur l'identification des documents frauduleux avec le MSPC.

INFRASTRUCTURE ET ÉQUIPEMENT

L'UE a été l'un des premiers bailleurs à financer de l'équipement pour les forces de sécurité intérieures après la crise, via son programme de stabilisation financé par l'IcSP. Des véhicules, des dromadaires ainsi qu'un avion pour contrôler les frontières ont été fourni au FSI.

En 2016, la mission EUCAP Sahel Mali a engagé 1,3 millions d'euros pour des petits projets d'équipements et d'infrastructures au profit des forces de sécurité intérieure, principalement pour mettre à disposition des moyens en lien avec les formations données par la mission. Pour l'année 2017, le budget des projets sera de 2,863 millions d'euros. Compte tenu du recrutement très important en cours dans les trois forces, les plus grands projets visent à accroître les capacités de formation, notamment par l'installation de salles de formation supplémentaires dans les écoles. La Mission envisage également plusieurs projets pour la police des frontières (rénovation de bureaux et appui logistique pour des procédures de contrôle aux frontières) et pour améliorer la capacité opérationnelle de la police.

EUCAP Sahel Mali coordonne et appuie également des Etats européens et des Etats tiers dans la conception et la mise en œuvre de projets. En 2016, elle a soutenu un projet du Luxembourg pour mettre en place un système « intranet » pour les trois forces doté d'un budget de 250.000 euros. Un accord a également été signé pour un deuxième projet avec un budget de 140.000 euros pour rendre opérationnelle la base de données criminelle de la police du district de Bamako.

L'UE a prévu, dans le cadre du projet CORSEC, financé par l'IcSP, un financement d'une salle de gestion de crise au sein du Ministère.

La Chine a également apporté de l'équipement aux FSI dont motos, des voitures, camions, etc. pour un montant total de 10 millions d'euros.

L'UNODC et le Japon ont financé l'achat de 10 véhicules tout terrain à l'intention de la police nationale, de la gendarmerie nationale et de l'office central des stupéfiants du Mali.

5.2.2 La police nationale

CADRE LÉGAL, POLITIQUE ET STRATÉGIE

La France soutient la police nationale au niveau stratégique principalement via un conseiller technique placé auprès de son directeur général.

EUCAP soutient également ce niveau via ses conseillers.

Les Pays-Bas ont financé en 2016 une enquête sur l'intégration du genre au sein de la police nationale, réalisée par le DCAF.

GESTION OPÉRATIONNELLE

(RESSOURCES HUMAINES, LOGISTIQUE, FINANCE)

Les conseillers d'EUCAP Sahel Mali prodiguent du conseil à la police nationale, souvent au sein de groupes de travail conjoints sur divers sujets liés aux RH et à la diffusion de modes de management opérationnel contribuant à une plus grande efficacité, à la réhabilitation des chaînes hiérarchiques, au respect du genre et du droit, ainsi plus généralement qu'à une plus grande redevabilité des agents des forces de sécurité vis-à-vis de la population malienne. EUCAP Sahel Mali soutien en particulier l'élaboration des textes législatifs et réglementaires, le développement des plans et des programmes de recrutement, la mise en place d'un schéma directeur de la formation, la refonte de la formation initiale (structures et contenu) et la relance de la formation continue. EUCAP travaille également sur le statut des formateurs.

Les Etats-Unis ont mis à la disposition de la Police nationale 3 conseillers (1 à long terme et 2 à court terme en fonction de la demande), via le programme ICITAP (International Criminal Investigative Training Assistance Program, U.S. Department of Justice). Ces experts appuient la Police nationale en vue de la mise en place du système informatique de la gestion des ressources humaines. Grâce à l'ICITAP, les États-Unis soutiennent également les initiatives de recrutement de la police nationale. Le SGI, au travers du Bureau du Département d'Etat chargé des stupéfiants et du droit international (INL),

finance actuellement une analyse des tâches de la Police nationale qui facilitera l'embauche de nouvelles recrues. Cet appui se chiffre à 3.7 million de dollars pour les deux dernières années.

RESPONSABILITÉ

(MÉCANISMES DE CONTRÔLE INTERNE)

Les Pays-Bas vont soutenir, dans le cadre de leur nouveau projet de renforcement de la gouvernance de la sécurité, le renforcement du contrôle interne de la police nationale ainsi que l'intégration du genre.

L'UNODC a donné une formation sur l'intégrité dans la police au Sahel (inclus Mali) réunissant des directeurs généraux adjoints de la Police nationale, des officiers de la Police judiciaire et des directeurs des écoles nationales de Police ainsi que des chefs et des représentants d'institutions nationales de lutte contre la corruption.

Concernant l'amélioration de l'inspection interne des forces, EUCAP Sahel Mali a soumis des propositions de réforme de l'inspection interne de la police au Directeur Générale de la Police nationale.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

(FORMATIONS ET ÉCOLE DE FORMATION)

EUCAP Sahel Mali soutient la formation des officiers et des sous-officiers de la police dans de nombreux domaines comme : méthodes d'analyse et de raisonnement opérationnel ; police technique et scientifique ; lutte contre la criminalité et le terrorisme ; principes généraux de commandement et d'exécution du service, management opérationnel ; éthique professionnelle, comportement et déontologie, lutte contre la corruption et les inégalités entre hommes et femmes ; application des principes de respect des Droits de l'homme dans la conduite des actions de police et d'enquête et protection des populations vulnérables ; surveillance générale et police de proximité ; droit pénal et procédure pénale, préparation et organisation d'une enquête, rédaction des procédures, culture de la preuve ; relations avec les autorités administratives et judiciaires ; bases du renseignement, y compris en matière d'anti-terrorisme et de criminalité organisée (collecte, analyse, exploitation, échanges) ; gestion de l'ordre public (y compris mesures préventives, préparatoires et règles d'emploi de la force publique) et intervention professionnelle ; contrôle et surveillance des frontières (y compris la lutte contre la fraude documentaire) ; gestion des ressources humaines et logistiques, en cohérence avec le conseil stratégique axé sur le recrutement, la gestion des effectifs, des carrières, des compétences et des moyens ; audit et contrôle de gestion (contrôle interne des FSI) ; formation des formateurs. Dans la plupart des formations, les aspects genre sont pris en compte de manière transversale et est soutenu en collaboration avec l'unité genre de la MINUSMA.

L'UE a prévu, dans le cadre du projet CORSEC, financé par l'IcSP, des formations en gestion de crise et communication de crise pour la police.

La MINUSMA et l'UNPOL, en collaboration avec les autres agences de l'ONU comme l'ONUSC soutiennent également la formation de la police nationale dans de nombreux domaines comme : la lutte contre le trafic de drogue pour la brigade des stupéfiants de la police nationale ; la lutte contre le terrorisme ; la criminalité transnationale ; la violence basée sur le genre ; la traite des personnes, le trafic illicite de migrants ; la formation des formateurs ; l'analyse scientifique ; compétences en informatique ; maintien de l'ordre ; droits de l'Homme.

La France soutient la police à travers sa coopération technique mise en œuvre par l'attaché de sécurité intérieure et la Direction de la Coopération Internationale du ministère de l'Intérieur français. Ceci se traduit par des actions de formation et d'appui logistique dans des domaines comme la lutte contre le trafic de stupéfiants, la fraude documentaire, le maintien de l'ordre, la police technique, la police judiciaire, le renseignement, la lutte contre les flux migratoires illicites, le terrorisme et la lutte contre la criminalité organisée. De plus, la France met à disposition de la police deux conseillers techniques, un auprès du directeur général et un à l'aéroport international de Bamako pour la sûreté aéroportuaire.

INFRASTRUCTURE ET ÉQUIPEMENT

UNPOL, via le financement du Fond Fiduciaire de la MINUSMA, soutient la rénovation des infrastructures de la police nationale ainsi qu'une partie de son équipement comme des véhicules de patrouille, la fourniture de carburant, du matériel informatique et bureautique, kits de détection de produits stupéfiants, à travers une grande partie du territoire. Ceci est le cas dans les régions de Bamako, Mopti, Tombouctou, Menaka, Gao et de Kidal.

Le Japon finance la rénovation de l'école de la police. Ce soutien est mis en œuvre par le PNUD et consiste en la rénovation du bâtiment (classes et logements), la fourniture d'équipement informatique, du matériel pour le maintien de l'ordre, des lits et de l'équipement médical. Le Japon fournit également des voitures, ambulance, moto et minicars à la police. De plus, le Japon fournit de l'équipement à la police nationale dans le cadre du renforcement du concept de police de proximité. Réhabilitation d'infrastructures (15 commissariats de Bamako), achat de véhicules, motos, appui à la formation sur la police de proximité (en collaboration avec EUCAP). Le Japon envisage une deuxième phase du programme qui visera à équiper la police nationale et la protection civile au centre et au nord du Pays.

A travers sa cellule « projets », EUCAP Sahel Mali apporte son soutien financier dans le domaine de rénovation d'infrastructures, de fourniture d'équipements et de développement d'expertises grâce à des formations spécifiques. Concernant la police nationale, des projets concrets ont permis d'appuyer la cellule communication de la direction, les salles de cours de l'école de police, l'achat de pistes d'éducation routière, la rénovation de salles d'archives et de stockage de matériels et l'équipement de différents services en matériels informatiques.

5.2.3 La gendarmerie nationale

CADRE LÉGAL, POLITIQUE ET STRATÉGIE

La France soutient la gendarmerie nationale au niveau stratégique principalement via un conseiller technique placé auprès du directeur général.

EUCAP soutient également ce niveau via ses conseillers auprès de la gendarmerie.

GESTION OPÉRATIONNELLE

(RESSOURCES HUMAINES, LOGISTIQUE, FINANCE)

Des conseillers d'EUCAP Sahel Mali prodiguent du conseil à la gendarmerie nationale, souvent au sein de groupes de travail conjoints sur divers sujets liés aux RH et à la diffusion de modes de management opérationnel contribuant à une plus grande efficacité, à la réhabilitation des chaînes hiérarchiques, au respect du genre et du droit, ainsi plus généralement qu'à une plus grande redevabilité des agents des forces de sécurité vis-à-vis de la population malienne. EUCAP Sahel Mali soutient en particulier l'élaboration des textes législatifs et réglementaires, le développement des plans et des programmes de recrutement, la mise en place d'un schéma directeur de la formation, la refonte de la formation initiale (structures et contenu) et la relance de la formation continue. EUCAP travaille également sur le statut des formateurs.

RESPONSABILITÉ

(MÉCANISMES DE CONTRÔLE INTERNE)

Le Danemark a financé un audit de l'inspection de la gendarmerie, exécuté par le DCAF en 2015, afin de renforcer le contrôle interne de cette force et de mieux comprendre les actions à mener à cet effet.

Les Pays-Bas vont soutenir, dans le cadre de leur nouveau projet de renforcement de la gouvernance de la sécurité, le renforcement du contrôle interne de la gendarmerie ainsi que les aspects de notation et d'évaluation du personnel et l'intégration du genre.

Concernant l'amélioration de l'inspection interne des forces, un groupe de travail avec EUCAP Sahel Mali et EUTM devrait commencer ses travaux en 2017 pour moderniser le service d'inspection de la gendarmerie.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS (FORMATIONS ET ÉCOLE DE FORMATION)

EUCAP Sahel Mali soutient la formation des officiers et des sous-officiers de la gendarmerie dans de nombreux domaines comme : méthodes d'analyse et de raisonnement opérationnel ; police technique et scientifique ; lutte contre la criminalité et le terrorisme ; principes généraux de commandement et d'exécution du service, management opérationnel ; éthique professionnelle, comportement et déontologie, lutte contre la corruption et les inégalités entre hommes et femmes ; application des principes de respect des Droits de l'homme dans la conduite des actions de police et d'enquête et protection des populations vulnérables ; surveillance générale et police de proximité ; droit pénal, et procédure pénale, préparation et organisation d'une enquête, rédaction des procédures, culture de la preuve ; relations avec les autorités administratives et judiciaires ; bases du renseignement, y compris en matière d'anti-terrorisme et de criminalité organisée (collecte, analyse, exploitation, échanges) ; gestion de l'ordre public (y compris mesures préventives, préparatoires et règles d'emploi de la force publique) et intervention professionnelle ; contrôle et surveillance des frontières; (y compris la lutte contre la fraude documentaire) ; gestion des ressources humaines et logistiques, en cohérence avec le conseil stratégique axé sur le recrutement, la gestion des effectifs, des carrières, des compétences et des moyens ; audit et contrôle de gestion (contrôle interne des FSI) ; formation des formateurs. Dans la plupart des formations, les aspects concernant le genre sont pris en compte de manière transversale et soutenus en collaboration avec l'unité genre de la MINUSMA.

La MINUSMA, UNPOL en collaboration avec les autres agences de l'ONU comme l'ONUSD soutiennent également la formation de la gendarmerie nationale dans de nombreux domaines comme : la lutte contre le trafic de drogue ; la lutte contre le terrorisme ; la criminalité transnationale ; la violence basée sur le genre ; la traite des personnes, le trafic illicite de migrants ; la formation des formateurs ; l'analyse scientifique ; les compétences en informatique ; le maintien de l'ordre ; les droits de l'Homme.

En 2016, en plus de la collaboration avec UNPOL, l'ONUSD ont appuyé particulièrement l'Office Central des stupéfiants, la brigade des stupéfiants ainsi que la Cellule Aéroportuaire Anti-Traffic basée au niveau de l'aéroport.

La France soutient la gendarmerie à travers sa coopération technique mise en œuvre par l'attaché de sécurité intérieure et la Direction de la Coopération Internationale du Ministère de l'Intérieur Français. Ceci se traduit par de la formation et de l'appui logistique à cette force dans des domaines comme le trafic de stupéfiants, la fraude documentaire, le maintien de l'ordre, la police technique, la police judiciaire, le renseignement, la lutte contre les flux migratoire illicites, le terrorisme et la lutte contre la criminalité organisée. De plus, la France met à disposition de la gendarmerie deux conseillers techniques, un auprès du directeur général et l'autre à l'école des officiers de Faladié.

De plus, La France a appuyé l'opérationnalisation de la brigade fluviale de Bamako en 2014. En 2015, le Centre de crise et de soutien du ministère français des Affaires étrangères et du Développement international (MAEDI) a mobilisé près de 150 000€ pour équiper (véhicules, bateaux, ponton,

radiocommunication, moyens de sécurité et d'intervention) et pour former aux techniques du contrôle fluvial les dix agents affectés à la brigade fluviale des douanes de Mopti. D'autres bailleurs de fonds comme le Canada, les Pays-Bas l'Allemagne ont voulu appuyer cette brigade fluviale, mais aucune action concrète n'a pu aboutir jusqu'à maintenant.

Les Pays-Bas soutiennent l'enseignement supérieur à l'école de gendarmerie.

INFRASTRUCTURE ET ÉQUIPEMENT

UNPOL, via le financement du Fond Fiduciaire de la MINUSMA, soutient la rénovation des infrastructures de la gendarmerie nationale ainsi qu'une partie de son équipement comme la fourniture de véhicules de patrouille, la fourniture de carburant, de matériel informatique et bureautique, de kits de détection de produits stupéfiants, et ceci en différents points du territoire, régions de Bamako, Mopti, Tombouctou, Menaka, Gao et de Kidal.

UNODC soutient également la gendarmerie pour la rénovation de son école à Bamako. Il s'agit de l'extension et la rénovation de la direction, de deux salles de classes ainsi que fournitures complètes en matériels didactiques ainsi que la rénovation de la cuisine, du réfectoire et de deux blocs de toilettes.

EUCAP prévoit des réhabilitations dans l'école de gendarmerie et la construction de trois grandes classes de formation.

5.2.4 La garde nationale

CADRE LÉGAL, POLITIQUE ET STRATÉGIE

EUCAP soutient le niveau stratégique via ses conseillers auprès de la garde nationale.

GESTION OPÉRATIONNELLE

(RESSOURCES HUMAINES, LOGISTIQUE, FINANCE)

Des conseillers d'EUCAP Sahel Mali prodiguent du conseil à la garde nationale, souvent au sein de groupes de travail conjoints sur divers sujets liés aux RH et à la diffusion de modes de management opérationnel contribuant à une plus grande efficacité, à la réhabilitation des chaînes hiérarchiques, au respect du genre et du droit, ainsi plus généralement qu'à une plus grande redevabilité des agents des forces de sécurité vis-à-vis de la population malienne. EUCAP Sahel Mali soutien en particulier l'élaboration des textes législatifs et réglementaires, le développement des plans et des programmes de recrutement, la mise en place d'un schéma directeur de la formation, la refonte de la formation initiale (structures et contenu) et la relance de la formation continue.

RESPONSABILITÉ

(MÉCANISMES DE CONTRÔLE INTERNE)

EUCAP Sahel Mali a dans son mandat de renforcer et moderniser les organes internes de contrôle des forces de sécurité. Concernant l'Inspection de la garde nationale, ce travail est en début de processus.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

(FORMATIONS ET ÉCOLE DE FORMATION)

EUCAP Sahel Mali soutient la formation des officiers et des sous-officiers de la garde nationale dans de nombreux domaines tels que : méthodes d'analyse et de raisonnement opérationnel ; police technique et scientifique ; lutte contre la criminalité et le terrorisme ; principes généraux de commandement et d'exécution du service, management opérationnel ; éthique professionnelle, comportement et déontologie, lutte contre la corruption et les inégalités entre hommes et femmes ; bases du renseignement, y compris en matière d'anti-terrorisme et de criminalité organisée (collecte, analyse, exploitation, échanges) ; gestion de l'ordre public (y compris mesures préventives, préparatoires et règles d'emploi de la force publique) et intervention professionnelle ; gestion des ressources humaines et logistiques, en cohérence avec le conseil stratégique axé sur le recrutement, la gestion des effectifs, des carrières, des compétences et des moyens ; audit et contrôle de gestion (contrôle interne des FSI) ; formation des formateurs. Dans la plupart des formations, les aspects genre sont pris en compte de manière transversale et sont soutenus en collaboration avec l'unité genre de la MINUSMA.

La MINUSMA, UNPOL soutiennent également la formation de la garde nationale dans de nombreux domaines en les associant aux autres forces de sécurité intérieure.

INFRASTRUCTURE ET ÉQUIPEMENT

EUCAP Sahel Mali développe des projets pour appuyer cette force en rénovant des infrastructures et en l'équipant. A ce titre, des salles de cours ainsi qu'une structure multisports ont été rénovées et des matériels informatiques ont été distribués pour cette force.

5.2.5 La protection civile

CADRE LÉGAL, POLITIQUE ET STRATÉGIE

La France soutient la protection civile à travers sa coopération technique mise en œuvre par l'attaché de sécurité intérieure et la Direction de la Coopération Internationale du ministère de l'Intérieur Français. Ceci se traduit par de la formation et de l'appui logistique à cette force. De plus, la France compte mettre en place un conseiller stratégique auprès du directeur de la protection civile en 2017.

Les Pays-Bas ont financé en 2016 une enquête sur l'intégration du genre au sein de la protection civile, réalisée par le DCAF.

GESTION OPÉRATIONNELLE

(RESSOURCES HUMAINES, LOGISTIQUE, FINANCE)

Aucun soutien n'a été recensé au travers de l'information collectée

RESPONSABILITÉ

(MÉCANISMES DE CONTRÔLE INTERNE)

Aucun soutien n'a été recensé au travers de l'information collectée

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

(FORMATIONS ET ÉCOLE DE FORMATION)

L'UE a prévu, dans le cadre du projet CORSEC, financé par l'IcSP, des formations en gestion de crise et communication de crise pour la protection civile.

INFRASTRUCTURE ET ÉQUIPEMENT

Dans le cadre du projet européen PANORAMA piloté par la Délégation de l'UE et soutenu par EUCAP Sahel Mali, il est prévu une aide pour renforcer la capacité opérationnelle de la salle de commandement et de gestion de crises de la protection civile.

Le Japon soutient la réhabilitation de 6 centres de secours et 2 compagnies de Bamako de la protection civile. Le Japon envisage une deuxième phase du programme qui visera à équiper la protection civile au centre et au nord du Pays.

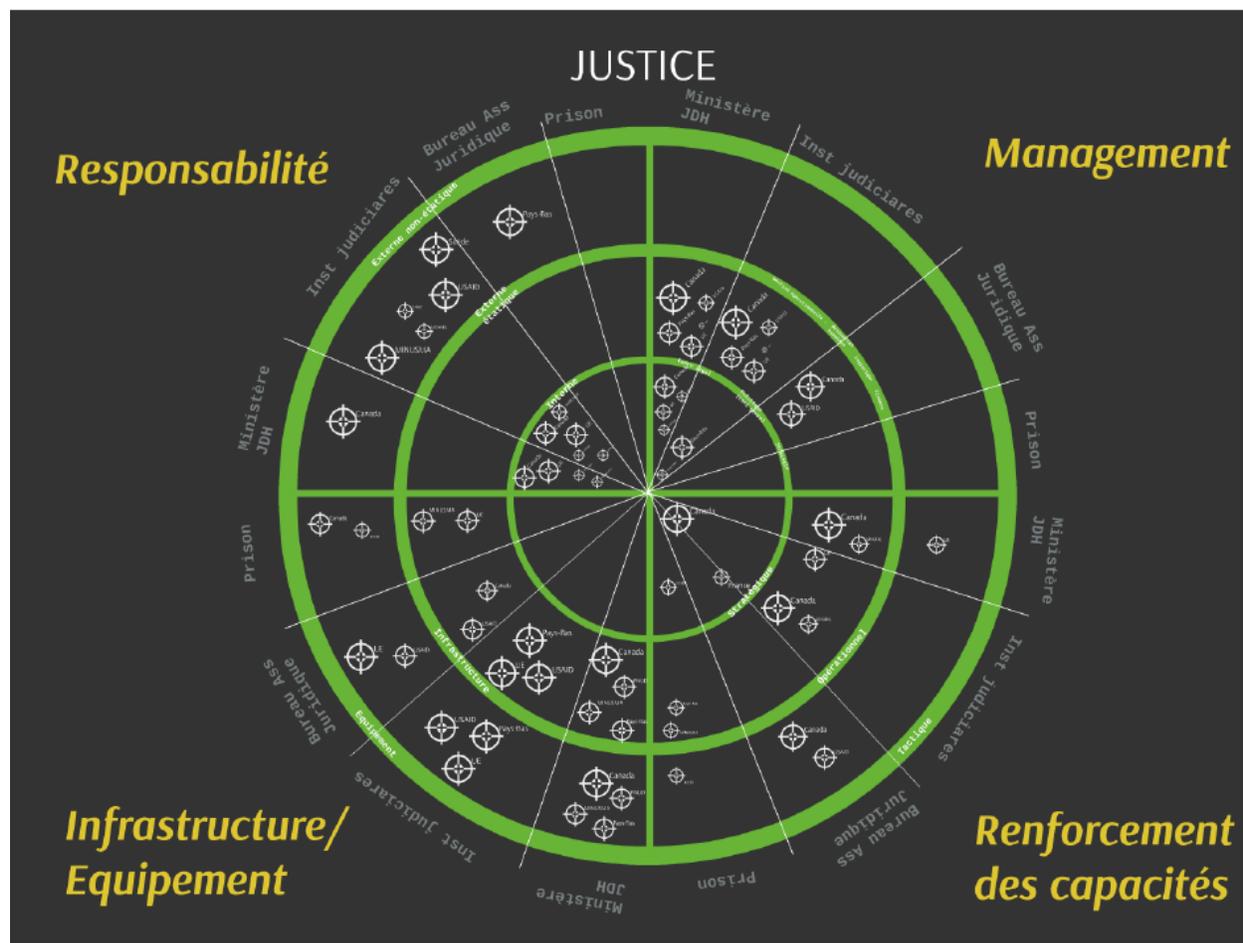
5.3 Justice

Aperçu général

La CI soutient de manière très significative le renforcement de la justice au Mali. Les PTF les plus impliqués dans le soutien à la justice institutionnelle sont le Canada, les Pays-Bas, l'EU, les États-Unis et les ONU. De plus certains bailleurs soutiennent la justice transitionnelle comme les États-Unis, le Canada, la Minusma, la Suisse. Le renforcement à l'accès à la justice pour tous est l'un des principaux objectifs de nombreux projets/programmes. Le fonctionnement de ce secteur reste un des piliers faibles de la reconstruction du Mali avec peu de satisfaction de la part de la population et peu de confiance en

la justice institutionnelle (taux de satisfaction de la population est de 26% selon une étude de perception financée par les Pays-Bas en 2015).

Un aperçu général des différents types de soutien de la CI en matière de justice est représenté dans l'image ci-dessous. Chaque point du radar représente une activité soutenue par un PTF¹².



¹² La grosseur du point est relative à l'intensité de l'activité en termes financiers mais également en fonction du type d'activité, de sa durée, de l'effort fourni, etc. Ceci est basé sur une estimation de l'équipe suite à l'analyse des informations qualitatives et quantitatives de chaque activité. L'objectif de cette présentation est de montrer un aperçu global du soutien de la CI à tous les acteurs/institutions impliqués dans le renforcement de la justice. Le premier quart du radar représente le soutien au renforcement de la gestion des acteurs/institutions (renforcement du cadre légal, politiques, stratégies, de plans d'action, gestion opérationnelle RH, finance, logistique). Le deuxième quart représente le renforcement des capacités (l'ensemble du soutien apporté au travers de formations au niveau tactique et opérationnel, le soutien aux écoles des forces de sécurité et de défense). Le troisième quart représente le soutien aux infrastructures et équipements (le soutien technique et financier pour la construction, rénovation et réhabilitation des infrastructures ainsi que l'équipement non légal). Et le quatrième quart représente le renforcement de la responsabilité/contrôle des acteurs/institutions (le soutien fourni aux mécanismes de contrôle interne des institutions et des forces de sécurité et de défense, les mécanismes de contrôle externe exercé par les organes de contrôle étatiques et non-étatiques).

Cette représentation est également disponible [en ligne](#) et permet de zoomer facilement pour obtenir plus de détails sur ce qui est soutenu et par qui.

Le ministère de la justice a initié en 2010 un plan opérationnel du programme décennal de développement de la justice, le PRODEJ. Celui-ci est toujours en cours. Le Canada est un des PTF les plus importants qui soutient directement le ministère de la justice afin de mettre en œuvre les plans opérationnels de son programme. Par ailleurs, le ministère a lancé un nouveau programme d'urgence pour le renforcement du système judiciaire et la mise en œuvre de l'accord de paix d'Alger sur la période 2015-2018. Le gouvernement finance ce programme à hauteur de 33%, les autres 67% devraient être financés par des ressources extérieures et par l'appui des bailleurs. La cellule de planification et de statistique du ministère fait le suivi du plan d'action de ce programme et répertorie la contribution de chaque bailleur de fonds.

A part le Canada, bailleur de fond traditionnel de la justice et qui finance d'autres initiatives au travers d'OSC en lien avec le domaine judiciaire, les Pays-Bas sont un des partenaires les plus importants du ministère et des institutions judiciaires, surtout pour la réinstauration de la justice au Nord. La grande majorité du soutien des Pays-Bas se concentre dans les régions du Nord. La mise en œuvre de leurs programmes se fait par des organismes internationaux et nationaux. Les Pays-Bas ont également financé la mise en œuvre du PRODEJ, jusqu'à 2015. De plus, les Pays-Bas travaillent de manière holistique sur l'ensemble de la chaîne pénale avec leur programme de renforcement de la chaîne pénale au Nord du Mali (Mopti, Gao, Tombouctou, Ségou) mis en œuvre par IDLO. L'idée de base est de travailler avec l'ensemble des acteurs de la chaîne pénale « élargie », allant de la police, la gendarmerie, la garde nationale, les maires, les juges, les procureurs, l'administration pénitentiaire, les avocats, les OSC et les autorités traditionnelles (qui ont un rôle primordial dans le système judiciaire au Mali). Ces acteurs sont regroupés au sein d'un « cadre de concertation » (CdC) établi dans les quatre régions avec les tâches d'identifier, de prioriser et de veiller à la mise en œuvre de projets pilotes visant à renforcer le système de justice pénale.

L'UE, les Etats-Unis, au travers d'USAID et les ONU sont également bien présent dans le domaine de la justice avec un accent particulier sur le renforcement de l'accès à la justice et la réhabilitation des bureaux d'assistance juridique. Pendant deux ans jusqu'en septembre 2016, les Etats-Unis ont engagé 6.8 millions de dollars pour le secteur de la justice dans le cadre de la SGI au Mali. Par ailleurs, le mandat de la mission EUCAP Sahel Mali prévoit de renforcer la chaîne pénale. Un conseiller Justice/Etat de droit œuvre pour s'inscrire dans les différents programmes d'appui à la justice malienne, participe aux réunions des PTFs et établit des contacts réguliers avec le ministère de la justice. Un projet a permis d'éditer le code pénal et le code de procédure pénale maliens avec les dernières mises à jour.

La justice transitionnelle au Mali est importante et est soutenue par plusieurs bailleurs internationaux dont notamment les Etats-Unis, le Canada, la MINUSMA et la Suisse. Le processus a été lancé mais il reste fragile en raison du contexte socio-politique actuel et de la persistance d'une grande insécurité dans plusieurs régions du pays, constituant une sérieuse entrave au déroulement d'une politique de justice transitionnelle efficace. Il s'est traduit notamment par la mise en place d'une Commission vérité,

justice et réconciliation (CVJR) en 2015, d'antennes régionales en 2016 et l'adoption récente d'une politique nationale pour la justice transitionnelle, formulée par le ministère de la justice.

Aperçu géographique

La plupart des programmes se concentrent à Bamako auprès du ministère et des institutions judiciaires basées dans la capitale. Par ailleurs, les programmes financés par les Pays-Bas se concentrent dans le Nord, de même que les projets de la MINUSMA. Les OSC agissent à travers l'ensemble du pays pour améliorer l'accès à la justice et travailler sur les aspects de justice transitionnelle.

Coordination

Le groupe thématique « justice et lutte contre la corruption » (GT-JLCC) est l'un des groupes thématiques mis en place au sein de la communauté internationale pour animer le dialogue avec le gouvernement du Mali sur les questions relatives à la justice et à la lutte contre la corruption. Les Pays-Bas assurent le rôle de chef de file pour le moment. Les Pays-Bas compilent les projets soutenus par la CI dans le domaine de la justice et l'Etat de droit dans un document partagé avec l'ensemble des PTF. Selon les interlocuteurs rencontrés, la coordination entre PTF ne fonctionne pas très bien et celle avec le partenaire national pas davantage. Il n'y a pas de volonté d'échange d'information. Il y a une réunion de coordination une fois par mois mais cela n'implique pas forcément une vraie transparence, selon les interlocuteurs rencontrés.

Il faut noter néanmoins le rôle joué par la cellule de planification et de statistique du ministère de la justice, qui répertorie l'ensemble du soutien de la CI en fonction des activités du plan d'action du programme pour le renforcement du système judiciaire et la mise en œuvre de l'accord de paix d'Alger. Ce document a été très utile pour la compilation de cette section du rapport.

Financement

Selon les informations récoltées et présentées dans l'annexe 3, le Canada est le principal partenaire actif dans le domaine de la justice en termes de financement de projets/programme et représente 31% du montant total engagé par la CI depuis 2013. Ensuite viennent les Pays-Bas avec 18% et les Etats-Unis avec 18%, l'UE et le programme PAJM représentant 17% du total. Les autres bailleurs de fonds sont l'Allemagne, le Danemark, la Suède, la MINUSMA et la France (qui se retire du secteur à partir de 2017).

Soutiens futurs

L'Ambassade de Suède accordera en 2017 à DEME SO à travers l'Institut Danois des Droits de l'Homme une extension du programme "promotion de la démocratie et protection des droits humains au Mali". Cette extension permettra spécifiquement de renforcer les capacités des assistants juridiques actifs quant à l'utilisation des outils de documentation indispensables à leur travail, de poursuivre l'assistance judiciaire et les actions de conseil à travers cinq avocats pour les populations vulnérables en plus de l'écoute et de l'assistance juridique et judiciaire aux plus démunis, femmes et mineurs prévenus ou détenus dans les deux centres de Bollé identifiés. Dans le cadre de la justice transitionnelle, des actions de sensibilisation auprès des victimes seront mises en œuvre dans les zones de Gao et Tombouctou.

5.3.1 Le ministère de la justice et des droits de l'Homme

CADRE LÉGAL, POLITIQUE ET STRATÉGIE

Les Pays-Bas soutiennent le ministère pour la définition d'une vision et d'une stratégie de long terme de la justice, l'élaboration d'une programmation, gestion, suivi et évaluation et sur la formulation d'une politique sectorielle de justice. Ils ont établi un Fonds conjoint entre le ministère de la Justice et l'ambassade (de €2m) afin d'appuyer le ministre dans le développement des petits projets novateurs dans le cadre du Programme d'Urgence.

Dans le cadre de son appui au ministère, le Canada soutient le développement d'un code de déontologie pour l'ensemble des acteurs de la famille judiciaire.

L'UNODC a donné une formation sur la rédaction de propositions de lois sur la coopération internationale concernant les affaires pénales. L'UNODC a fourni une assistance juridique à la révision et à la rédaction de nouvelles lois sur l'entraide judiciaire et sur l'extradition. L'UNODC soutient l'élaboration de la stratégie sur l'aide judiciaire.

Le programme d'appui au secteur de la justice au Mali (PAJM), financé par l'UE, soutient l'élaboration des textes d'application de la loi organique sur la Cour Suprême. Il travaille sur le nouvel organigramme du ministère. Le PAJM soutient par exemple l'établissement et le fonctionnement de la Commission permanente de la législation.

La MINUSMA et le PNUD ont contribué à l'élaboration du document de réforme de la justice et de l'administration pénitentiaire.

Les Pays-Bas, l'UE et la MINUSMA ont également financé l'élaboration, la reproduction et la diffusion des codes et textes usuels du Mali.

GESTION OPÉRATIONNELLE

(RESSOURCES HUMAINES, LOGISTIQUE, FINANCE)

Le Canada soutient le ministère de la Justice et les tribunaux maliens dans l'amélioration de leurs procédures administratives, financières et comptables. Le Canada pourrait aussi contribuer, en collaboration avec les autres partenaires du secteur, à l'élaboration des politiques sur les ressources humaines et sur la formation sectorielle du ministère.

Le Canada évalue la possibilité de mettre à disposition un ou une assistant/e technique long terme auprès de la cellule de planification et de statistique du ministère de la justice afin de renforcer ses capacités et de pouvoir former les membres du ministère à la gestion axée sur les résultats. Cette cellule

essaie également de faire le suivi de l'ensemble de l'appui de la communauté internationale au domaine de la justice. La cellule est également soutenue par les Pays-Bas et l'UE.

Dans le cadre de son appui au ministère, le Canada va mettre à disposition un ou une assistant/e technique auprès du ministère en charge des aspects d'infrastructures et de la gestion du matériel. Ceci va permettre également de poursuivre l'implantation du système informatisé de gestion des dossiers judiciaires à travers l'ensemble des juridictions.

Le programme d'appui au secteur de la justice au Mali (PAJM), financé par l'UE, soutient le ministère de la justice dans sa gestion opérationnelle afin d'améliorer la performance des structures judiciaires. Le programme travaille sur la gestion des ressources humaines, une politique de recrutement et la gestion administrative des carrières pour les personnels judiciaires.

Le programme justice des Etats-Unis, mis en œuvre par USAID, a pour objectif d'améliorer la gestion (notamment les ressources humaines), la supervision, la redevabilité et la pérennisation des institutions du secteur de la justice. Au cours des deux ans se clôturant en septembre 2016, les Etats-Unis ont engagé 6.8 millions de dollars pour le secteur de la justice dans le cadre de la SGI au Mali.

L'UE, les Etats-Unis, au travers d'USAID, le Canada et l'Algérie soutiennent des initiatives pour informatiser les casiers judiciaires et pour mettre en réseau les différentes juridictions.

Le Canada a également la possibilité d'appuyer la mise en place d'un système d'archivage électronique, mais l'appui reste pour l'instant minime.

Dans le cadre du programme promotion de la démocratie et protection des droits humains financé par l'Ambassade de Suède, DEME SO est membre du comité de pilotage et du comité technique du programme d'urgence pour le renforcement du système judiciaire et de mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger. DEME SO partage de ce fait ses réalisations en lien avec les extraits de ce programme de façon régulière au Ministère de la justice et des droits de l'homme à travers la cellule de planification et de statistique.

RESPONSABILITÉ

(MÉCANISMES DE CONTRÔLE INTERNE)

Dans le cadre de son appui au ministère, le Canada soutient le renforcement de la transparence dans le milieu judiciaire, le contrôle et l'inspection des juridictions, la lutte contre la corruption.

Le programme d'appui au secteur de la justice au Mali (PAJM), financé par l'UE, travaille sur le renforcement des organes de contrôle interne et externe.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS (FORMATIONS ET ÉCOLE DE FORMATION)

Dans le cadre de son appui au ministère, le Canada soutient la formation des cadres du ministère dans la lutte contre la corruption.

Le programme d'appui au secteur de la justice au Mali (PAJM), financé par l'UE, soutient la formation à tous les niveaux du personnel judiciaire.

L'UNODC a organisé un atelier de soutien à l'autoévaluation de la corruption au Mali pour l'identification des lacunes juridiques sur la corruption dans la législation malienne.

Les Pays-Bas, au travers de leur programme sur le renforcement de la chaîne pénale au Nord Mali, soutiennent la formation de certains acteurs du Ministère.

INFRASTRUCTURE ET ÉQUIPEMENT

Les Pays-Bas et la MINUSMA, dans le cadre du programme de renforcement de la chaîne pénale au Nord Mali, ont fourni du matériel informatique, des bureaux, des ordinateurs et un minicar au procureur de la République auprès du Tribunal de Grande Instance de Gao.

La MINUSMA, en collaboration avec les Pays-Bas, le PNUD, le Danemark et la Norvège, au travers de son fonds fiduciaire pour la sécurité et la paix, a fourni en 2014-2015 du matériel de base au ministère de la justice (200 kits comprenant des ordinateurs, bureaux, papier, etc.). Elle a soutenu la rénovation des bâtiments du ministère.

5.3.2 Les institutions judiciaires

CADRE LÉGAL, POLITIQUE ET STRATÉGIE

L'UNODC soutient la législation sur les armes à feu, analyse les lacunes juridiques des lois nationales et les instruments juridiques internationaux relatifs au contrôle des armes à feu.

Les Pays-Bas ont financé en 2016 une enquête sur l'intégration du genre dans le système judiciaire, réalisée par le DCAF. Ils ont également financé une enquête de perception des besoins et le niveau de satisfaction de la population envers la justice, réalisée par HILL. Celle-ci sera de nouveau réalisée en 2017.

GESTION OPÉRATIONNELLE

(RESSOURCES HUMAINES, LOGISTIQUE, FINANCE)

Le Canada soutient le ministère de la Justice et les tribunaux maliens dans l'amélioration de leurs procédures administratives, financières et comptables. Le Canada pourrait aussi contribuer, en collaboration avec les autres partenaires du secteur, à l'élaboration des politiques concernant les ressources humaines et la formation sectorielle du ministère.

Le programme justice des Etats-Unis, mis en œuvre par USAID, a pour objectif d'améliorer la gestion (notamment les ressources humaines), la supervision, la redevabilité et la pérennisation des institutions du secteur de la justice.

L'UE, les Etats-Unis, au travers d'USAID, le Canada et l'Algérie soutiennent des initiatives pour informatiser les casiers judiciaires et pour mettre en réseau les différentes juridictions.

Le Canada pourrait également soutenir la mise en place d'un système d'archivage électronique.

Sur financement de la Suède DEMA SO travaille en collaboration avec la Direction Nationale des Affaires Judiciaires (DNAJ) comme initiateur d'un cadre de coordination dont les réunions sont trimestrielles sur les questions d'accès à la justice et avec l'Institut National de Formation Judiciaire (INFJ) la collaboration a porté sur une étude qui a abouti à la mise en place du curriculum national des assistants juridiques du Mali. DEMA SO transmet sur demande les données sur l'ensemble de ses activités à la cellule de planification et de statistique du Ministère de la justice et des droits de l'homme.

RESPONSABILITÉ

Le PAJM, financé par l'UE, travaille sur la promotion de l'indépendance de la magistrature, la lutte contre l'impunité et la corruption.

La MINUSMA travaille également sur la promotion de l'indépendance de la magistrature, la lutte contre l'impunité et la corruption au travers d'un soutien à la sécurité et la logistique des missions de contrôle.

L'UNODC a dispensé une formation sur l'indépendance et l'intégrité du système judiciaire (en collaboration avec le ZIF et l'EMP Bamako).

Le Canada travaille sur le renforcement des organes de contrôle internes et externes au travers du soutien d'un guide de travail pour l'inspection des services judiciaires.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS (FORMATIONS ET ÉCOLE DE FORMATION)

Le Canada évalue la possibilité de mettre à disposition un ou une assistant/e technique auprès de l'institut national de formation judiciaire pour renforcer l'institut en général et développer des outils pédagogiques et didactiques pour les formateurs.

De plus, le Canada finance la formation aux droits de l'Homme pour les magistrats, avocats, huissiers, commissaires-priseurs, officiers et agents de police judiciaire, personnel de l'administration pénitentiaire, fonctionnaires de police et de gendarmerie nationale ainsi que des OSC. Ces formations sont délocalisées dans les régions de Kayes, Sikasso, Ségou, Koulikoro.

L'UNODC soutient la plateforme judiciaire du Sahel à travers des formations sur la lutte contre le terrorisme, les techniques d'enquêtes spéciales et la coopération internationale sur les affaires criminelles.

L'UNODC soutient l'école nationale de la magistrature pour la formulation de formations sur la lutte contre le crime organisé, sur les enquêtes financières. L'UNODC soutient également l'école nationale de formation judiciaire avec des modules sur le terrorisme, le trafic illicite, le blanchiment de capitaux, l'extradition, la coopération internationale et la cybercriminalité ainsi que la formations des formateurs.

La France a financé la formation de cinq formateurs de l'Institut National de Formation Judiciaire (INFJ) à l'École nationale de la magistrature française.

INFRASTRUCTURE ET ÉQUIPEMENT

Les Pays-Bas, au travers de leur programme d'appui au retour de l'administration judiciaire dans les régions de Gao, Tombouctou et la partie Nord de Mopti, mis en œuvre par le PNUD, financent la reconstruction et la rénovation de 23 cours et tribunaux de ces régions, des maisons de justice, des bureaux pour améliorer l'accès à la justice pour la population. L'Allemagne va également contribuer financièrement à des actions de reconstruction dans le Nord, via le PNUD.

Le programme d'appui au secteur de la justice au Mali (PAJM), financé par l'UE, soutient l'accès à la justice en finançant la réhabilitation ou la construction d'infrastructures judiciaires, création de bureaux d'accueil des justiciables. L'UE finance également la mise en place d'équipements pour les tribunaux de grande instance de Koutiala, Ségou et Sikasso, et les tribunaux d'instance de Bla, Yorosso, Kignan, Nioro du Sahel et Tominian.

Le programme justice des Etats-Unis, mis en œuvre par USAID, finance la rénovation et l'équipement de douze tribunaux de grande instance à travers l'ensemble du pays. Il finance également de l'équipement informatique pour l'institut national de formation judiciaire.

Le Japon, dans le cadre de la deuxième phase du programme de développement économique et social, envisage de fournir des équipements au pôle judiciaire spécialisé et à l'administration pénitentiaire.

5.3.3 Administration pénitentiaire

CADRE LÉGAL, POLITIQUE ET STRATÉGIE

Aucun soutien n'a été recensé au travers de l'information collectée

GESTION OPÉRATIONNELLE (RESSOURCES HUMAINES, LOGISTIQUE, FINANCE)

Aucun soutien n'a été recensé au travers de l'information collectée

RESPONSABILITÉ (MÉCANISMES DE CONTRÔLE INTERNE)

Aucun soutien n'a été recensé au travers de l'information collectée

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS (FORMATIONS ET ÉCOLE DE FORMATION)

Les Pays-Bas, au travers de leur programme d'appui au retour de l'administration judiciaire dans les régions de Gao, Tombouctou et la partie Nord de Mopti, mis en œuvre par le PNUD, ont financé la formation de gardiens de prison aux droits de l'Homme. De plus, en décembre 2016, les Pays-Bas ont signé un nouveau contrat avec le PNUD pour le volet pénitentiaire du Global Focal Point Programme, à 4 millions d'euro pour 3 ans.

La MINUSMA donne également des formations pour les greffiers pénitentiaires, le personnel pénitentiaire. La division genre de la MINUSMA travaille également avec le centre fermé pour femmes de Bollé.

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) donne des formations sur la gestion d'une prison et le traitement des détenus : exécution et limites des sanctions disciplinaires.

Les Etats-Unis, au travers d'USAID, ont soutenu la formation de 20 employés de l'administration pénitentiaire.

DEME SO intervient sur financement de la Suède dans l'écoute et l'assistance juridique et judiciaire aux femmes et mineurs prévenus ou détenus dans les deux centres de Bollé (paiement d'honoraires

d'avocats). Sur le même financement, elle a procédé à l'ouverture de la boutique témoin de Bollé et au renforcement de cette boutique à travers des équipements.

La dotation du centre de formation des femmes détenues/prévenues et des mineurs de Bollé en matériels et intrants pour les ateliers de couture, teinture et savonnerie en plus de l'appui à la prise en charge en salaire des formateurs ont aussi été effectués dans le même cadre.

A travers le financement suédois, DEME SO accorde également une contribution financière à l'organisation de la semaine des détenus célébrée chaque année au mois de décembre.

INFRASTRUCTURE ET ÉQUIPEMENT

Dans le cadre de son appui au ministère de la justice, le Canada a financé l'achat de quatre minicars au profit de l'administration pénitentiaire pour le transport des détenus.

La MINUSMA, en collaboration avec les Pays-Bas, le PNUD, le Danemark et la Norvège, au travers de son fonds fiduciaire pour la sécurité et la paix, a fourni en 2014-2015 du soutien à la rénovation de 15 établissements pénitentiaires.

Le programme d'appui au secteur de la justice au Mali (PAJM), financé par l'UE, soutient la rénovation de deux centres de détention à Bamako : la maison d'arrêt centrale et le centre des mineurs.

Le CICR fournit de l'équipement de santé aux détenus et forme le personnel des prisons aux mesures d'hygiène. Il soutient également la rénovation de bâtiments pénitentiaires.

L'ONUDC a mené en Juin 2016 un audit de sécurité pour la prison de Bamako (Maison d'arrêt de Bamako) ainsi que celle de Koulikoro ; prisons où sont généralement détenus les condamnés ainsi que tous les suspects liés au terrorisme. En octobre 2016 les conclusions ont été remises en main propre au Ministre de la Justice. Des actions pour la mise en application des recommandations doivent se concrétiser en 2017.

Le Japon, dans le cadre de la deuxième phase du programme développement économique et social, envisage de fournir des équipements au pôle judiciaire spécialisé et à l'administration pénitentiaire.

5.3.4 Bureaux d'assistance juridique

Le Canada soutient la mise en place de bureaux d'assistance judiciaire du ressort de la cour d'appel de Bamako et de celle de Kayes. L'objectif consiste à contribuer à l'amélioration de l'accès à la justice.

Le programme justice des Etats-Unis, mis en œuvre par USAID, veut améliorer l'accès à la justice en formant des assistants juridiques et en mettant en place des cliniques juridiques : Il ambitionne aussi de lutter contre la corruption le long des corridors commerciaux Sikasso-Kourou et Sikasso-Hèrèmakono en

fournissant une assistance judiciaire aux citoyens affectés par la corruption et en mettant en place un système d'alerte pour les citoyens.

Les Pays-Bas soutiennent l'assistance para-légale dans les régions Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao, au travers de l'ONG malienne DEME-SO. Son objectif est de faire valoir le droit des personnes vulnérables, principalement les femmes et les jeunes, victimes ou témoins. A noter l'ouverture d'une ligne verte de contact avec la population, des vestibules de droit et des Bureaux d'Assistance Juridique et Judiciaire.

Le PAJM, financé par l'UE, soutient également la réhabilitation des bureaux d'assistance juridique

L'UNODC a conduit une étude de refonte des mécanismes d'accessibilité à la justice.

DEME SO a mis en place et soutenu à travers le financement de la Suède la construction et/ou l'équipement de bureaux d'assistance juridique et judiciaire dans quelques tribunaux de grande instance afin de pouvoir répondre aux demandes d'assistance des couches défavorisées de la société. Ainsi, le programme a contribué à l'équipement et la dotation en fonctionnement d'un BAJJ dans le Tribunal de Grande Instance de la commune III de Bamako avec bureaux affectés par l'Etat et une nouvelle construction et équipement au Tribunal de Grande Instance de Ségou. Ces BAJJ sont dotés par le programme en personnel permanent régulièrement mis à niveau pour leur permettre de répondre au mieux aux besoins des usagers.

5.3.5 Aide aux victimes

La Suède a financé un projet pour l'appui aux victimes de violence basées sur le genre, mis en œuvre par ONU-Femme. Le programme consiste à la prise en charge holistique, y compris juridique, des victimes de violences basées sur le genre, de viols et la réhabilitation économique des femmes affectées par le conflit au Mali. Une appréciation du programme pays initial d'ONU-Femmes 2016-2018 étendu jusqu'à la période 2021 a été réalisée avec un regard sur la justice transitionnelle et l'accès à la justice pour les victimes survivantes de violences basées sur le genre. La Suède continue ainsi son financement à ONU-Femme pour la période 2016-2021 dans le cadre de sa stratégie de soutien au Mali pour la période 2016-2020.

Les Pays-Bas soutiennent l'assistance para-légale dans les régions Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao, au travers de l'ONG malienne DEME-SO. Son objectif est de faire valoir le droit des personnes vulnérables, principalement les femmes et les jeunes, victimes ou témoins. A noter l'ouverture d'une ligne verte de contact avec la population.

L'UE a signé un contrat de subvention avec la Fédération Internationale des Droits de l'Homme pour le respect de l'état de droit au Nord du Mali suite à la crise de 2012. Ceci consiste en un appui aux parties civiles dans les procès liés à la crise, et un lobbying auprès de l'Etat malien pour la mobilisation de ressources suffisantes dans les institutions judiciaires impliquées dans ces procès.

5.3.6 Justice traditionnelle

La forme la plus répandue de justice traditionnelle au Mali se fait à travers l'implication des cadis (juges musulmans). Ceux-ci interviennent principalement dans le règlement de litige opposant les musulmans, les problèmes matrimoniaux, de succession, d'héritage, etc. sur la base des lois islamiques.

Le Canada, l'UE (PAJM), les Pays-Bas, les Etats-Unis, au travers d'USAID et la MINUSMA impliquent les cadis dans des formations diverses et les prennent en compte pour leur rôle de médiateur et de règlement de litige. Ceci forme des modes alternatifs de règlement des différends par rapport à l'administration judiciaire locale.

5.3.7 Justice transitionnelle

Encore embryonnaire en raison de l'insécurité interne persistante dans certaines régions du pays, la justice transitionnelle a toutefois été initiée par la mise en place d'une structure nationale prévue à cet effet, la CVJR. Plusieurs actions de soutien des autorités maliennes ont en outre été apportées par différents bailleurs internationaux en matière de justice transitionnelle.

Les Etats-Unis, au travers de l'association ABA ROLA, ont assuré la formation d'acteurs maliens dont des leaders administratifs, traditionnels et religieux du Nord de Mali aux fondements de la justice transitionnelle, la facilitation de l'émergence d'une synergie d'organisations de la société civile travaillant sur la justice transitionnelle, la mise en place d'un réseau des points focaux de justice transitionnelle dans les régions du Nord du Mali, et la création d'un réseau des Défenseurs des Droits de l'Homme pour faire un point de la situation des droits de l'Homme au Mali.

Le Canada au travers de son programme JUPREC (Justice prévention et réconciliation pour les femmes, mineurs et autres personnes affectées par la crise) dont la mise en œuvre est assurée par un consortium d'organisations canadiennes (Avocats sans frontières Canada (ASFC), le Centre d'étude et de coopération internationale (CECI) et l'École nationale d'administration publique (ENAP)), participe également à la prévention, la réconciliation et la pacification par le renforcement des capacités d'acteurs maliens spécialisés dans ces actions.

La Suisse est également engagée sur ce volet par des appuis à la CJVR (réflexion politique, appui technique pour les enquêtes, questions d'archivage, appui à la création de l'antenne régionale de Tombouctou). Elle apporte également son appui à l'ONG « justice rapid response » qui travaille sur les cas de crimes de guerre.

La MISAHEL dispose également d'expertises dans ce domaine et pourrait faciliter des échanges d'expérience entre les maliens et les autres pays africains principalement dans les domaines de la réconciliation, de la justice transitionnelle et pour les activités de la CVJR.

La division de justice transitionnelle de la MINUSMA travaille avec le bureau des droits de l'Homme de Kidal pour organiser régulièrement des forums de sensibilisation des OSC sur leur rôle en matière de justice transitionnelle.

Le partenariat DEME SO IDDH et l'Ambassade de Suède a permis la sélection et la formation de 725 assistants juridiques actifs sur les trois nouveaux modules du curriculum de formation dont la justice transitionnelle. Aussi, sur financement de la Suède, DEME SO met en œuvre des programmes radiophoniques de sensibilisation sur la justice transitionnelle dans les zones où ont eu lieu les exactions comme Ségou, Mopti, Tombouctou et Gao.

L'UE a prévu un appui à la justice transitionnelle dans le cadre du projet FED ARCOMA, qui est en cours, en faveur de la Commission Vérité Justice et Réconciliation.

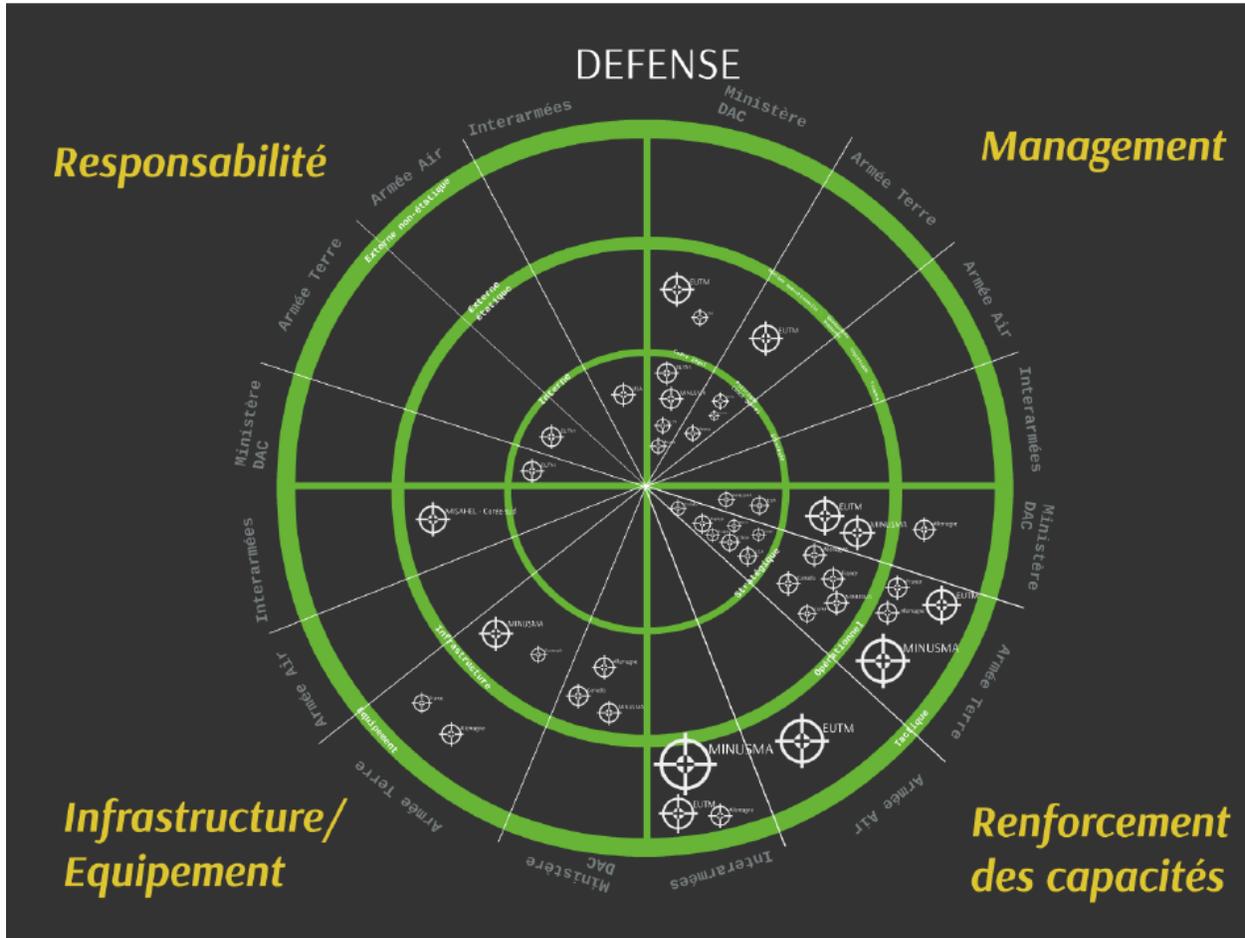
5.4 Défense

Aperçu général

Les forces armées maliennes (FAMA) reçoivent un important soutien de la communauté internationale. Il se concentre tout d'abord sur le plan opérationnel, en coordination avec les forces françaises Barkhane dans la lutte contre le terrorisme. Les FAMA bénéficient en outre de l'appui de la MINUSMA, force internationale de maintien de la paix et de la mission de formation et de conseil EUTM depuis 2014. Plusieurs pays alliés traditionnels du Mali poursuivent leurs actions de soutien direct, à titre bilatéral, comme la France, les Etats-Unis, l'Allemagne, la Chine, la Russie, l'Algérie, le Maroc, la Tunisie.

Un aperçu général des différents types de soutien de la CI en matière de défense est représenté dans l'image ci-dessous. Chaque point du radar représente une activité soutenue par un PTF¹³.

¹³ La grosseur du point est relative à l'intensité de l'activité en termes financiers mais également en fonction du type d'activité, de sa durée, de l'effort fourni, etc. Ceci est basé sur une estimation de l'équipe suite à l'analyse des informations qualitatives et quantitatives de chaque activité. L'objectif de cette présentation est de montrer un aperçu global du soutien de la CI à tous les acteurs/institutions impliqués dans le renforcement de la défense. Le premier quart du radar représente le soutien au renforcement de la gestion des acteurs/institutions (renforcement du cadre légal, politiques, stratégies, de plans d'action, gestion opérationnelle RH, finance, logistique). Le deuxième quart représente le renforcement des capacités (l'ensemble du soutien apporté au travers de formations au niveau tactique et opérationnel, le soutien aux écoles des forces de sécurité et de défense). Le troisième quart représente le soutien aux infrastructures et équipements (le soutien technique et financier pour la construction, rénovation et réhabilitation des infrastructures ainsi que l'équipement non létal). Et le quatrième quart représente le renforcement de la responsabilité/contrôle des acteurs/institutions (le soutien fourni aux mécanismes de contrôle interne des institutions et des forces de sécurité et défense, les mécanismes de contrôle externe exercé par les organes de contrôle étatiques et non-étatiques).



Cette représentation est également disponible [en ligne](#) et permet de zoomer facilement pour obtenir plus de détails sur ce qui est soutenu et par qui.

Aperçu géographique

Les zones de déploiement de ces appuis sont liées à leur nature. La MINUSMA agit essentiellement dans le centre et le nord du pays en raison de son mandat principal de protection des populations dans les zones d'action de la rébellion et des activités terroristes majeures. Ses appuis en matière de rénovation d'infrastructures et de reconstruction au profit des militaires se concentrent dans le centre et surtout le nord, zones qui ont connu le plus de destructions. La mission EUTM, essentiellement axée sur les actions de formation était jusqu'ici déployée dans la région de Bamako dans les centres de formation militaire (Koulikouro, Kati) et dans la capitale, auprès de l'EM pour les fonctions de conseil. Son nouveau plan d'action est aujourd'hui orienté vers un appui plus direct, sur le plan technique aux fonctions d'encadrement et sur le plan géographique aux régions militaires du sud et du nord.

Les appuis militaires opérationnels de la France aux FAMA se situent dans les zones d'engagement militaire, à savoir le centre et surtout les régions septentrionales du pays.

Coordination

Sur le plan des opérations militaires conduites dans le nord, la coordination se fait en direct entre les deux forces alliées, le Mali et la France. La mission EUTM tente de mettre en place sur le plan régional des plateformes d'échanges de renseignement au sein des pays de la zone Sahel pour la lutte contre le terrorisme. Cette nouvelle tâche est inscrite formellement dans le cadre de ses nouvelles orientations en matière de conseil et de formation.

En raison de la diversité des appuis et de leur nature différente, il n'existe pas de structure unique de coordination entre les autorités maliennes et la communauté internationale. La coordination est assurée le plus souvent en direct avec les pays fournissant un appui bilatéral, France, Allemagne, Etats-Unis, Chine, mais il dépend aussi de la nature de ces appuis, selon qu'ils soient de nature opérationnelle, technique, stratégique ou politique. La présence d'une mission de lutte opérationnelle contre le terrorisme parallèlement à une mission d'interposition et de maintien de la paix internationale complique ces actions de coopération, les finalités des actions des uns et des autres étant très différentes. Il existe un réseau d'attachés de défense qui a pour point de contact en matière de coordination, le bureau de la coopération internationale malienne. Concrètement les échanges organisés dans ce cadre fonctionnel sont assez irréguliers.

Financement

Les financements sont difficiles à estimer en raison de la diversité des appuis et d'une certaine réticence à évoquer ces aspects particuliers. En outre, il y a les coûts directs des opérations (MINUSMA, Barkhane, EUTM) auxquels il convient d'ajouter les coûts induits (personnels, équipements, achats de matériels, amortissement). Néanmoins certaines sources d'information donnent des chiffres pour Barkhane (518 millions d'euros en 2014 - source : Cour des Comptes France - et 700 millions d'euros en 2015 - source : presse). Le budget de la MINUSMA pour son volet force s'élève à un budget estimé à 993 millions de dollars (source : site web ONU). Celui de la mission EUTM est de 33,4 millions d'euros depuis son lancement en 2013.

Il convient de souligner que même si les financements extérieurs sont importants, le Mali, pour la mise en œuvre de sa loi d'orientation et de programmation militaire (LOPM), consent pour sa part un effort considérable dans ce domaine en regard de son budget global. Celui-ci s'élevait à 109 milliards de CFA en 2016 (soit 166 millions d'euros), selon le texte de loi.

Soutien futur :

L'Allemagne compte bien augmenter son budget pour son Groupe de conseillers techniques des forces armées fédérales d'Allemagne (GAFTAG) pour la période 2017-2020 afin de continuer à soutenir le génie militaire.

5.4.1 Le ministère de la Défense et des Anciens Combattants

CADRE LÉGAL, POLITIQUE ET STRATÉGIE

La MINUSMA a travaillé avec le MDAC à l'élaboration d'une stratégie nationale de défense qui n'est pas encore en place au Mali.

L'EUTM, dans le cadre de sa fonction conseil, a appuyé le MDAC pour l'élaboration de sa LOPM et pour la création d'un centre de doctrine interarmées, en collaboration avec les Etats-Unis.

EUCAP Sahel Mali soutient le MDAC principalement dans le domaine de la gestion des ressources humaines, de la politique de formation et l'inspection générale des armées. A ce titre, EUCAP soutient la réforme du cadre légal, les politiques et les nouvelles stratégies en lien avec son mandat à travers de son conseiller stratégique placé auprès du MDAC. Ces actions sont menées en synergie avec la mission EUTM.

Des conseillers français et américains assurent également des soutiens stratégiques auprès des autorités ministérielles. Les Etats-Unis apportent en particulier un appui visant à renforcer les cellules de doctrine et de planification du ministère. L'engagement SGI se chiffrait à 0.6 million de dollars en fin septembre 2016.

Les Pays-Bas ont financé en 2016 une enquête sur l'intégration du genre au sein de l'armée, réalisée par le DCAF.

GESTION OPÉRATIONNELLE

(RESSOURCES HUMAINES, LOGISTIQUE, FINANCE)

Un soutien en matière ressources humaines est assuré par l'EUTM à l'échelon de la direction des ressources humaines du ministère. La mise en place d'un SIRH est en cours. Le Canada a participé au financement de ce programme d'informatisation de la gestion des ressources humaines (RH). De la même façon EUTM travaille avec le ministère à la conception d'un système informatisé des matériels (SIlog). Elle apporte aussi des conseils en matière de renseignement, de gestion des finances, et de planification et de conduite des opérations. En complément du soutien de la mission militaire EUTM et en coordination avec elle, la mission EUCAP Sahel Mali travaille sur la modernisation des RH de la gendarmerie et de la garde nationale qui dépendent administrativement du MDAC. Sous le leadership d'EUTM, elle contribue ainsi au développement d'un outil informatique de gestion des RH pour le MDAC.

Les Etats-Unis, via leur Security Governance Initiative, soutiennent également le renforcement des systèmes de RH, finances et logistique. Ils aident le MDAC à planifier et établir des budgets pour répondre aux exigences actuelles et futures.

RESPONSABILITÉ

(MÉCANISMES DE CONTRÔLE INTERNE)

L'inspection générale des armées et services (IGAS) sise à Bamako ne reçoit pas d'appui extérieur formel. Un récent audit de l'inspection de la gendarmerie nationale réalisé par le DCAF en 2015 a conduit la fondation suisse à développer des contacts avec l'IGAS qui compte plusieurs officiers de gendarmerie dans ses effectifs. Ceci a été réalisé en partenariat avec EUTM et EUCAP Sahel Mali

Le « Defense Institute of International Legal Studies » en liaison avec la direction de la justice militaire du MDAC viennent d'entamer une coopération en matière de développement de la justice militaire au Mali. Elle doit se traduire par des renforcements des capacités des magistrats militaires maliens et des missions de conseil dispensées par des experts des Etats-Unis détachés au Mali. Un séminaire de lancement de ce nouveau projet a été organisé à Bamako les 16 et 17 novembre 2016.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

(FORMATIONS ET ÉCOLE DE FORMATION)

Le renforcement des capacités constitue l'essentiel des efforts consentis au bénéfice des FAMA. Leur déroutement face aux avancées djihadiste en 2012, les événements de Kidal de mai 2014 ont conduit le gouvernement à proposer une réforme de fond de ses forces armées, se traduisant notamment sur le plan politique et stratégique par la parution de la LOPM.

L'Allemagne maintient une coopération de longue date en matière de soutien à l'armée du génie dans les domaines du déminage et de l'aide au franchissement. Pour le déminage, les soutiens sont assurés notamment par l'organisation humanitaire Mines Advisory Group (MAG) qui a conduit des évaluations de risque de 32 magasins d'armes à Ségou, Sikasso, Kayes et Koulikoro, en coopération avec la « commission nationale de lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre » malienne et les forces armées et de sécurité maliennes. Un plan de réhabilitation et de construction de magasins d'armements a été mis en place, des formations de personnels spécialistes du déminage ont été initiées de même que celles des gestionnaires des armes et munitions.

Une ouverture de ce soutien est en cours et portera sur un domaine nouveau, la mise en place d'un atelier central de mécanique automobile, un garage à Kati et un garage à Bamako, une école de conduite et sur les procédures de gestion de stocks. Ces garages devraient être mis à la disposition des populations civiles.

S'agissant de l'aide au franchissement, l'Allemagne assure la formation des constructeurs de routes et la mise en place d'un pont flottant sur le fleuve Niger. Tous les projets incluent à la fois les équipements, technologie et véhicules nécessaires. Ces soutiens intègrent aussi la formation de formateurs.

Des échanges existent aussi de longue date avec la Chine qui reçoit régulièrement des cadres des différentes armées dans ses centres de formation. Les contacts avec le MDAC se font également par l'intermédiaire de l'attaché de défense chinois à Bamako. Ils portent notamment sur des échanges de vue entre les deux pays et sur l'action du contingent chinois au sein de la MINUSMA.

Un groupe de travail mené avec la DRH/MDAC prévoit de développer pour les forces armées un schéma directeur de la formation, accompagné de plans annuels de formation. Ces travaux sont menés en étroite collaboration entre EUTM et EUCAP Sahel Mali pour la gendarmerie et la garde.

INFRASTRUCTURE ET ÉQUIPEMENT

Au sein du MDAC, la mission EUCAP a œuvré auprès de la direction de la justice militaire en les dotant de matériel informatique et en travaillant sur la refonte des codes de déontologie et de justice militaire.

La MINUSMA soutient la construction et la réhabilitation des cantonnements en charge d'accueillir les contingents des démobilisés, dans le cadre du processus de DDR. Plusieurs pays bilatéraux participent au financement des actions conduites comme par exemple l'Allemagne, le Canada et le Danemark essentiellement. La Banque mondiale est en discussion avec la MINUSMA pour le financement du processus de DDR. Il y a actuellement 8 centres de cantonnements prêt à accueillir les démobilisés.

5.4.2 L'armée de terre

CADRE LÉGAL, POLITIQUE ET STRATÉGIE

EUTM, la France et les Etats-Unis apportent leur soutien à l'armée de terre à ce niveau via ses conseillers placés dans les différentes directions.

GESTION OPÉRATIONNELLE (RESSOURCES HUMAINES, LOGISTIQUE, FINANCE)

EUTM, via sa fonction de conseil, travaille avec toutes les directions de l'armée de terre sur la gestion des ressources humaines, les finances et la logistique. A ce titre, EUTM a soutenu le développement des systèmes informatiques pour une meilleure gestion des ressources humaines (SIRH) et logistique (SILOG). Ceci a été fait en collaboration avec le Canada et le Luxembourg.

RESPONSABILITÉ

(MÉCANISMES DE CONTRÔLE INTERNE)

EUTM travaille sur le concept de responsabilité via ses formations en matière de droits de l'Homme et au « leadership », mais il n'y a pas en tant que tel des activités pour renforcer les mécanismes internes de contrôle de l'armée de terre.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

(FORMATIONS ET ÉCOLE DE FORMATION)

Les formations sont essentiellement assurées par la mission européenne EUTM. Les formations dispensées couvrent celles qui vont du militaire de base, le grenadier voltigeur, au chef de groupe de combat jusqu'au chef de section d'infanterie. Des formations en matière d'appui feu et d'appui génie concernant la chaîne logistique sont également données. Elles portent sur la formation tactique d'unités opérationnelles de l'armée de terre, les GTIA, principalement constitués de fantassins mais également de personnels d'appui, notamment artilleurs, personnels du génie, du train et du matériel. 8 GTIA de 800 personnels ont été formés à ce jour par EUTM. La formation s'oriente depuis peu davantage sur la formation des cadres intermédiaires, la formation au commandement et au leadership, la formation de formateurs des écoles et la conception de manœuvres d'envergure. L'action d'EUTM, outre les aspects techniques s'attache à renforcer les capacités des militaires dans le domaine du droit humanitaire, de leur connaissance des conventions internationales et du droit des conflits armés.

L'appui fourni par la France par l'intermédiaire de ses conseillers dans les centres de formations militaires constitue une autre voie de renforcement des capacités en la matière.

La France et l'Allemagne contribuent également au fonctionnement de l'EMP de Bamako, relevant de l'armée de terre, où ils maintiennent respectivement de façon permanente un officier supérieur, l'un directeur des études, l'autre directeur de la formation militaire. L'EMP est également soutenu par le Japon, les Pays-Bas, la Suède, la Suisse, l'UE, la CEDEAO et le Mali.

Le Canada apporte également un soutien au fonctionnement de l'EMP de Bamako. Il assure des formations linguistiques au profit des FAMA pour leur préparation aux opérations de maintien de la paix, dans le cadre de leur « Military Training Army Program » (MTAP). Ils participent aussi au renforcement des capacités des forces spéciales maliennes.

INFRASTRUCTURE ET ÉQUIPEMENT

La MINUSMA apporte un soutien significatif en matière de rénovation et de reconstruction des casernes, cantonnements ou postes de combat et de sécurité, surtout dans les régions du centre et du nord du pays.

Dans le cadre d'une meilleure interopérabilité avec ses forces engagée au Mali, la France a fourni des équipements de radio-télécommunications aux premiers GTIA formés.

Le Canada soutient également la rénovation du camp militaire de Sevare.

5.4.3 L'armée de l'air

Aucune information particulière n'a été recueillie. Les militaires de l'armée de l'air qui se préparent à recevoir de nouveaux aéronefs (6 avions légers d'attaque A-29 Super Tucano de marque Embraer affectés à la surveillance et à l'attaque au sol, HL) sont en formation dans les différents pays qui leur fournissent ces équipements.

5.4.4 Autres services interarmées

Le service de santé des armées devrait recevoir à Gao un hôpital de 2° niveau sur financement de la Corée du Sud par l'intermédiaire de la MISAHEL.

La Direction de la justice militaire reçoit le soutien des Etats-Unis pour le renforcement de ses structures et la formation de ses personnels. Ceci est fait en collaboration avec EUTM et EUCAP Sahel Mali.

La direction de l'information et des relations publiques des armées est soutenu par EUTM et EUCAP Sahel Mali.

5.5 Décentralisation

La décentralisation au Mali a vu le jour après le soulèvement populaire de 1991 mettant en place un véritable régime démocratique. La réforme a été conçue dans la période 1992-1999 et s'est traduite notamment par la création de collectivités territoriales sur l'ensemble du territoire. Un document cadre de politique nationale de décentralisation a été rédigé en 2005 pour la mise en œuvre effective de la réforme et afin de définir des étapes du dispositif pour la période 2005-2014.

Les « Etats généraux de la sécurité et de la paix au Mali » de 2005 ont constitué une autre étape clé pour développer la réflexion sur la décentralisation sécuritaire. Ils ont conduit à initier un premier travail sur la conception d'un système pilote de police municipale et à procéder à une étude de faisabilité sur la police communale dans le cadre d'un programme du PNUD, le PGPSP. Ces travaux sont restés inaboutis.

L'accord pour la paix et la réconciliation au Mali est la troisième référence clé structurant les mesures à mettre en œuvre en matière de décentralisation sécuritaire. Ce document prévoit la création d'une police territoriale (article 27) et de comités consultatifs locaux de sécurité (CCLS) aux niveaux régional et communal (article 28). Mais ces deux mesures phares n'ont pas encore été mises en place.

Deux ministères sont essentiellement concernés en matière de décentralisation sécuritaire, le Ministère de la décentralisation, de la réforme de l'Etat (MADRE) et le MSPC. Ils ont engagé en interne des discussions sur ces questions, le MSPC ayant même organisé un séminaire de travail en vue de la préparation d'un texte légal relatif à la police territoriale. Le MADRE reste le seul à assurer le pilotage des réformes dans ce domaine.

La coordination entre les bailleurs engagés dans la politique de décentralisation au Mali relève de l'Allemagne, au travers de la GIZ, et de l'UE. Des réunions d'échanges de points de vue sont organisées régulièrement à la satisfaction de tous.

Le financement des réformes en matière de décentralisation au Mali constitue l'une des difficultés à surmonter. Le budget en provenance de l'Etat est largement insuffisant pour permettre aux collectivités en place de conduire des actions réelles en toute indépendance. L'appui de la communauté internationale reste encore essentiel pour la poursuite de ce processus, mais ne se concentre pas actuellement sur les aspects de justice et de sécurité.

L'Allemagne, au travers de la GIZ développe un programme PADRE sur trois ans initié en avril 2015 de 25 millions d'euros. Il porte sur quatre axes allant du renforcement du cadre institutionnel, à la décentralisation fiscale, au développement économique régional jusqu'à la participation citoyenne. Un appui de conseil est également assuré via deux assistants techniques placés auprès du directeur général des collectivités territoriales (DGCT), deux experts auprès de la DGFP (gestion des fonctionnaires territoriaux) et deux assistants au centre de formation des collectivités territoriales. Outre l'échelon central, l'Allemagne, au travers de la GIZ, appuie dans trois régions les services de tutelle et les inspections via la mise en place d'outils de contrôle et de collecte de données.

La France apporte un appui permanent au MADRE par le biais d'un conseiller technique. Intégré dans l'équipe ministérielle, cet expert travaille avec les conseillers techniques maliens. Il a fourni notamment un appui pour la refonte récente du code des collectivités territoriales. Son action se porte sur tous les aspects de la décentralisation, structures, finances, personnels, formation.

De plus, les Pays-Bas financent un mécanisme d'observation de la décentralisation en partenariat avec un centre de recherche malien, Odyssée (Observatoire des dynamiques sociales, spéciales & expertise endogène). L'objectif est de développer un système d'analyse et de traitement de données qualitatives qui renseignent sur la mise en œuvre de la politique nationale de décentralisation et son impact sur les pratiques territoriales des acteurs locaux et de développement.

L'UE met en place un assistant technique à la DGCT. Elle dispose d'un programme spécifique, PARADDER (2010-2017) sur les collectivités territoriales de 20 millions d'euros. Ce programme porte notamment sur les questions d'état civil (mis en œuvre par CIVIPOL).

La Coopération technique belge (CTB) met en œuvre un programme d'appui à l'état civil, le PAEC, dans la région de Koulikouro. L'assistance technique est développée avec des équipes pays. Les appuis se font sous forme de conseils, forums, colloques de sensibilisation.

Les Pays-Bas, en collaboration avec la France et l'Espagne et l'Association des municipalités du Mali (AMM), financent un projet « Communes, Paix et Sécurité ». Le projet vise à instaurer un dialogue fécond entre l'Etat et les collectivités territoriales, permettant de faire évoluer positivement la décentralisation, de fournir aux communes des services spécifiques et complémentaires de ceux de l'Etat, de leur permettre de mieux jouer leur rôle et responsabilité, d'instaurer des débats communaux dans les zones de tensions et d'expérimenter une police de proximité dans des zones tests.

Les Etats-Unis, au travers d'USAID, développe un programme « Sub National Governance Program » (SNGP) de 20 millions dollars US pour une durée de cinq ans (2016-2020). Le programme SNGP est mis en œuvre par la firme américaine Tetrattech en partenariat avec Management Systems International (MSI), Banyan Global, Groupe de suivi budgétaire (GSB) et Women In Law and Development in Africa (WILDAF). Le programme SNGP couvre toutes les régions du Mali et le district de Bamako. Il porte sur le renforcement national et régional de la gestion des finances publiques, l'amélioration de la coordination et de la communication entre le gouvernement national et régional, les collectivités territoriales et les organisations de la société civile, et le renforcement en audit des capacités du Contrôle général des services publics (CGSP).

5.6 Gestion des frontières

Le Mali vient de réactualiser sa politique de gestion des frontières établie en octobre 2000. Sur la base de ce nouveau document, le MADRE, en charge de ce dossier au travers de sa direction nationale des frontières, travaille à l'établissement d'une stratégie nationale des frontières visant notamment à améliorer la coordination entre les forces de sécurité travaillant dans les zones frontières, avec les pays voisins, et à déterminer les besoins en termes d'infrastructures et d'équipements.

De nombreux bailleurs internationaux, comme la MINUSMA, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), l'Allemagne (GIZ), les Etats-Unis, soutiennent le Mali dans sa nouvelle politique des frontières autant sur les plans stratégique, de la formation, que sur les aspects techniques, d'infrastructures et d'équipements. EUCAP a récemment élargi le champ de son mandat au soutien à la gestion des frontières, avec plusieurs conseillers et un budget pour mener à bien des projets de renforcement des capacités dans le domaine. La mission appuie la police des frontières à travers des projets spécifiques suivant:

- Equipement en petit matériel de la Police des frontières (domaine aéroportuaire) – projet finalisé en 2016 ;
- Projet pour le renforcement de la capacité opérationnelle de la Police des frontières (rénovation de la direction centrale et amélioration de l'archivage des documents) (projet prévu pour 2017) ;
- Mise en place d'une salle pour la formation initiale et continue des fonctionnaires de la Police des frontières, au sein de l'Ecole nationale de police (projet prévu pour 2017) ;
- Projet pour l'unification et la sécurisation des cachets de trafic au sein des points de passage frontaliers (projet prévu pour 2017).

EUCAP Sahel Mali a participé à un exercice de simulation d'une situation de crise à la frontière en favorisant la coopération et la communication entre les communautés frontalières, les autorités administratives, les forces de sécurité et les fournisseurs de services de santé et d'urgence (PPF Gogui/Zemal à la frontière entre le Mali et la Mauritanie). L'exercice a été organisé par l'OIM en coopération avec les autorités maliennes, y compris le Département de la protection civile du MSPC.

La France a apporté son soutien en 2014 à la direction générale des douanes qui est placée sous l'autorité du ministère de l'économie et des finances. L'appui, au travers de l'expertise de la douane française, a consisté à mettre en place un système informatique pour la gestion des opérations douanières (SIDONIA), à former son personnel et mettre en place l'équipement nécessaire. En 2015, la douane française a délivré une formation de deux semaines pour renforcer la capacité de contrôle de la douane malienne sur les produits pétroliers. Elle a également mobilisé deux experts spécialisés en enquêtes douanières pour former les agents maliens aux méthodologies d'investigation ex-post. Elle a également délivré des formations en matière de lutte contre la fraude et le contrôle routier. De plus, la gendarmerie française a formé dix formateurs en sécurité des douanes durant trois semaines.

La France a appuyé l'opérationnalisation de la brigade fluviale de Bamako en 2014. En 2015, le Centre de crise et de soutien du Ministère français des affaires étrangères et du développement international (MAEDI) a mobilisé près de 150 000€ pour équiper (véhicules, bateaux, ponton, radiocommunication, moyens de sécurité et d'intervention) et pour former aux techniques du contrôle fluvial les dix agents affectés à la brigade fluviale des douanes de Mopti.

Tout au long de l'année 2015, la coopération technique française, avec l'appui du poste de l'attaché douanier français régional de Dakar, a dispensé auprès des agents des brigades et services spécialisés maliens des formations de sensibilisation au renseignement douanier.

La France, via son programme d'Appui à la coopération transfrontalière au Sahel (ACTS), appuie un certain nombre d'acteurs agissant autour des frontières du Mali, Burkina Faso et Niger (région appelée le Liptako Gourma), c'est-à-dire les forces de sécurité, les douanes, les administrations locales et la population. L'objectif principal est d'aider les Etats à préserver leur souveraineté par le contrôle efficace de leurs espaces frontaliers. Le programme a mené des études de diagnostics dans la région du Liptako Gourma sur la gouvernance des espaces frontaliers, la perception de la population locale en matière de sécurité, de développement et des liens avec les autorités de l'Etat, sur les systèmes de santé, et sur le pastoralisme. Sur la base de ces diagnostics, des projets devraient être lancés en matière d'équipement, de coordination entre les acteurs de sécurité et justice, de lutte contre les réseaux de trafiquants, de gouvernance et de développement économique local. Ce projet devrait avoir des prolongements et bénéficier, pour sa poursuite, de financements du fonds fiduciaire d'urgence européen.

Le Danemark, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et les Etats-Unis soutiennent un programme de sécurité et de gestion aux frontières dans la région du Liptako Gourma (Mali, BK et Niger) mis en œuvre par le Danish Deming Group (DDG). Ce programme appuie le renforcement des capacités de la police, de la gendarmerie, des douanes et des autorités frontalières dans la gestion des frontières et facilite la coopération des autorités travaillant sur les frontières. Pour cela le DDG fournit des expertises

techniques en matière de prévention et de réduction de la violence armée via la formation en gestion des conflits et médiation ; elle fournit aussi des appuis à la mise en place de mécanismes communautaires de gestion des conflits, des appuis-conseils sur les politiques publiques relatives aux problèmes de sécurité et gestion des frontières, des renforcements de la collaboration transfrontalière entre autorités et communautés, des appuis au développement de systèmes et d'interfaces d'échanges d'information entre les agences gouvernementales, et des appuis à la réhabilitation et la construction d'infrastructures à petite échelle. De plus le DDG utilise une approche reposant sur les communautés en facilitant le dialogue entre autorités, responsables de sécurité et communautés, en développant les capacités des communautés à concevoir des plans de protection communautaires, en renforçant les moyens de subsistance dans les zones frontalières via la formation en entrepreneuriat et l'appui à des activités génératrices de revenus, le renforcement des réseaux économiques frontaliers et transfrontaliers, et la réhabilitation de marchés. Il soutient en outre les initiatives transfrontalières locales de prévention et gestion des conflits aux niveaux technique, matériel et logistique et les communautés dans leurs efforts de diminution des menaces liées aux armes de petit calibre et « restes explosifs de guerre ».

L'UNODC et son programme régional Sahel a travaillé sur une évaluation des capacités de gestion des frontières terrestres dans la région du Sahel, dont le Mali. L'UNODC donne des formations et apporte des soutiens dans la mise en place de la Cellule aéroportuaire anti-traffic (CAAT). Cette structure est composée d'agents de la police, des douanes, des services d'immigration, de la gendarmerie et des autorités aéroportuaires. L'UNODC a également organisé un atelier sur les techniques de ciblage utilisées dans la lutte contre le trafic illicite de marchandises par conteneurs, à Bamako, au Mali en septembre 2015. La formation a réuni 28 participants de la direction générale des douanes, la gendarmerie nationale et la police nationale du Mali.

L'Espagne a financé deux projets de gestion et sécurisation des frontières entre le Mali, le Sénégal et la Mauritanie. L'appui était principalement constitué de formations et d'équipement. L'Espagne va prochainement mettre en œuvre un projet financé par l'UE appelé GAR-SI SAHEL (Groupes d'action rapide – surveillance et intervention au Sahel) de 41 millions d'euros pour créer des nouvelles unités policières robustes, flexibles, mobiles, multidisciplinaires et autosuffisantes. Ce projet sera mené en collaboration avec la France, le Portugal et l'Italie.

Le Japon soutien l'OIM et leur programme de gestion des frontières. Ce programme porte principalement sur la reconstruction et la gestion des postes frontières au Mali et l'introduction de leur système de gestion de l'information, MIDAS. Des formations sont également données aux différents acteurs maliens sur la gestion des frontières, le contrôle de documents, etc.

L'Allemagne, à travers le GIZ, soutient également un programme de gestion des frontières avec l'UA. Le programme travaille, entre autres, sur la frontière entre le Mali et le Burkina Faso avec les forces de sécurité et les populations.

L'UE finance un Programme d'appui au renforcement de la sécurité dans les régions de Mopti et de Gao et à la gestion des zones frontalières (PARSEC), mis en œuvre par Expertise France. L'objectif général est

de contribuer à la stabilisation de la zone considérée avec deux objectifs spécifiques : 1. La sécurité des populations et le contrôle du territoire sont améliorés dans le respect de l'état de droit. 2. La gestion des espaces frontaliers par les services de l'Etat, incluant la gestion des flux et des personnes ainsi que la coopération transfrontalière, est développée et renforcée. Ce projet mettra en œuvre trois types d'actions principales, des formations, de la fourniture de matériels et d'infrastructures, des appuis au renforcement de la chaîne de commandement et l'établissement de procédures standardisées. Il concernera autant les autorités administratives et judiciaires, la douane, les FSI, les FDN que le monde économique.

5.7 Organes de gouvernance et de contrôle (étatique et non-étatique)

5.7.1 Parlement

Les Pays-Bas ont soutenu le Parlement et sa commission défense et sécurité (CDS) à travers leur programme de soutien à la réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité au Mali, mis en œuvre par le DCAF de 2013 à mars 2016. Le soutien a notamment consisté en des formations en matière de RSS. Le soutien des Pays-Bas au Parlement va continuer via son nouveau programme de renforcement de la gouvernance du secteur de la sécurité pour la période 2017-2020.

Le Danemark, dans le cadre de son programme Sahel, a également soutenu le renforcement des capacités de la CDS du Parlement au travers de formations mises en œuvre par le National Democratic Institute (NDI) et DCAF sur le contrôle budgétaire. La CDS a également bénéficié d'un appui financier pour l'organisation d'une visite de casernes et une auto évaluation des capacités pour établir un plan d'action.

EUCAP Sahel Mali a entamé un dialogue en 2016 avec la commission Défense et Sécurité du Parlement malien pour échanger sur les enjeux de la RSS et le soutien européen dans ce domaine.

5.7.2 Le médiateur de la République

Les Pays-Bas ont soutenu le médiateur de la République à travers leur programme de soutien à la réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité au Mali, mis en œuvre par le DCAF de 2013 à mars 2016. Le soutien a été apporté au travers de formations à la RSS. Le soutien des Pays-Bas au médiateur va continuer via son nouveau programme de renforcement de la gouvernance du secteur de la sécurité pour la période 2017-2020.

5.7.3 Le bureau du vérificateur général

Le bureau du vérificateur général est un « outil » pour lutter contre la corruption, la mauvaise gestion et la délinquance économique et financière. Il a été créé au 2003 à l'initiative des autorités maliennes. Le

vérificateur général est une autorité indépendante chargée du contrôle des finances publiques qui assure ainsi une meilleure gestion des ressources publiques. Le bureau est également en charge de l'évaluation des politiques publiques, s'attachant à déterminer si les moyens juridiques, administratifs ou financiers mis en œuvre permettent de produire les effets attendus d'une politique et d'atteindre les objectifs qui lui sont fixés.

Le Canada soutient le bureau du vérificateur général dans son rôle de contrôleur de l'utilisation des deniers publics. Le bureau a été créé sur base du modèle canadien.

L'UE, dans le cadre de son appui budgétaire (Contrat d'Appui à la Consolidation de l'Etat du Mali 1 et 2), travaille également avec le bureau de vérificateur général pour la vérification des indicateurs de tranche variable. Par ailleurs, un appui spécifique pour cette institution est envisagé courant 2017. Les contrats d'appuis budgétaires de l'UE soutiennent un certain nombre de secteurs, dont ceux de la justice et de la lutte contre la corruption.

5.7.4 Commission nationale des Droits de l'Homme

Les Pays-Bas ont soutenu la commission nationale des Droits de l'Homme à travers leur programme de soutien à la réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité au Mali, mis en œuvre par le DCAF de 2013 à mars 2016. Le soutien a été apporté au travers de formation à la RSS, genre et droits de l'Homme et un renforcement des capacités tout au long de la durée du projet. Le soutien des Pays-Bas à la Commission nationale des Droits de l'Homme va se poursuivre via son nouveau programme de renforcement de la gouvernance du secteur de la sécurité pour la période 2017-2020. Ceci se traduira par un appui à la Commission pour faire le suivi du respect des droits de l'Homme par les forces de sécurité.

L'UE a un contrat de subvention en cours avec la CNIDH (via son instrument IEDDH), qui a aidé notamment cette commission à organiser des missions dans le Nord et à auditer le secteur de la sécurité privée au Mali.

5.7.5 Organisations de la société civile

Les principales organisations de la société civile soutenues par les bailleurs de fonds pour des actions en lien avec la RSS sont la CONASIPAL, le West Africa Network for Peacebuilding (WANEP), l'Alliance pour refonder la gouvernance en Afrique (ARGA), l'Institut malien de recherche et d'action pour la paix (IMRAP), l'Association des femmes juristes, DEME-SO.

Les Pays-Bas ont soutenu les OSC à travers leur programme de soutien à la réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité au Mali, mis en œuvre par le DCAF de 2013 à mars 2016. Ce soutien s'est notamment matérialisé par des actions de formation à la RSS à travers l'ensemble des régions du pays. Le soutien des Pays-Bas aux OSC va se poursuivre via son nouveau programme de renforcement de la

gouvernance du secteur de la sécurité pour la période 2017-2020. Il se traduira principalement par le soutien aux organisations de femmes (association des femmes juristes du Mali) pour renforcer leur capacité à jouer pleinement leur rôle dans la RSS. L'appui sera ciblé sur le renforcement du lien de confiance entre les OSC et les forces de sécurité.

Les Pays-Bas soutiennent également les OSC dans le domaine de la justice via l'ONG DEME-SO. Leur programme tente de renforcer les capacités et la volonté de la société civile à mieux s'engager dans la lutte contre les abus et autres violations et de conduire des plaidoyers efficaces pour des améliorations structurelles (législatives, administratives et institutionnelles) pour la bonne application des droits de la femme, de l'enfant et autres catégories fragiles de la population ainsi que de la bonne gouvernance.

Les Pays-Bas vont soutenir une nouvelle initiative sur une approche de sécurité humaine pour traiter les causes profondes des conflits et de la violence au Mali, dans les régions du Nord. L'idée est de dire que les communautés et la société contribuent à l'amélioration de la sécurité humaine et de la cohésion sociale, indépendamment et en coordination avec les institutions officiellement en charge de ces actions. Les acteurs nationaux et internationaux doivent prendre la responsabilité de renforcer des mécanismes effectifs et inclusifs de la consolidation de la paix et de la prévention des conflits à différents niveaux, avec un rôle actif des femmes et une attention particulière à la réconciliation et à la justice.

Le Danemark, dans le cadre de son programme Sahel, a également appuyé le renforcement des capacités des OSC au travers de formations dispensées par le National Democratic Institute (NDI) et la formation d'un réseau d'OSC travaillant sur la RSS. Ce programme soutient également des activités de prévention des conflits et des mécanismes de médiation et de réconciliation à travers des OSC dans la région du Liptako Gourma (Mali, BK et Niger), mis en œuvre par le Centre for Humanitarian Dialogue. De plus le programme Sahel du Danemark, via le DDG, soutient le renforcement de la sécurité humaine dans les zones des frontières du Mali, du BF et du Niger. Le DDG travaille avec les forces de sécurité, les administrations locales et les OSC pour assurer une meilleure sécurité des populations frontalières.

Les Etats-Unis, via USAID, financent un programme de soutien aux OSC afin de les renforcer dans leur rôle de contrôle de l'action du gouvernement en ce qui concerne les violations des droits de l'Homme. Celui-ci intègre les actions des forces de défense et de sécurité. Le programme soutient également les victimes de ces violations et le suivi des jugements.

Les Etats-Unis vont également soutenir un nouveau programme de deux ans, mis en œuvre par le NDI, pour renforcer la participation des organisations de femmes dans le processus de RSS.

Depuis 2015, EUCAP Sahel Mali soutient les OSC afin qu'elles puissent accompagner la RSS et être pleinement impliquées dans la conception de la réforme et notamment servir de relais pour informer la population.

En 2016, EUCAP Sahel Mali a beaucoup travaillé avec les forces de sécurité pour qu'elles développent des liens avec la société civile à travers certains interlocuteurs clés, tels que l'Association des policières du Mali (APM) et le nouveau point focal Genre de la police. Les OSC impliqués dans la sécurité ont réagi

positivement aux propositions de coordination de l'EUCAP Sahel Mali, notamment dans le cadre de la plateforme d'échange et d'action (PEA) entre OSC, FSI et partenaires internationaux. Celle-ci a vu plusieurs avancées opérationnelles en 2016 telles que la planification d'activités pour renforcer le lien entre les forces et la population. La Mission promeut l'intégration de certaines OSC au sein des formations en police de proximité données par EUCAP. Le conseiller Société Civile de EUCAP Sahel Mali dispose d'ailleurs d'un bureau à la DGGN pendant un ou deux jours par semaine.

L'UE a également différents contrats avec des OSC via son instrument IEDDH (concernant principalement les droits de l'Homme) en cours au Mali. Un nouvel appel à propositions est prévu pour début 2017, doté d'un montant de 1.9 millions d'euro. De plus le programme PAOSC II (financé par le FED) en cours, doté d'un montant de 13 millions soutient les OSC, en organisant des appels à propositions et appels à manifestations au niveau local et central, sur des thématiques telles que les droits de l'Homme ou la bonne gouvernance.

Le Canada contribue à ce même programme d'appui aux organisations de la société civile - phase II (PAOSC 2), un programme multi-donateurs qui vise l'amélioration des politiques et des programmes de développement du Mali en renforçant les capacités des organisations de la société civile malienne afin d'assurer que les politiques nationales répondent aux besoins de la population et contribuent à la réduction de la pauvreté. Le programme appuie les organisations de la société civile malienne de tous les niveaux (d'associations à la base aux faitières) selon les axes de renforcement suivants : capacités de dialogue politique ; capacités d'analyse de politiques de développement ; capacités d'études, de plaidoyer et de responsabilisation sociale. Le renforcement des capacités institutionnelles est une partie intégrante de chacun des axes évoqués.

Le Canada soutient également les OSC dans le cadre de son appui à la réforme de la justice et principalement pour améliorer l'accès des Maliens et des Maliennes à la justice. A travers son projet JUPREC, mis en œuvre par « Avocats Sans Frontières Canada », le CECI et l'ENAP, le Canada aide principalement les femmes et les enfants à travers des activités de prévention des violences basées sur le genre et des atteintes aux droits des populations vulnérables ; il tâche aussi de renforcer l'accès à une justice de première ligne (aide juridique et assistance judiciaire). Le programme essaye également de lutter contre l'impunité via l'appui au litige de cas emblématiques de violations de droits humains et le développement de la capacité de la société civile en matière de lutte contre la corruption. JUPREC travaille en plus sur la prévention, la réconciliation et la pacification à travers le renforcement des capacités de la société civile et de l'État à s'engager dans un dialogue social et la mise en œuvre d'une stratégie visant la mobilisation en faveur de mesures de justice transitionnelle.

La Suède finance un nouveau projet avec le « Stockholm International Peace Research Institute » (SIPRI) et la CONASCIPAL afin de renforcer la participation des organisations de la société civile aux processus locaux et nationaux de réflexions relatifs à la protection et à la sécurité des populations. A travers un réseau d'acteurs dans le pays, ce projet vise à identifier les facteurs d'une paix durable au Mali, incluant l'ensemble des aspects sécuritaires, y compris la satisfaction des besoins de base tels que l'eau potable, l'éducation ou l'accès à la justice. Le projet Mali vise ainsi à soutenir les efforts des organisations civiles maliennes pour analyser les défis locaux de sécurité et renseigner les autorités sur les besoins réels des

populations. Des ateliers d'échanges de connaissances sur les défis de sécurité sont ainsi régulièrement organisés afin, d'une part, de renforcer les capacités des organisations de la société civile et leur permettre, d'autre part, d'exercer une plus grande influence sur les politiques nationales et locales de sécurité, par l'élaboration de propositions et de recommandations concrètes, ainsi que par la conduite de campagnes ciblées de plaidoyer.

La Suède et le Danemark soutiennent également un programme de promotion de la démocratie et de protection des droits humains au Mali, mis en œuvre par l'Institut danois des Droits de l'Homme (IDDH) et DEME-SO. Ce programme fait la promotion de la participation citoyenne et la promotion de la gouvernance locale, l'accès aux droits des communautés rurales par le biais d'une assistance para légale, l'accès des couches vulnérables à la justice, la promotion du genre et de l'équité sociale, et l'influence des politiques et des pratiques dans les domaines précités par le plaidoyer et le lobbying.

L'ONG américaine, « National Endowment for Democracy » (NED) soutient des projets mis en œuvre par « Partners West Africa » pour renforcer la participation des OSC dans le processus de RSS dans les régions de Tombouctou, Gao et Bamako. Le soutien est apporté également aux organisations de femmes afin de les renforcer dans leur rôle en matière de RSS et de prévention du terrorisme au Mali.

Annexe 1 – Structure de la coordination entre les PTF et le Mali

Le [groupe des partenaires techniques et financiers](#) (GPTF) est composé de l'ensemble des partenaires techniques et financiers (PTF) du Mali. Les PTF sont des organismes de coopération bilatérale ou multilatérale reconnus officiellement par le Mali et/ou signataires d'accords de partenariat qui participent sur une base volontaire et sont représentés par leur Chef de mission. Le GPTF a pour objectif d'améliorer l'efficacité de l'aide au Mali dans l'esprit de la Déclaration de Paris et du Programme d'Action d'Accra, et cherche à ce titre à développer l'harmonisation des actions des PTF, leur coordination, le dialogue politique et l'échange d'information. Le GPTF a une instance délibérante, le [Collectif des PTF](#), dont l'ordre du jour est arrêté par la Troïka et le secrétariat assuré par le Pool Technique. Le Collectif se réunit une fois par an en retraite de bilan et programmation, et tous les mois à des fins de coordination. La [Troïka](#) est quant à elle composée de deux PTF bilatéraux et deux PTF multilatéraux en rotation trisannuelle (entrant, chef de file, sortant), et est chargée de contribuer à l'atteinte des objectifs du GPTF, notamment en veillant à la mise en œuvre de son programme et en servant d'interface et de facilitateur avec le gouvernement du Mali. La Délégation de l'UE prend son rôle de chef de file en janvier 2017.

La coordination générale du groupe est assurée par le groupe exécutif de coopération et le groupe des ambassadeurs, par la Troïka élargie et par le Pool Technique des PTF. Ces groupes formels sont par ailleurs soutenus par des groupes de travail *ad hoc*, par exemple sur le DDR ou sur la synthèse gouvernance, qui touche notamment à « Genre et Justice ». La coordination sectorielle est, elle, assurée par dix [groupes thématiques](#) (GT) sectoriels (7) ou transversaux (3).¹⁴ Ces groupes assurent le suivi des actions relevant de leurs intérêts. Ils rendent compte de leurs activités au GPTF lors des réunions mensuelles du Collectif ou lors de rencontres trimestrielles des Coordonnateurs GT avec la Troïka. Un des GT sectoriels s'occupe de la [« Justice et lutte contre la corruption »](#). Le coordonnateur du GT justice est les Pays-Bas et l'interlocuteur national est le Ministère de la justice du Mali. Enfin, une coordination sous-sectorielle est assurée par des groupes sous-sectoriels formalisés. À ce titre, la Délégation de l'UE mène un groupe sous-sectoriel sur la sécurité intérieure. Il est à noter qu'il n'y a pas de groupe pour la coordination de la Défense.

¹⁴ Le groupe sectoriel « infrastructures » peut être encore subdivisé en trois pour arriver à un total de 9 groupes thématiques sectoriels: Transport (BAD), Energie (Banque Mondiale) et Eau potable et assainissement (Unicef).

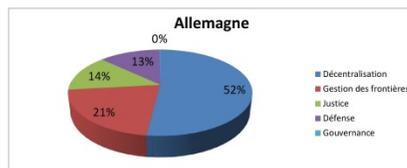
TABLEAU RECAPITULATIF - ARCHITECTURE DU GROUPE PTF

COORDINATION GENERALE DU GROUPE PTF		COORDINATION SECTORIELLE			COORDINATION SOUS SECTORIELLE							
GROUPES FORMELS	GROUPES DE TRAVAIL AD HOC	9 GROUPES THEMATIQUES	3 GROUPES TRANSVERSAUX			GROUPES SOUS SECTORIELS FORMALISES						
Groupe Exécutif de Coopération Groupe des Ambassadeurs	Synthèse Gouvernance (GT Ecofin, DDI, Genre et Justice) coordonné par le Chef de file	Economie agricole et rurale (Banque mondiale-Espagne)	D E C E N T R A L I S A T I O N E T D E V P T I N S T I T U T I O N E L (Allemagne-DUE)	G E N R E T A U T O N O M I S A T I O N D E S F E M M E S (Onufemmes-Belgique)	E N V I R O N N E M E N T C H A N G E M E N T C L I M A T I Q U E (PNUD)	Irrigation (Canada-DUE)						
						Sécurité alimentaire (FAO)						
						Elevage et Pêche (Belgique/ Suisse)						
Troïka élargie (Canada, DUE, France et MINUSMA)	Equipe SCAP (CdF PTF-Président SHA)	Economie et finances (BAD)				D E C E N T R A L I S A T I O N E T D E V P T I N S T I T U T I O N E L (Allemagne-DUE)	G E N R E T A U T O N O M I S A T I O N D E S F E M M E S (Onufemmes-Belgique)	E N V I R O N N E M E N T C H A N G E M E N T C L I M A T I Q U E (PNUD)	Statistiques (FNUAP)			
									Développement secteur privé (Danemark)			
									Etat de droit (PNUD-MINUSMA)			
Pool Technique des PTF	Commission Réhabilitation Zones post-conflits (France-MINUSMA)	Justice et lutte contre la corruption (Pays Bas)							D E C E N T R A L I S A T I O N E T D E V P T I N S T I T U T I O N E L (Allemagne-DUE)	G E N R E T A U T O N O M I S A T I O N D E S F E M M E S (Onufemmes-Belgique)	E N V I R O N N E M E N T C H A N G E M E N T C L I M A T I Q U E (PNUD)	Sécurité intérieure (DUE)
												Lutte contre la corruption (Canada)
												Elections (PNUD)
		Processus démocratique Société civile (USAID/ PNUD)	D E C E N T R A L I S A T I O N E T D E V P T I N S T I T U T I O N E L (Allemagne-DUE)	G E N R E T A U T O N O M I S A T I O N D E S F E M M E S (Onufemmes-Belgique)	E N V I R O N N E M E N T C H A N G E M E N T C L I M A T I Q U E (PNUD)	Commission thématique Qualité (USAID)						
	Transport (BAD)											
	Energie (Banque mondiale)											
	Eau potable et assainissement (Unicef)											
	Education et formation professionnelle (Suisse)											
	Désarmement, Démobilisation, Réintégration (MINUSMA)	Santé (USAID)				D E C E N T R A L I S A T I O N E T D E V P T I N S T I T U T I O N E L (Allemagne-DUE)	G E N R E T A U T O N O M I S A T I O N D E S F E M M E S (Onufemmes-Belgique)	E N V I R O N N E M E N T C H A N G E M E N T C L I M A T I Q U E (PNUD)	Commission thématique Gestion (Canada)			
				VIH SIDA (ONUSIDA)								

Annexe 2 – Liste des projets financés par les PTF

Cette annexe décrit brièvement le soutien de chacun des principaux PTF au Mali. L'objectif est de donner un aperçu succinct des projets, des montants engagés et de la répartition sectorielle du soutien. Les chiffres sont des montants en euro (taux de change de décembre 2016 pour les projets dont le financement a été communiqué à l'équipe dans une autre monnaie) et représentent le budget du projet et non pas spécialement ce qui a été réellement dépensé. L'information provient principalement de la matrice des donateurs réalisée par EUCAP Sahel Mali et la MINUSMA. Certaines modifications y ont été apportées suite à l'information récoltée pendant la mission de terrain de novembre 2016. Ceci ne représente pas une liste exhaustive de la situation mais permet d'avoir une vue d'ensemble du soutien des PTF aux secteurs de la justice et la sécurité au Mali.

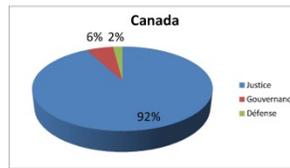
Thématique	Montant en €
Décentralisation	25'500'000
Gestion des frontières	10'400'000
Justice	6'775'000
Défense	6'300'000
Gouvernance	75'000
Grand Total	49'050'000



Liste des projets

Titre de l'intervention	Nom de l'agence de mise en œuvre	Type d'agence de mise en œuvre	Principaux bénéficiaires	Thématique	Sous-thématique	Zone géographique	Date de début	Date de fin	Contribution financière engagée (€)	Breve description
Groupe de Conseiller Technique des Forces Armées Fédérales d'Allemagne (GAFTAG)	Allemagne	EM de l'UE	Armée	Défense	Renforcement des capacités	Bamako	2013	2016	3'300'000	Depuis 2005, l'Allemagne soutient l'armée du génie avec des programmes de 4 ans. Le soutien s'exprime en équipement, infrastructure, formation et mentoring. L'Allemagne soutient la formation des constructeurs de routes, un pont flottant pour le fleuve Niger, et un camp mobile et la formation l'autosuffisance de ce camp. Tous les projets incluent de l'équipement, la technologie et des véhicules. Budget planifié pour 2017-2020: €6,5m
Gestion des munitions et des armes au Sahel pour la sécurisation de la région : sécurité des armes et des munitions au Mali	MAG, BICC	ONG	Armée, police, gendarmerie et garde nationale	Défense	Renforcement des capacités	Bamako, Kati, Kayes, Sikasso	2016	2016	1'000'000	L'objectif est de soutenir les autorités nationales dans l'amélioration de la gestion de leur stocks d'armes, de sécuriser leur lieu de stockage et de former le personnel dans la gestion et le stockage des armes et des munitions.
Soutien au programme de l'UA pour la gestion des frontières	GIZ	Agence EM de UE	Gardes frontalière	Gestion des frontières	Renforcement des capacités	Sahel	2016	2018	10'400'000	Demarcation and working with the community JSF around the Malian borders, Burkina Faso border. CI0m is for the overall programme, not just for Mali. The overall objective is Effective and sustainable border management prevents conflicts between African states and fosters integration through "peaceful, open and prosperous borders" – according to the vision of the African Union Border Programme (AUBP).
Programme de soutien au processus de décentralisation - PADRE	GIZ	Agence EM de UE	Communautés	Décentralisation	Renforcement des capacités	Segou, Mopti et Kayes	2015	2017	25'500'000	
Programme Réconciliation	GIZ	Agence EM de UE	Communautés	Justice	Responsabilité				5'500'000	
Renforcement de l'Etat de droit au Nord Mali	PNUD	Oi	Ministère de la Justice	Justice	Infrastructure et équipement		2016	2017	1'275'000	Amélioration au accès justice, renforcement des acteurs justice, genre, amélioration tribunaux et prison
Soutien au processus de cantonnement et DDR	Minusma	Oi	MDAC	Défense	Infrastructure et équipement	National	2016	2017	2'000'000	Soutien à la reconstruction de cantonnement pour soutenir le processus DDR
Cartographie du soutien de la communauté internationale en matière de justice et de sécurité au Mali - Analyse	DCAF	Fondation	Gouvernement malien	Gouvernance	Management	National	2016	2016	75'000	L'objectif principal est de donner aux acteurs allemands, mais également au reste de la CI et aux pays partenaires, une vue d'ensemble de la coopération internationale dans les deux domaines que sont la sécurité et la justice, afin de mieux coordonner l'action future de l'Allemagne avec le soutien déjà en cours et futur de l'ensemble de la CI.

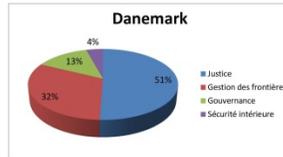
Thématique	Montant en €
Justice	32'000'000
Gouvernance	2'000'000
Défense	700'000
Grand Total	34'700'000



Liste des projets

Titre de l'intervention	Nom de l'agence de mise en œuvre	Type d'agence de mise en œuvre	Principaux bénéficiaires	Thématique	Sous-thématique	Zone géographique	Date de début	Date de fin	Contribution financière engagée (€)	Breve description
JUPREC - Justice prevention et reconciliation pour les femmes, mineurs et autres personnes affectées par la crise	Avocats Sans Frontières Canada, CECI et ENAP	ONG	Femme et enfants	Justice	Renforcement des capacités, Responsabilité	Bamako	2015	2020	14'000'000	1. La justice pour les femmes, les mineurs et les autres personnes vulnérables : activités de prévention des violences basées sur le genre et des atteintes aux droits des populations vulnérables, et renforcement de l'accès à une justice de première ligne (aide juridique et assistance judiciaires). 2. La lutte contre l'impunité : appui au litige stratégique de cas emblématiques de violations de droits humains et développement de la capacité de la société civile en matière de lutte contre la corruption; 3. La prévention, la réconciliation et la pacification : renforcement des capacités de la société civile et de l'État à s'engager dans un dialogue social et déploiement d'une stratégie visant la mobilisation en faveur de mesures de justice transitionnelle.
Soutien au bureau du vérificateur général	?	?	Bureau du Vérificateur Général	Justice	Responsabilité	Bamako	2008	2016	4'000'000	
Financement du Système Informatique pour la gestion des Ressources Humaines (SIRH) au sein du Ministère de la Défense. Appui au programme de développement de la Justice (PRODEJ)	EUTM Gouvernement du Mali	Mission UE PSOC Appui budgétaire	MDAC Ministère de la Justice	Défense Justice	Infrastructure et équipement Renforcement des capacités, management, responsabilité, infrastructure et équipement	Bamako	2014 2011	2016 2018	700'000 14'000'000	Achat du système informatique pour la gestion des ressources humaines du ministère de la défense, mais jamais mis en œuvre. La contribution du Canada au ministère de la Justice permet notamment la révision des textes législatifs et réglementaires relatifs aux droits des femmes et des jeunes et à la promotion de la bonne gouvernance environnementale. Elle permet également de poursuivre l'implantation du système informatisé de gestion des dossiers judiciaires à travers l'ensemble des juridictions. L'appui institutionnel vise à soutenir le ministère de la Justice et les tribunaux maliens dans l'amélioration de leurs procédures administratives, financières et comptables. L'appui à la mobilisation de la société civile aide les organisations de la société civile maliennes à mettre en œuvre des projets qui favorisent un meilleur accès des maliens à la justice. Prévu des AT auprès du ministère de la Justice, auprès de la Cellule Planification et suivi. AT dans le domaine des statistiques, infrastructure et formation
Projets d'appui aux organisations de la société civile II	Unité de gestion du PACOS II	ONG	ONG malienne	Gouvernance	Responsabilité	National	2011	2017	2'000'000	

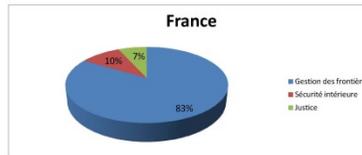
Thématique	Montant en €
Justice	7 500 000
Gestion des frontières	4 700 000
Gouvernance	2 000 000
Sécurité intérieure	630 000
Grand Total	14 830 000



Liste des projets

Titre de l'intervention	Nom de l'agence de mise en œuvre	Type d'agence de mise en œuvre	Principaux bénéficiaires	Thématique	Sous-thématique	Zone géographique	Date de début	Date de fin	Contribution financière engagée (€)	Briève description
Soutien à la gendarmerie dans l'opérationnalisation de son processus de réforme : audit de son mécanisme de contrôle interne et de sa gestion des ressources humaines (système de notation)	DCAF	Fondation	Gendarmerie	Sécurité intérieure	Responsabilité	Bamako	2015	2016	130'000	Projet faisant partie du Programme régional Sahel du Danemark.
Soutien au processus RÉS 1) compilation des textes législatifs du secteur de la sécurité et en priorité de la sécurité intérieure 2) Soutien au développement du plan stratégique et opérationnel du Ministère de la Sécurité et de la protection civile	DCAF	Fondation	MSPC	Sécurité intérieure	Management	Bamako	2014	2016	500'000	Projet faisant partie du Programme régional Sahel du Danemark.
Programme de sécurité et de gestion aux frontières dans le Sahel	DDG	ONG	Communautés, forces de sécurité, administration locale	Gestion des frontières	Renforcement des capacités, Responsabilité	Liptako Gourma	2013	2017	3'000'000	Enhancing community safety in border areas- community safety planning security providers and community dialogue(NP, GND, Customs)- conflict management / mediation education/support to conflict management platforms/mechanisms training of security providers- SALW and ESW awareness raising- small scale equipment, cross border community safety plans and infrastructure-cross border community safety plan". Activities integrated with DRC livelihood & protection components. ADR is triangle border zone Niak/ Niger/ Burkina Faso (Liptako-Gourma)
Gestion de la sécurité au frontiere dans le Sahel	DDG	ONG	Communautés	Gestion des frontières	Renforcement des capacités, Responsabilité	Liptako Gourma	2014	2017	1'700'000	Projet faisant partie du Programme régional Sahel du Danemark.
Prevention des conflits pour les communautés pastorales du Sahel à travers le soutien aux mécanismes de médiation	Centre for Humanitarian Dialogue	ONG	Communautés	Justice	Renforcement des capacités, Responsabilité	Liptako Gourma	2014	2017	2'000'000	Projet faisant partie du Programme régional Sahel du Danemark.
Renforcement du contrôle démocratique du secteur de la sécurité dans la région du Sahel	NDI et DCAF	ONG et Fondation	Parlement, OSC et MSPC	Gouvernance	Responsabilité	Burkina Faso, Mali, Niger	2014	2016	2'000'000	Projet faisant partie du Programme régional Sahel du Danemark. NDI se concentre sur le renforcement des OSC et du Parlement. DCAF travaille principalement avec le MSPC.
Contribution à la stratégie régionale intégrée des ONU pour le Sahel sur le renforcement du système de la justice pénal au Sahel pour lutte contre les drogues, les trafics illégaux, le crime organisé, le terrorisme et la corruption.	UNODC	OI	Police, gendarmerie, acteurs de justice	Justice	Renforcement des capacités	Sahel	2014	2017	5'500'000	Projet faisant partie du Programme régional Sahel du Danemark et qui s'inscrit dans le programme Sahel de UNODC, financé par le Danemark et d'autres bailleurs de fonds comme le Japon, l'Autriche, etc.

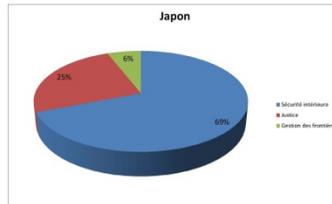
Thématique	Montant en €
Gestion des frontières	4'300'000
Sécurité intérieure	500'000
Justice	350'000
Grand Total	5'150'000



Liste des projets

Titre de l'intervention	Nom de l'agence de mise en œuvre	Type d'agence de mise en œuvre	Principaux bénéficiaire	Thématique	Sous-thématique	Zone géographique	Date de début	Date de fin	Contribution financière engagée (€)	Breve description
Soutien à la douane malienne	Douanes française	Agence publique	La direction de la douanes	Gestion des frontières	Renforcement des capacités	Bamako	2014	2015	300'000	Soutien à la douane pour l'installation d'un programme similaire à SIDONIA, formation, équipement et conseil d'experts français des douanes
Soutien aux forces de sécurité intérieure du Mali	Direction de la Coopération Internationale du Ministère de l'Intérieur Français	Agence publique	Police, Gendarmerie, protection civile et douanes	Sécurité intérieure	Renforcement des capacités	Bamako	2016	2016	500'000	Formation et équipement pour les forces de sécurité intérieure maliennes, GIPN, cyber criminalité, fraude documentaire, etc.
Appui à la Coopération Transfrontalière au Sahel (ACTS)	DCSD	Agence publique	Communautés aux frontières et forces de sécurité	Gestion des frontières	Renforcement des capacités	Liptako Gourma	2014	2018	4'000'000	Ce projet est conçu autour du continuum "Sécurité-Développement" et est financé par le Ministère français des Affaires Etrangères et du Développement International (MAEDI). Il a pour zone d'intervention pilote, la Région du Liptako-Gourma et vise à appuyer les Etats dans leur politique
Programme de renforcement de capacités des directions et institutions centrales, des acteurs de la justice malienne	ICI	Agence EM de UE	Ministère de la justice	Justice	Renforcement des capacités	Bamako	2015	2015	100'000	
Renforcement de l'accès au droit et à la justice	MINUSMA et ONG locale, Association des juristes maliennes, CNDH, Wildaf, APSEF	Oi et ONG	Communautés	Justice	Renforcement des capacités	National	2014	2015	250'000	Assistance juridique et judiciaire, sensibilisation, lutte contre les violences basées sur le genre, judiciarisation des affaires de violences au Nord

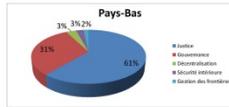
Thématique	Montant en €
Sécurité intérieure	7'000'000
Justice	2'540'000
Gestion des frontières	600'000
Grand Total	10'140'000



Liste des projets

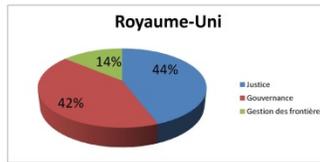
Titre de l'intervention	Nom de l'agence de mise en œuvre	Type d'agence de mise en œuvre	Principaux bénéficiaires	Thématique	Sous-thématique	Zone géographique	Date de début	Date de fin	Contribution financière engagée (€)	Breve description
Programme de soutien à la gestion des frontières	OIM	OI	Gardes frontières	Gestion des frontières	Infrastructure et équipement	Sahel	2014	2015	600'000	
Projet d'appui au renforcement des capacités opérationnelles de l'Ecole Nationale de Police	PNUD	OI	Police	Sécurité intérieure	Infrastructure et équipement	Bamako	2015	2016	4'000'000	Renforcement de la capacité de la police nationale: 1) rénovation de l'academie de police, des conditions de travail et de vie des policiers, inclus le centre médical et de sport, 2) fourniture d'équipement IT, ordre public, lits, équipement médicaux, 3) achats de voiture, ambulances, motos et minivans.
Programme du développement économique et social - Police de proximité	Agence japonaise	Secteur privé	Police	Sécurité intérieure	Infrastructure et équipement	Bamako	2015	2017	3'000'000	Fourniture d'équipement pour la police nationale dans le cadre du renforcement du concept de police de proximité. Réhabilitation d'infrastructures (15 commissariats de Bamako), achat de véhicules, motos, appui à la formation sur la police de proximité en collaboration avec EUCAP.
Appui aux initiatives Communautaires de Réconciliation et de Relèvement Economique des Femmes en Période Post-crise	ONU Femme	OI	Communautés	Justice	renforcement des capacités	Région de Gao	2014	2015	940'000	
Projet de renforcement des capacités des jeunes pour prévenir la radicalisation	OIM	OI	Communautés	Justice	Renforcement des capacités		2015	2016	1'600'000	Projet de renforcement des capacités des jeunes pour prévenir la radicalisation : formation professionnelle, construction et un kit de démarrage. Le Kit de démarrage dépendra du métier : C'est un fonds de commerce et équipement (eg : Pour la couture ça sera une machine à coudre, de l'argent pour démarrer, ect.)

Tématicque	Montant en €
Justice	10 000 000
Gouvernance	1 000 000
Démocratisation	1 000 000
Sécurité intérieure	700 000
Sécurité des frontières	500 000
Grand Total	20 500 000



Titre du financement	Nom de l'Agence de mise en œuvre	Type d'agence	Processus bénéficiaire	Thématique	Sous-thématique	Zone géographique	Date de début	Date de fin	Contribution financière (en euros)	Notes descriptives
Renforcement de la confiance des citoyens de la région de la capitale par les OSC, le parlement et le médiateur de la République	SCAF	Fédération	OSL, Parlement, Médiateur	Gouvernance	Responsabilité	Nationale	2019	2020	800 000	Soutien au processus NSI au niveau du gouvernement, facilitation de réunions, conseil, planification d'échange, formation à la NSI/OSL
Programme de sécurité et de gestion des frontières dans le Label	SDS	ONG	Communautés, Forum de sécurité, Intégration sociale	Gestion des frontières	Renforcement des capacités	Yakala Gourma	2016	2017	500 000	
Appui au travail de l'administration judiciaire dans les régions de Gao, Tombouctou et de la partie nord de N'Gaz	PAUD	OI	Ministère de la Justice	Justice	Infrastructures et équipement	Gao, Tombouctou, Nord de N'Gaz	2014	2015	2 000 000	Renouvellement des tribunaux, des maisons des juges, des bureaux pour améliorer l'accès à la justice. Formation des membres des forces de sécurité et des magistrats, gestion process, conseils, plans stratégiques
Appui au processus politique inclusif	Association des Municipalités du Mali (AMM)	ONG	Communautés	Démocratisation	Responsabilité	Bamako	2013	2016	1 000 000	L'une des principales causes de la crise au Mali a été le mauvais fonctionnement de la démocratie. Le premier niveau subjectif de la démocratie est vécu en la région locale. C'est pour cette raison que l'AMM a été accompagnée le renforcement de la démocratisation en appuiant à la loi, la Ministère, l'Association des Municipalités du Mali (AMM) en tant que associations de gouvernance locale, et les organisations de citoyens, par différents programmes.
Appui au renforcement de la gouvernance locale	UNG	ONG	Communautés	Gouvernance	Responsabilité	Bamako	2012	2016	300 000	
Renforcement de la chaîne pénale au Mali	UNG	ONG	Communautés et secteur de la chaîne pénale	Justice	renforcement des capacités	Mopti/Gao/Tombouctou/Ségou	2015	2020	4 000 000	Working decentralized at regional level. It will bring Mayors, Judges, Prosecutors GAO/PL/GA, Correctional staff, Lawyers Civilian and Legal Aid. together to improve criminal justice chain.
Projet "Non Stop" appui aux parquets	HEMI SO	ONG	Communautés	Justice	renforcement des capacités	N'Gaz, Mopti, Tombouctou, Gao	2014	2018	6 000 000	Un projet en cours est en cours de mise en œuvre. Le contexte à autoriser les groupes vulnérables, surtout les femmes et les jeunes, victimes et témoins afin qu'ils puissent faire valoir leurs droits avec des procédures bien formées, et rapides, sans que des lieux restes. De renforcer les capacités et le volume de la justice civile à l'appui de la lutte contre les abus et autres violations. De renforcer des procédures efficaces pour des interventions structurelles, réglementaires, administratives et institutionnelles pour la bonne application des droits de la femme, de l'enfant et autres citoyens, ainsi que de la bonne gouvernance.
Soutien à la rénovation d'infrastructure pour le travail de la justice au Mali et à Bamako (appui transverse au PDCSI)	?	?	Ministère de la Justice	Justice	Infrastructures et équipement	Région de Nord Mali	2013	2015	1 200 000	
Fond Éducative UNICEF/Mali pour des enfants/justice au Mali	MUSAMA	OI	Communautés	Justice	renforcement des capacités	Région de Nord Mali	2015	2015	2 000 000	
UNODC Programme Légal	UNODC	OI	Communautés	Justice	renforcement des capacités	Sahel	2010	2016	1 000 000	
Two Netherlands Institutes for Capacity Development in Higher Education	EPHUTIC	ONG	Gouvernance	Sécurité intérieure	Renforcement des capacités	Bamako	2016	2016	750 000	
Le secteur de la sécurité et la gestion des affaires de l'État - enquête au régime de Mali	SCAF	Fédération	HEPC, NSAC et Ministère de la Justice	Gouvernance	Management	National	2015	2015	32 000	Updating Mali chapter of the survey published in 2013. The security sector and gender in West Africa. A survey of police, defence, justice and social services in 10 West African states. Mali Study is completed. It's final report will be published during 4-6th day event on October 12 and 13, 2015
Une approche de Sécurité humaine pour lutter les causes profondes des conflits et de la violence au Mali	HEPC, NSAC, HRC	ONG	Communautés	Gouvernance	Management	Gao, Tombouctou, N'Gaz	2016	2020	6 000 000	Les actions militaires et diplomatiques augmentent la responsabilité des institutions affectées et inclusifs de la consolidation de la paix et de la prévention des conflits à différents niveaux, avec une attention particulière à la réconciliation et à la justice
Renforcement de la gouvernance de la justice au Mali	SCAF	Fédération	HEPC, NSAC et Ministère de la Justice, NSMIS, OSC	Gouvernance	Responsabilité, management	National	2017	2020	2 000 000	This project continues and expands SCAF's work initiated since 2014, in line with the 2013-2018 Malian Government's Programme of Action. The establishment of strong and credible institutions and the consolidation of security of peace and justice through the national territory. SCAF will continue to focus on its mandate to support national stakeholders in improving governance structures and processes, from this perspective and under its institutionalisation a culture of efficiency and transparency across the board. The project aims at expanding the institutional framework governing the security sector and enhancing oversight and monitoring of the security sector by the executive, the legislative, and civil society. This will only require working with a broad range of stakeholders including security institutions, the parliamentary committee for defence and security, the National Human Rights Commission, the Mediator and civil society organisations and meeting with a critical mass of stakeholders. It will also require encouraging security institutions to create space for constructive social security institutions.

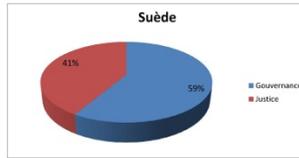
Thématique	Montant en €
Justice	950'000
Gouvernance	900'000
Gestion des frontières	300'000
Grand Total	2'150'000



Liste des projets

Titre de l'intervention	Nom de l'agence de mise en œuvre	Type d'agence de mise en œuvre	Principaux bénéficiaires	Thématique	Sous-thématique	Zone géographique	Date de début	Date de fin	Contribution financière engagée (€)	Breve description
Plateforme régionale pour la sécurité des frontières au Sahel	International Alert	ONG	Communautés	Gestion des frontières	Renforcement des capacités	Tombouctou, Mopti, Segou and Kayes	2015	2016	300'000	Le programme contribue à diminuer le trafic illégal dans la région du Sahel en renforçant la capacité des autorités locales et la police des frontières. Le programme renforce également les communautés locales afin d'améliorer la collaboration avec les autorités locales et de réduire le conflit, le trafic illégal et la violence armée.
Programme pour la prévention des conflits au niveau local	Living Earth Foundation	ONG	Communautés	Gouvernance	Renforcement des capacités		2015	2016	500'000	Le programme vise à renforcer la cohésion et la stabilité nationale en améliorant l'inclusivité et une approche participative à la reconstruction de la paix à travers des actions de développement économique et de bonne gouvernance
Renforcement des capacités pour les journalistes radio au Sahel	Irondele Foundation	ONG	Journalistes	Gouvernance	Renforcement des capacités	Bamako/Niamey/Ouagadougou /Njamena	2015	2016	400'000	
Programme pour la lutte contre l'extrémisme violent	?	?	Communautés	Justice	Responsabilité	National	2016	2016	700'000	
Programme de réconciliation et de reconstruction de la paix au niveau local	?	?	Communautés	Justice	Responsabilité	Tombouctou, Mopti, Segou and Kayes	2016	2017	250'000	

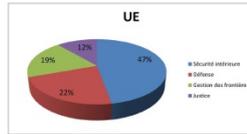
Thématique	Montant en €
Gouvernance	2'400'000
Justice	1'700'000
Grand Total	4'100'000



Liste des projets

Titre de l'intervention	Nom de l'agence de mise en œuvre	Type d'agence de mise en œuvre	Principaux bénéficiaires	Thématique	Sous-thématique	Zone géographique	Date de début	Date de fin	Contribution financière engagée (€)	Breve description
Appui aux victimes de violence basées sur le genre	ONU Femme	Oi	Femmes et communautés	Justice	Responsabilité	National	2013	2016	1'700'000	Appui à la prise en charge des victimes de violences basées sur le genre/viols et réhabilitation économique des femmes affectées par le conflit au Mali. Prise en charge holistique, y inclus juridique. Une évaluation du programme pays d'ONU-Femmes 2016-2018 est en cours avec un focus sur la Justice transitionnelle et l'accès à la justice pour les victimes survivantes de violences basées sur le genre
Construire une paix durable au Mali : contributions de la société civile aux politiques de sécurité des populations	CONASCIPAL (à travers Stockholm International Peace Research Institute - SIPRI)	ONG	Communautés	Gouvernance	Responsabilité	National	2016	2018	2'400'000	Le projet vise à renforcer la participation de la société civile aux stratégies locales et nationales de protection et de sécurité des populations, dans le sens large incluant aussi la sécurité globale des communautés, y compris la satisfaction des besoins de base tels que l'eau potable, l'éducation ou accès à la justice. Il vise à : - soutenir les efforts de la société civile pour analyser les défis de sécurité au niveau communal et pour renseigner les autorités locales et nationales sur les besoins des populations - renforcer les capacités des organisations de la société civile à travers, notamment, des ateliers d'échanges de connaissances sur les défis de sécurité leur permettant d'exercer une plus grande influence sur les politiques nationales et locales de sécurité, par l'élaboration des propositions et recommandations concrètes, ainsi que la conduite de campagnes ciblées de plaidoyer.

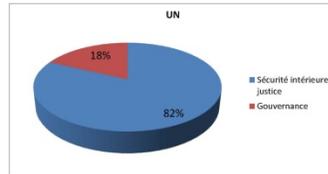
Thématique	Montant en €
Sécurité intérieure	20'900'000
Défense	33'600'000
Gestion des frontières	29'000'000
Justice	17'500'000
Grand Total	101'000'000



Liste des projets

Titre de l'intervention	Nom de l'agence de mise en œuvre	Type d'appui de mise en œuvre	Principaux bénéficiaires	Thématique	Secteur	Stat. budgétaire	Zone géographique	Date de début	Date de fin	Contribution financière (M€)	Breve description
EUCAP SAHEL MALI	EUCAP	Mission UE PSDC	Police, gendarmes et gardes nationaux, MSPC	Sécurité intérieure	Justice	National	National	2014	2015	35'900'000	500.00 € en 2014 + 11.400.000 € en 2015 + 19.000.000 € en 2016. Activités principales: Gestion des ressources humaines, formation, conseil juridique, IT, gestion des frontières et lutte contre le terrorisme.
EUTM	EUTM	Mission UE PSDC	Armée, MSPC	Défense	Justice	National	National	2013		33'600'000	Activités: formation, conseil stratégique, leadership, gestion des ressources humaines, IT, équipement médical, chaine logistique, chaîne de commandement, manègements, contrôle des opérations, transmission, finance, planification, droit humanitaire et des conventions internationales. Formation des formateurs. Coordination avec la MINUSMA, DDR, soutien au GS Sahel en contribuant à renforcer la coordination et l'interopérabilité des forces armées de l'organisation.
Programme d'appui à la normalisation et à la résilience au Mali (PANORMA)	Onipol	Agence EM de l'UE	MSPC	Sécurité intérieure	Justice	National	National	2015	2016	5'000'000	L'objectif général du programme est d'appuyer un nouvel appui à la poursuite du processus de normalisation et de résilience au Mali, à travers trois volets: i) poursuite de l'appui aux efforts de dialogue, réconciliation et de prévention de la radicalisation à la base, ii) contribution aux efforts de réforme du secteur de la sécurité (RSS) au Mali et iii) appui à la transition vers la résilience et à la relance économique à l'échelle communautaire, en particulier dans le Nord du Mali.
Programme d'appui au secteur de la justice au Mali (PAJM)	Essi West Consulting, Ingenium Urban Consulting	Secteur privé	Ministère de la Justice	Justice	Justice	National	National	2014	2018	12'000'000	Le programme de la justice, doté d'un montant de 12 millions d'euros et qui va continuer jusqu'à mi 2018, va contribuer à la construction et au renforcement d'un système de justice indépendant, impartial et équitable pour tous les citoyens maliens. Ce programme a été conçu pour répondre à trois défis de gouvernance relevés dans le secteur: performance, crédibilité et accès. La première composante du programme est la performance directe à optimiser les performances des structures judiciaires grâce à la mise en place d'une gestion efficace des juridictions et un appui à la formation à tous les niveaux du personnel judiciaire. La deuxième composante est la crédibilité à établir à travers le système judiciaire d'un cadre fonctionnel de contrôle et de supervision, ainsi que de lutte contre l'impunité. La troisième composante cible l'accès à la justice en finançant la réhabilitation ou la construction d'infrastructures judiciaires dans les zones prioritaires.
Stabilisation support package in response to the crisis in Mali + Assistance technique Un agenda pour la paix, la réconciliation et la cohésion sociale au Mali	Expertise France, CIVIPOL + FAAPP	Agence EM de l'UE	MSPC	Sécurité intérieure	Justice	National	National	2013	2014	20'000'000	
Contrat d'appui à la Consolidation de l'Etat du Mali (inclus des indicateurs de justice pour le débouquement de la tranche variable)	Gouvernement du Mali	Appui budgétaire	Gouvernement malien	Justice	Justice	National	National	2013	2014	5'000'000	Le budget total de l'appui budgétaire est des 4225.000.000. Il est très difficile d'estimer la part de ce budget qui va au secteur de la justice. Même si une répartition du budget n'est pas dans l'esprit de l'appui budgétaire, une estimation de 45.000.000 a été faite pour le secteur de la justice qui correspond à la tranche variable qui est débloquée si les indicateurs de justice sont respectés. Une estimation est toujours approximative, mais permet de donner néanmoins une indication de l'effort de l'appui budgétaire au secteur de la justice.
Contrat d'appui à la Consolidation de l'Etat du Mali (inclus des indicateurs de sécurité intérieure pour le débouquement de la tranche variable)	Gouvernement du Mali	Appui budgétaire	Gouvernement malien	Sécurité intérieure	Justice	National	National	2015	2018	10'000'000	Le budget total de l'appui budgétaire est des 4220.000.000. Il est très difficile d'estimer la part de ce budget qui va au secteur de la sécurité. Même si une répartition du budget n'est pas dans l'esprit de l'appui budgétaire, une estimation de 130.000.000 a été faite pour le secteur de la sécurité intérieure qui correspond à la tranche variable qui est débloquée si les indicateurs de sécurité sont respectés. Une estimation est toujours approximative, mais permet de donner néanmoins une indication de l'effort de l'appui budgétaire au secteur de la sécurité intérieure.
PAJSEC: Programme d'Appui au Renforcement de la Sécurité dans les régions de Mopti et de Gao et à la gestion des zones frontalières	Expertise France	Agence EM de l'UE	MSPC, douanes	Gestion des frontières	Justice	Mopti et Gao	Mopti et Gao	2016	2019	29'000'000	Objectif général de contribuer à la stabilisation de la zone considérée en visant deux objectifs spécifiques: 1. La sécurité des populations et le contrôle du territoire sont améliorés dans le respect de l'état de droit. 2. La gestion des ressources frontalières par les services de l'Etat, incluant la gestion des flux et des personnes ainsi que la coopération transfrontalière, est développée et renforcée.

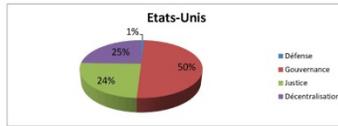
Thématique	Montant en €
Sécurité intérieure, Justice	22'800'000
Gouvernance	5'000'000
Grand Total	27'800'000



Liste des projets

Titre de l'intervention	Nom de l'agence de mise en œuvre	Type d'agence de mise en œuvre	Principaux bénéficiaires	Thématique	Sous-thématique	Zone géographique	Date de début	Date de fin	Contribution financière engagée (€)	Breve description
Soutien à la rénovation d'infrastructure, équipement, formation au travers des QIPS (Quick Impact projects)	UNPOL	Mission ONU	FSI, Justice, communautés	Sécurité intérieure, Justice	Renforcement des capacités, Infrastructure et équipement	Bamako	2015	2016	6'600'000	https://minusma.unmissions.org/projets-%3C3%A0-impact-rapide-qips
MINUSMA Stabilisation - Fond pour la construction de la paix	MINUSMA	Mission ONU	FSI, Justice, communautés	Sécurité intérieure, Justice	Renforcement des capacités, Infrastructure et équipement	National	2014	2015	6'200'000	http://www.unghf.org/countries/mali/
MINUSMA Stabilisation - Fond fiduciaire pour la paix et la sécurité	MINUSMA	Mission ONU	FSI, Justice, communautés	Sécurité intérieure, Justice	Renforcement des capacités, Infrastructure et équipement	National	2014	2015	10'000'000	1) Refurbish and equip 120 offices and 15 correctional centres, court houses and administrative buildings 2) Provide 200 basic kits (computer, table, chairs, paper, filing cabinet), assess and train management on ethics, support to MOI on justice reform, train 500 National Police of Human rights and gender issues, provide 200 kits on decentralisation material 3) Implement 50 quick projects to improve confidence between justice and population, public awareness.
Soutien à la sécurité humaine au Nord-Mali - résilience pour les femmes et les jeunes	UN TF for Human Security	OI	Communautés	Gouvernance	renforcement des capacités	Région du Nord Mali	2015	2018	5'000'000	The project's goals are the consolidation of peace and stability; the diversification of economic opportunities; and the establishment of social and economic recovery in crisis affected regions of northern Mali. This will be achieved by: (i) providing sustainable economic opportunities for the most vulnerable groups, in particular youth and women; (ii) improving access to basic social services including clean water, sanitation, health care and education; and (iii) building community resilience to future crisis by promoting peaceful coexistence and integrating the human security approach in Mali's development and recovery programmes. http://www.un.org/humansecurity/sites/www.un.org/humansecurity/files/mali_14-004_-_final_template.pdf Financed by Japan for around €1.8m

Thématique	Montant en €
Défense	300'000
Gouvernance	30'700'000
Justice	18'000'000
Décentralisation	21'000'000
Grand Total	70'000'000



Liste des projets

Titre de l'intervention	Nom de l'agence de mise en œuvre	Type d'agence de mise en œuvre (G, O, C, P, public, privé...)	Principaux bénéficiaires directs	Thématiques (Sécurité, Prévention, Justice, ...)	Sous-thématique (Renforcement des capacités, Responsabilité, ...)	Zone géographique	Date de début	Date de fin	Contribution financière justifiée (€)	Briève description
Programme de soutien au désarmement	MAJ	O	Forces de sécurité	Défense	Infrastructure et équipement		2015	2019	300'000	Technical risk assessments of armatures and explosive storehouses, "Constructive" refurbishment/upgrade of armories. Training on armory and explosive storehouse management for the Malian Defence and Security Forces in the regions of Mopti, Koulikoro and Bamako.
Programme justice (SAS) Mali	USAID, Chechn consulting	Agence publique et privé	Ministère de la justice	Justice	Renforcement des capacités, management, responsabilité, infrastructure et équipement	National	2015	2020	18'000'000	Justice Project with the following components: I) Enhance justice service delivery and efficiency of justice sector institutions by supporting the MCI's plan of urgency; II) Increase access to justice through the training and deployment of paralegals and legal clinics; III) Corruption reduced along the Sikasso-Kouy and Sikasso-Herakoums trade corridor.
Programme de soutien à la gouvernance locale (SAC) Mali	USAID, Tetra Tech	Agence publique et privé	Ministère de la Décentralisation	Décentralisation	Renforcement des capacités	National	2015	2021	18'000'000	The Mali Sub-National Governance Project (SN-GP) will work with the national and sub-national governments and civil society to catalyze on-ground efforts to decentralize authority and resources in Mali, key to implementing the Algiers Peace Accord. To give more resources and authority directly to the regional governments. The project will work to advance Mali's decentralization process by increasing the ability of subnational governments to provide effective, responsive, and accountable service delivery in the citizens of Mali, particularly in the areas of health and education. The project aims to ensure that public funds intended for decentralized services are delivered efficiently and transparently. The approach supports the Ministry of Decentralisation's regionalization plans, assists Malians to develop their own solutions to the country's decentralization challenges, and supports incremental changes that will provide the impetus for more ambitious change and implementation of the Algiers Peace Accord.
Programme de cohésion sociale pour la lutte contre l'insécurité violente	USAID	Agence publique	Communautés	Gouvernance	Renforcement des capacités	Gao	2015	2019	8'000'000	Social cohesion program to counter violent extremism in targeted areas. This program is linked to USAID's Office of Transition Initiatives (OTI) program.
Security Governance Initiative (SGI)	US State Department	Agence publique	MIPAC, MPAC, Justice	Gouvernance	Management, renforcement des capacités, responsabilité	National	2015	2021	12'000'000	Supports the Government of Mali to respond to the human rights violations committed during Mali's political crisis by increasing civil society's human rights advisory role and visibility in the protection of human rights in Mali. Specific objectives are to: I) strengthen the capacity of Malian civil society organizations to monitor the ICJ's implementation of the 2013 Universal Periodic Review (UPR) recommendations; II) Advocate for the rights of victims of human rights violations, particularly those from underrepresented groups; and III) Assist Malian civil society groups to conduct trial monitoring of prosecutions against high-level perpetrators of human rights violations.
Mali Peace Initiative- ACCORD	ACCOM	secteur privé	Communautés	Gouvernance	Renforcement des capacités	Sikasso	2015	2019	8'000'000	Mali Peace Initiative- ACCORD: strengthen targeted communities' resilience to conflict and radicalization by working with Malian Government and local communities through small grants to address priority development and reconciliation needs (includes support to the development of a CVE strategy).